

Voyage au bout de l'enfer

Jean Chatain

Articles publiés par « L'Humanité »
sur le génocide au Rwanda en 1994

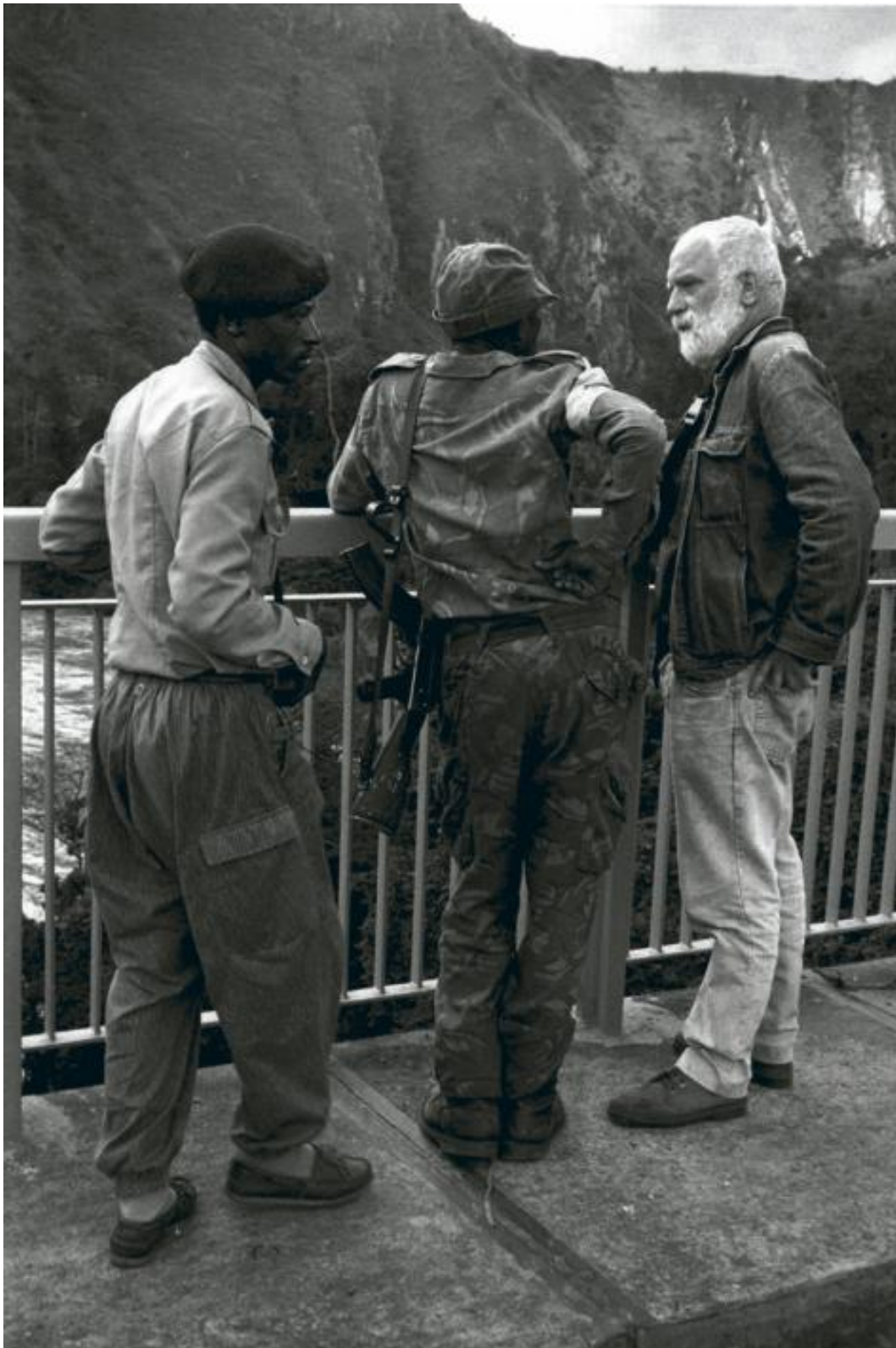


FIGURE 1 – L'envoyé spécial de l'Humanité, Jean Chatain (à droite) avec deux militaires du FPR sur le pont de Rusumo, au Rwanda, en mai 1994, alors qu'il parcourait le pays dévasté.

Kigali bascule dans la guerre civile

Jean Chatain

L'Humanité, 9 avril 1994, page 9

Assassinats et pillages se multiplient dans les rues de la capitale. La garde présidentielle répand la terreur.

KIGALI, la capitale du Rwanda, a sombré dans la guerre civile. Mercredi soir, l'avion transportant les présidents rwandais, le général Juvénal Habyarimana, et burundais, Cyprien Ntaryamira¹, s'écrasait sur l'aéroport, touché, semble-t-il, par une ou plusieurs roquettes. Depuis, la violence se déchaîne, à l'initiative le plus souvent de la garde présidentielle, dont il faut souligner qu'elle a interdit l'approche de l'épave aux experts de l'ONU qui avaient voulu s'en approcher.

Les dépêches d'agence égrènent leurs cortèges d'horreurs, non dépourvus de contradictions entre les sources comme d'une heure à l'autre. En voici quelques points saillants, qui ne sauraient suffire pour dresser un tableau complet de la situation sur place.

Assassinat de Mme Agathe Uwilingiyamana², premier ministre, enlevée par des militaires « réguliers ». Agée de quarante et un ans, elle était issue du principal parti d'opposition au président Habyarimana, le Mouvement démocratique républicain (MDR) ; nommée premier ministre en juillet dernier, dans le cadre d'un compromis entre le président et son opposition légale, elle avait aussitôt été victime d'une agression à son domicile et d'un passage à tabac en règle.

Peu de temps après, son parti éclatait en deux, certains de ses « opposants » (au sein du MDR lui-même) la séquestraient pendant une nuit pour lui soutirer une lettre de démission, qu'elle dénonçait dès qu'elle avait pu retrouver sa liberté de mouvement.

Simultanément on apprenait que dix casques bleus belges (certaines dépêches hasardant des chiffres plus élevés) avaient été tués par des militaires rwandais jeudi à Kigali. Et puis, les chiffres s'affolent : dix-neuf Rwandais assassinés par des militaires, jeudi, dans un centre jésuite à Kigali... Plusieurs dizaines de Rwandais travaillant pour des organisations humanitaires internationales ont été massacrés... D'autres ministres (combien ?) auraient trouvé la mort... Chaque fois, les indications restent floues mais tendent à converger en une même accusation : la « garde présidentielle », issue de la frange hutue la plus violemment anti-tutsi, serait à l'origine de ces tueries. Vengeance aveugle ou poursuite d'un coup d'Etat dont l'assassinat du président n'aurait été que la première étape ?

Des incendies font rage dans la capitale et soldats et « mutins » s'affrontent aux abords du Parlement. Des corps à corps opposeraient la garde présidentielle hutue et des membres de la minorité tutsie. « Ils combattent, puis se reposent, puis recommencent. C'est calme pendant un moment, puis soudain on entend de nouvelles explo-

1. Cyprien Ntaryamira

2. Agathe Uwilingiyimana

sions », a déclaré un habitant, dans une formule rapportée par l'agence Reuter.

Dans un rapport rendu public à Genève, le représentant du HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) à Kigali, Carlos Rodriguez, fait état de « pogroms et de purification (ethnique) dans la ville ». Le bilan des affrontements serait « particulièrement élevé ».

Rappelons qu'un peu plus de 2.500 soldats, originaires de 23 pays, ont été ces derniers mois envoyés au Rwanda. Objectif déclaré : aider à mettre fin à la guerre civile entre les ethnies hutue et tutsie. Les principaux contingents proviennent du Bangladesh (937 hommes), du Ghana (841 hommes), de Belgique (428 hommes).

JEAN CHATAIN

Kigali : terreur et espoir de libération

Jean Chatain

L'Humanité, 12 avril 1994, page 11

Les rebelles du Front patriotique aux portes de la capitale du Rwanda. Ils contrôleraient déjà une grande partie du pays. La plupart des Français évacués.

« **N**OUS allons remettre de l'ordre à Kigali », avait prévenu samedi, Paul Kagame, chef militaire du Front patriotique (FPR) alors que les massacres se poursuivaient dans la capitale. Débutée dimanche soir, l'offensive des rebelles a en effet redoublé d'intensité dans la journée du lundi.

Deux bataillons de 600 combattants du FPR seraient aux portes de Kigali où des combats opposent des troupes rebelles stationnées dans la place en vertu de l'accord de paix d'août 1993 - et les forces gouvernementales. D'ores et déjà, le FPR, qui dispose d'une armée de plus de 20.000 hommes, envisagerait d'y envoyer des renforts. Les échanges de tirs à l'arme lourde se sont intensifiés. On apprenait hier qu'un hôpital privé de la ville avait été touché, dimanche soir, par un obus, faisant 27 morts et une centaine de blessés. La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a précisé que l'origine du tir était pour l'instant inconnue.

L'étau se resserrant, un officier français a même conseillé aux journalistes de quitter la ville, « les rebelles n'étant plus qu'à une dizaine de kilomètres ». De son côté, le porte-parole militaire belge a indiqué que « les bandes armées tuent peut-être

un millier de gens par jour » à Kigali. Un journaliste de l'AFP aurait ainsi vu deux jeunes blessés être achevés à la baïonnette par des militaires à l'intérieur de l'hôpital de la ville.

Signe, s'il en fallait un, de l'étape franchie dans ce conflit, les affrontements entre forces gouvernementales et insurgés gagneraient l'ensemble du pays. Dans le nord, les rebelles s'approcheraient de la ville de Byumba (50 km de Kigali). Les forces du FPR auraient coupé la route entre la capitale et la ville de Ruhengeri dans le nord-ouest et pratiquement fini d'encercler plusieurs autres positions gouvernementales. Ainsi, le FPR contrôlerait déjà une proportion importante du pays, rendant ainsi caduc l'appel tardif - du prétendu gouvernement à négocier.

Si la guerre s'installe heure après heure, l'évacuation des ressortissants se poursuit à grande vitesse. Alors que les premiers 45 Français sont arrivés dimanche soir à Paris, tous nos compatriotes - à l'exception d'un tout petit nombre - avaient quitté lundi le Rwanda. Lors de ces vols, 130 ressortissants de diverses nationalités ont pris place à bord des Transall en partance pour le Centrafrique ou le Burundi. Seule inquiétude pour le Quai d'Orsay : trois coopérants militaires n'auraient pas donné signe de vie depuis plusieurs jours. Si tous les Nord-Américains ont pu être évacués, il reste sur place de nombreux Belges ; en effet, seuls 250 d'entre eux - sur les 1.500 - ont pu partir. A Bruxelles, on estime à plu-

sieurs jours le temps nécessaire à leur évacuation, ce qui n'est pas sans risque tant la situation se dégrade rapidement. Situation qui semble faire tache d'huile au Burundi voisin où des centaines de civils fuient vers la Tanzanie par peur que n'éclatent des troubles entre communautés, identiques à ceux du Rwanda.

En visite à Paris, le président sénégalais Abdou Diouf a demandé lundi « une mobilisation de la communauté internationale pour mettre fin à la tragédie rwandaise ». Non exempté de reproches sur le conflit en cours, il est à espérer que, au-delà des déclarations d'intentions, celle-ci répondra à cet appel.

Rwanda : massacres prémédités

Jean Chatain

L'Humanité, 27 avril 1994, pages 2-3

Notre envoyé spécial, Jean Chatain, a rencontré le président du Front patriotique rwandais à Mulindi, son quartier général. Alexis Kanyarengwe dénonce les massacres perpétrés par l'armée et les milices de la dictature. Il souhaite que les tueurs soient jugés. Le premier dirigeant du FPR indique que les forces patriotiques marquent des points. Il évoque le rôle de la France et souligne que la question ethnique a toujours servi de prétexte. Le problème est politique.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

Alexis Kanyarengwe, président du FPR, se trouvait lundi pour quelques heures dans son quartier général de Mulindi. Avant de reprendre la piste, il a répondu aux questions de notre envoyé spécial.

Comment jugez-vous la situation après les massacres commis par les proches de l'ancien pouvoir ? Quels sont vos projets ?

Depuis le 6 avril, le pays est plongé dans la tragédie. Les circonstances exactes de la mort du président restent, en partie, ignorées. Elles ont donné le signal aux massacres de populations, de responsables politiques et de personnalités diverses. Devant ces horreurs, le FPR a pris la décision de voler au secours de notre bataillon stationné à Kigali et de faire tout ce qui était en son pouvoir pour arrêter les massacres qui se déroulent dans la capitale et dans le reste du pays.

Depuis les accords d'Arusha, tout le monde s'était repris à espérer. Le FPR y avait souscrit. Il s'agissait d'accords de paix pour installer un gouvernement de transition. C'est cet espoir que les massacres voulaient détruire. Ils se prolongent toujours. Dimanche, dans la région du Sud, l'armée gouvernementale a poursuivi ses exécutions jusque dans les hôpitaux, achevant des malades et des blessés graves.

Le FPR vient de prendre une initiative unilatérale de cessez-le-feu...

Cette initiative vise à faire comprendre à la partie adverse qu'une trêve permettrait d'examiner comment arrêter les massacres. Les troupes de la dictature répondront-elles positivement au délai proposé, à partir du 25 avril ? Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est la poursuite du carnage perpétré par l'armée et la milice.

Comment jugez-vous le rapport des forces au niveau militaire ?

Le FPR a un avantage certain, dû à la détermination de toute l'organisation pour mettre fin aux injustices sociales. Hommes de troupe, militants et responsables politiques, nous sommes tous motivés.

Hier, nous comptions sur les accords d'Arusha. Depuis la reprise des hostilités, l'armée du FPR a marqué des points. Elle exerce une pression très forte sur la capitale. La progression de nos troupes est très rapide. La préfecture de Byumba (où est installé le camp de Mulindi, NDLR) est libé-

rée. De même que celle de Kibungu. La garnison de cette ville est tombée la nuit dernière. Et nous sommes présents dans une grande partie de Kigali...

Une campagne se développe en France qui tend à présenter le FPR comme un mouvement ethnique, sans programme. Que répondez-vous ?

Nous avons eu énormément de difficultés avec le gouvernement français. A plusieurs reprises, il a dépêché des unités combattantes aux côtés des FAR (Forces armées rwandaises). Il les a aidées en personnel militaire, en armes et en finances. Aux côtés du régime de Juvénal Habyarimana, il y avait le gouvernement français.

Le gouvernement français nous reste encore hostile. Au point d'étouffer les informations que les citoyens français ont le droit de connaître.

Pourquoi cette complicité avec un gouvernement coupable de tant d'atrocités ? Je veux souligner que cela ne nous a pas empêchés de rechercher le dialogue avec les autorités françaises. Depuis le début jusqu'à aujourd'hui.

Le gouvernement français prétend que le FPR serait une organisation « ethnique ». C'est regrettable. Je ne sais pas si tout ce qui s'est passé entre nos deux pays a été l'œuvre délibérée du gouvernement français ou de certaines personnes proches du pouvoir parisien. Le président François Mitterrand est pour beaucoup dans la complication de la situation, dans les durcissements d'attitude du président rwandais qui recevait tout ce qu'il voulait pour continuer la guerre. Le gouvernement français est responsable pour beaucoup dans la tragédie rwandaise.

« Qui recevait tout ce qu'il voulait... », c'est-à-dire ?

Je veux rappeler que le FPR a si-

gné un accord le 4 août dernier avec le pouvoir en place à Kigali. Depuis, le groupe de Juvénal Habyarimana n'a jamais permis la mise en application de cet accord. Chaque fois, ce dernier trouvait un prétexte pour reporter la mise en place des institutions de la transition. Pendant ce temps, Habyarimana activait la formation de milices en les dotant d'armes en provenance d'Afrique du Sud, avec l'appui de certaines autorités françaises. Le plan était prémédité et préparé depuis longtemps. Il s'agissait de mettre au point une opération d'élimination de toute personne appartenant à l'opposition. Il s'agissait ensuite de provoquer une guerre civile en se servant du prétexte ethnique. Quant à l'accident du président, tout ce que nous savons, c'est qu'il a eu lieu dans la zone de contrôle de sa garde présidentielle, opposée à la réalisation des accords d'Arusha.

Quel sort réservez-vous aux responsables des massacres ?

Les responsables des massacres qui ont eu lieu et qui se poursuivent toujours ne peuvent rester impunis. Tous ceux qui seront reconnus coupables de cet holocauste devront être jugés le moment venu. Par une juridiction nationale ou par une juridiction internationale, s'ils se trouvent en dehors du pays. Il n'y a pas longtemps, les Nations unies ont créé un tribunal international concernant la Bosnie-Herzégovine. Ce même tribunal ne pourrait-il aussi s'intéresser à la tragédie rwandaise ?

Un dernier mot sur la « question ethnique ». Elle a toujours servi de prétexte. Elle n'explique pas les problèmes de fond, les problèmes sociaux. C'est un prétexte dangereux qui fournissait une caisse de résonance aux ex-

27 AVRIL 1994

11

trémistes. Le problème de fond n'est de fond est politique.
pas un problème ethnique ; le problème Propos recueillis par Jean Chatain

À Mulindi, au quartier général du FPR

Jean Chatain
L'Humanité, 27 avril 1994, page 2

De notre envoyé spécial.

LE poste-frontière de Katuna, entre l'Ouganda et le Rwanda, est tenu par des militaires sénégalais, membres de la Mission de l'ONU pour le Rwanda (MINUAR). La tête du commandant sénégalais s'encadre dans la fenêtre du 4 x 4. Rapide contrôle d'identité. La voie est libre. D'abord, un seul changement notable : le sens de la circulation. En Ouganda, vous roulez à gauche ; à droite, au Rwanda.

Après 2 kilomètres de route, je dois m'engager sur un embranchement à gauche de la piste. La pluie torrentielle limite la visibilité. Les roues patinent malgré les rondins de bois comblant les principaux trous ou enjambant les ruisseaux de montagne. Enfin, au bout d'une distance difficile à apprécier, je parviens au but de cette première étape : Mulindi, quartier général du Front patriotique rwandais (FPR).

A flanc de la colline (le Rwanda n'est-il pas surnommé le « pays des Mille Collines » ?), en pleine jungle, une concentration de baraquements et de cases traditionnelles. Des combattants du FPR passent et repassent à chaque accalmie de ce déluge. Ni électricité, ni eau courante, ni téléphone. Les communications sont assurées par radio et par les 4 x 4 garés ici ou là.

Mulindi appartient à une zone tenue par le FPR depuis 1992, après que de violents combats l'eurent opposé aux FAR (Forces armées rwandaises). Dans la période suivante, les FAR ten-

tèrent plusieurs contre-offensives. En vain.

Première discussion improvisée : un officier du FPR accourt, ravi d'entendre un accent français, qui, dit-il, lui rappelle ses deux années d'études à Montpellier. Très vite, la question fuse : « Mais enfin, au Rwanda, à quel jeu se livre le gouvernement français, toutes ces dernières années ? »

Comme dans toutes les zones équatoriales, la nuit tombe brutalement, vers 18 heures. Le froid vient rappeler que nous sommes en altitude. Sous une toiture de tôle martelée par des gouttes de pluie, nous nous retrouvons à six ou sept autour d'un feu de bois. Arrivent deux militantes du FPR, avec un petit poste transistor : il est 20 h 30, l'heure du bulletin en français émis par la radio du FPR. Une friture épouvantable gomme la moitié des mots. A mon intention, les commentaires complètent les informations. Mais tout le monde ne semble pas traduire (imaginer conviendrait mieux, vu la médiocrité de l'audition) exactement le même discours. Ce qui alimente aussitôt une discussion interrompue tout le temps du bulletin.

Dîner. Le menu est celui, immuable, du guérillero rwandais : une platée de haricots rouges et de riz. Avec deux tasses d'eau chaude que l'on peut boire après y avoir jeté quelques brins de thé ou un peu de Nescafé. La vertu première exigée du plat est toujours la même : tenir au corps.

J. C.

Voyage au bout de l'enfer

Jean Chatain

L'Humanité, 30 avril 1994, pages 2-3

L'HORREUR, c'est d'abord une odeur. L'odeur de corps suppliciés, en voie de décomposition. Angoissante quand on s'approche. Apre et donnant le vertige lorsqu'on se trouve au bord du trou. La preuve avec celui découvert dans le secteur de Kiziguro.

A quelques dizaines de mètres de la route, un énorme trou au milieu des arbres. Au fond, plusieurs centaines de cadavres. D'en haut, on distingue nettement les vêtements aux teintes vives ainsi que la coloration blafarde et cendrée des visages et des mains. Au-dessus de ce magma humain, une femme gît dans une pose grotesque et obscène.

Gamaliel Segnicondo, enseignant à l'école primaire, témoigne : « Les massacres ont commencé à partir du 8 avril (la mort du président rwandais remonte au 6 au soir). Depuis deux jours, les gens venaient se réfugier à la paroisse (l'église et les bâtiments environnants). Les "padre" étaient partis. » D'après lui, ils ont été près de huit cents à rejoindre ce « refuge ». Ils ont été massacrés dans l'église. Silence. « On a sauvé en tout et pour tout treize personnes. Une est morte par la suite. Il ne reste que douze survivants. » La plupart des morts sont des Tutsis. La plupart car d'autres ont été tués aussi en raison de leur appartenance politique. Certains étaient des Hutus.

« Tous ont été tués à la machette, au bâton ou avec une barre de fer. Juste un coup sur le sommet du

crâne, insiste Gamaliel. Pour certains, on avait pris soin, avant, de leur lier les mains. Pendant ce temps, j'étais caché car je savais que j'étais sur la liste. Puis, j'ai appris l'existence de ce trou. C'est là qu'ils jetaient les cadavres même si certains étaient encore vivants. » A l'approche des troupes du Front patriotique rwandais (FPR), les massacreurs s'enfuient. Alors Gamaliel décide d'agir pour sauver des vies : « J'ai été à la paroisse chercher des fils électriques. Avec un Blanc, un Suisse, on les a tressés pour faire un câble. Grâce à lui, nous en avons retiré huit qui étaient vivants. Ils sont parmi les douze dont je vous ai parlé. »

Gamaliel l'affirme : « Ce sont les milices MRND (le parti au pouvoir) et CDR (formation la plus extrémiste créée par les partisans de la dictature) qui ont perpétré ces massacres. Avant de fuir, ils ont ensuite détruit la paroisse et l'hôpital. Le FPR est arrivé ici le 14 au soir. Aujourd'hui, nous n'avons plus de médicaments. Nous mourons de la malaria. »

Ce charnier n'est qu'un parmi tant d'autres dans cette région. Mais il est le premier que je découvre. Hébété par le choc, je demande un peu stupidement à un des combattants du FPR si les craintes d'épidémie ne devraient pas conduire à boucher le trou le plus rapidement possible. Avec un sourire amer, l'officier me répond : « Nous y pensons. Mais nous voulions d'abord montrer ça à des journalistes. Il y a des choses qu'il faut connaître. Sinon, on ne nous croirait peut-être pas. »

Ce charnier existe, je l'ai vu, et puis après? Les premiers cadavres se trouvent à cinquante mètres au-dessous de moi. Je les regarde, mais ne peux les photographier. Un flash est inutile à cette distance. Il faudrait au moins un projecteur et un téléobjectif. Au Rwanda, il n'y a plus d'électricité depuis des semaines. Autant dire que la photo-preuve est matériellement impossible aujourd'hui. Ce charnier, il faudra bien un jour pourtant le combler avant que les conditions ne soient réunies pour produire « la » démonstration irréfutable devant la postérité.

Alors, cette atrocité sera-t-elle gommée de la mémoire? Après tout, il y a bien en Europe des gens qui nient les chambres à gaz et les crimes nazis contre l'humanité! Si l'on peut nier un génocide, pourquoi n'en réfuterait-on pas un autre? Y aura-t-il un jour des « révisionnistes » rwandais et un Faurisson africain?

Je découvrais le lendemain que cette fixation sur le puits de Kiziguro

a quelque chose de dérisoire. A Rukara, non loin de là, les milices gouvernementales ont fait entrer 1.500 et 2.000 morts dans un trou similaire. Au bas mot, 700 à 800 cadavres (comment les compter?) pourrissent au soleil ou fermentent dans l'ombre intérieure des maisons.

Leur vision est repoussante, insupportable. Quelques kilomètres plus loin, dans la paroisse de Mukarange, il y a ce bûcher improvisé où pendent bras et jambes, ainsi que des corps qui semblent s'obstiner à ne pas brûler. Un de mes interlocuteurs me dit : « Les morts, on n'a pas fini de les trouver. Dans les paroisses, c'est facile, on sait qu'ils sont là. Mais dans les forêts, combien sont-ils? » Il a raison. De la voiture, je repère les cadavres gisant dans les fossés. De la bananeraie voisine, une puanteur horrible s'élève. Partout, l'odeur de la mort semble régner dans ce pays...

JEAN CHATAIN

Mgr Rubwejango : 800 réfugiés exécutés dans mon évêché

Jean Chatain
L'Humanité, 30 avril 1994, page 2

MONSEIGNEUR FRÉDÉRIC RUBWEJANGO, évêque de Kibungo, parle des jours ayant précédé la venue des forces FPR dans cette ville (elle a été libérée de la dictature voici à peine une semaine). Les traces des massacres sont ici moins visibles mais ils n'en ont pas moins été bien réels. « Quand ils tuaient 700, 800 ou 1.000 personnes, il faisaient venir des camions. Direction, sans doute, les fosses communes. »

« A l'évêché, nous avons 800 réfugiés. Le 15 avril, ils ont été massacrés devant mes yeux. Au fusil, au gourdin ! Deux jours après, les camions sont arrivés pour emmener les corps. »

« Pendant qu'ils dégageaient les cadavres, ils trouvaient des survivants. Parfois ceux-ci étaient achevés. Parfois non : il y a eu 75 cas dans ce sens. Certains des assassins ont dit alors : "C'est le Bon Dieu qui les a sauvés, qu'ils survivent !" Plus tard, un des chefs est revenu les chercher, parmi eux il y avait un prêtre. Ils ont tous été exécutés en route. »

« Il y a parmi nous un homme qui a réussi à s'échapper en faisant le mort parmi les morts. Il a survécu de plus au massacre des 75. J'espère qu'il va leur échapper encore longtemps », sourit l'évêque en me présentant Donatien Hategekimana, qui s'occupait dans un jardin voisin.

En fait, Donatien a échappé trois fois aux tueurs. Lors du premier mas-

sacre, couvert de sang, il s'est donc couché parmi les cadavres. « Un assassin passe avec une hache. Il le dépouille entièrement et repart. Croyez-le : il a réussi à se conduire, comment dire ? - comme un cadavre », raconte l'évêque.

Donatien reste alors avec l'évêque et les prêtres. Mgr Rubwejanga : « Nous étions huit prêtres. Ils en ont tué un. Puis on nous a dit de nous enfermer dans un appartement. Et ils ont pillé toutes les dépendances. » Arrive le sanglant épisode des 75. Donatien devait partir avec eux. « Quelqu'un de sa connaissance était parmi les bourreaux. Il l'a prévenu et lui a conseillé de se cacher. »

« La troisième fois, il était caché dans un buisson avec un jeune homme blessé. C'était la chasse à l'homme, aux militants FPR. Donatien est sorti de sa cachette pour entrer dans les rangs des "chasseurs". Ceux-ci l'ont tout bonnement pris pour un passant. »

Je m'informe : le jeune homme blessé est lui aussi survivant. Sa cachette n'a pas été découverte.

« Les massacres ont duré du 14 au 22 avril au matin. Ce jour-là, le FPR est arrivé, reprend l'évêque. Il n'y a pas eu de massacres qu'à Kibungo : à Zaza, un millier de personnes tuées en deux jours ; à Rwamagana, 700 réfugiés assassinés dans une école ; à Darondo,³ environ 1.200 ! »

« Les chantages à l'argent étaient très fréquents : "Donne-moi de l'ar-

3. Il s'agit de la paroisse de Kabarondo.

gent, vite, vite, avant que les autres arrivent !” Vous voyez à mes côtés un prêtre que nous avons du “racheter” ».

L’abbé Papias Mugobokancuro : « A Kabarondo, nous avons commencé à recevoir des réfugiés le 8 avril. Vers le 12, il y en avait 1.200 à la paroisse. Le 13, les gendarmes viennent et tuent. Je tombe entre leurs mains. Ils me battent et me forcent à ouvrir les portes du presbytère. Ils volent, ils pillent, ils cassent. Le 14, je réussis à me réfugier chez le bourgmestre (administrateur de la commune, nommé par le ministère de l’Intérieur et non élu - NDLR). Je passe cinq jours chez lui, caché sous le lit. Lundi 18, les militaires viennent et transfèrent 50 personnes à Kibungo. Un lieutenant me dit : “Tu sauves ta peau pour 100.000 francs (380 francs français). Je te donne deux jours.” Je devais donner l’argent au bourgmestre qui le versait au lieutenant. Mardi, le lieutenant arrive à l’évêché : “Tu montes dans la voiture pour l’exécution, ou bien tu donnes l’argent !” Notre économiste avait

réuni 60.000 francs. Jeudi, il a trouvé les 40.000 francs qui manquaient. »

La seule question que se pose encore l’abbé Papias : comment s’est effectué le partage entre le bourgmestre et le lieutenant ? Quelle commission a prélevé le premier ?

Mgr Rubwejanga reprend le fil de son récit. « Dans deux paroisses, les plus proches de la frontière tanzanienne, je ne connais pas encore la situation. Dans l’une d’elles, je pense qu’il y a eu un massacre ; sur les onze autres paroisses du diocèse, huit furent le théâtre de carnages. » Dans un cas, douze personnes ont été tuées à l’intérieur de l’église. Dans les autres, le nombre est supérieur à 700.

« L’épidémie, explique encore l’évêque, est devenue pour nous une appréhension. En une semaine, à l’évêché, nous avons fait beaucoup d’efforts de propreté, de désinfection. Nous n’avons pas encore de cas de maladies. Peut-être la saison des pluies nous a-t-elle aidés. »

J. C.

Prier pour les massacreurs

Jean Chatain

L'Humanité, 30 avril 1994, page 3

De notre envoyé spécial.

L'ABBE Jean Léonard Nkurunziza est prêtre de la paroisse de Zaza. Je l'ai rencontré à l'hôpital de Gahini, où il est venu trouver refuge auprès des forces du FPR. Il dénonce la programmation de longue date des massacres et accuse les autorités officielles du pays.

« Avant même que les événements ne commencent, pendant au moins quatre mois, les groupes dépendant de la dictature recevaient des entraînements paramilitaires. On les emmenait par exemple au parc : là, dans la forêt, ils apprenaient le maniement des armes à feu et à se servir d'une grenade. »

Le capitaine FPR, Eugène Karemera, qui assiste à l'entretien, précise : « Ils utilisent des fusils R4 provenant d'Afrique du Sud, d'Egypte et de France. D'Egypte aussi viennent leurs kalachnikov. Quant à leurs grenades, elles sont de tous types et viennent d'un peu partout. »

« Les plus gros contingents de miliciens venaient, dans ma région, de la commune voisine de Sake, reprend le curé. Au moins quatre cents, conduits par le député Sylvain Mutaruka. Ils paradaient, leurs grenades à la ceinture. Ils dressaient les listes des gens promis à l'exécution. Le massacre a débuté le 7 avril au matin. A partir de midi, nous avons accueilli les premiers rescapés de Sake. Le soir, un petit groupe de réfugiés burundais, conduit par le député Jean Bosio Jyamubandi, commença à tuer chez nous. Un homme de la garde présidentielle est passé partout pour

déclencher le feu. »

« Tous les rescapés fuyaient vers la paroisse. Samedi, ils étaient un millier. A partir de quatre heures, l'encerclement de la paroisse commence. Dimanche midi, les assiégés cèdent. Les autres entrent avec des machettes, des massues, des haches. Le massacre a commencé tout de suite. Il y a eu au moins 600 morts à ce moment-là. »

« Ceux qui arrivent une nouvelle fois à s'enfuir se réfugient au petit séminaire. Lundi, il y avait là huit cents personnes. Le second massacre a commencé mardi à midi. De toutes les personnes regroupées au petit séminaire, nous sommes six à nous en être échappés : quatre prêtres et deux jeunes garçons. »

« Auparavant, nous avons essayé de contacter les autorités. Le préfet nous a répondu : "Nous sommes débordés." Le colonel Nkuriyekubuna, de Kibungo, nous a envoyé trois gendarmes. Ils se sont retirés dès que les assaillants ont pénétré dans le petit séminaire. Après j'ai revu les gendarmes : ils tiraient sur nous, ainsi que le bourgmestre de Sake, Ernest Rutayisike. Celui-là, il était venu me voir avant, me demandant le chiffre des réfugiés. Maintenant, je sais qu'il cherchait à déterminer l'effectif nécessaire pour les exterminer. »

Les prêtres présents au petit séminaire sont finalement épargnés. L'un des tueurs s'adresse à l'abbé Jean Léonard : « Ce sont nos ennemis. Priez pour que notre massacre soit réussi... »

J. C.

Rencontres inattendues sur une piste

Jean Chatain
L'Humanité, 30 avril 1994, page 4

Au détour du chemin, un ministre d'Etat qui a pu échapper aux massacres de Kigali et deux fillettes orphelines.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

SUR une piste africaine, il n'y a pas de milieu : ou c'est désert devant vous, ou c'est l'embouteillage pour un bon bout de temps, si quelqu'un a le mauvais goût de se présenter dans l'autre sens. Alors, il faut palabrer pour résoudre cette quadrature du cercle : comment faire se croiser deux véhicules là où il n'y a de place que pour un ?

C'est ce qui nous est arrivé en allant de Mulindi à Kiziguro. En face, un vrai cortège : deux autres 4 x 4 et trois minibus. Le tout dans un virage tordu, avec un grand trou sur la droite et plein de flaques de boue.

Donc, tout le monde s'arrête et examine le problème. A part moi, qui me tiens soigneusement à l'écart pour ne pas étaler mon côté néophyte incompetent. Soudain, un grand quinquagénaire arrive en courant. Il parle comme une mitrailleuse, signe d'émotion indiscutable, les Rwandais cultivant habituellement l'élocution posée.

« Il paraît que vous êtes de "l'Humanité" ? Oui ? C'est bien d'être là. Je connais bien votre journal. Je connais bien Claude Kroës (1). C'est vrai qu'il est mort ? »

Mon interlocuteur reprend son souffle. J'en profite pour lui demander qui il est. Jacques Biliozagara, qui, dans le gouvernement de transition

élargi prévu par les accords d'Arusha, devait être vice-premier ministre et secrétaire d'Etat chargé de la Réhabilitation et de la Réintégration sociale. « J'étais à Kigali le 6 avril, mais, quand les massacres ont commencé, j'ai eu la chance d'être sous la protection directe du bataillon FPR dans la capitale », indique-t-il.

Puis il donne la raison de sa présence sur cette piste pleine de trous et de bosses. Non loin de là, isolés dans la brousse, quelques baraquements regroupés autour d'une église accueillent, à l'initiative du FPR, plusieurs dizaines de filles et de garçons devenus orphelins à la suite des tueries perpétrées par le clan gouvernemental. Une ONG italienne s'est proposée pour en recueillir plusieurs. Et le centre en question est littéralement submergé sous le nombre croissant de ceux que l'on peut appeler les enfants du massacre.

A ce moment de la discussion, deux klaxons énergiques retentissent. La quadrature du cercle a été résolue : les deux cortèges ont réussi à se croiser là où c'était matériellement impossible (comment ? ne le demandez pas). Nous échangeons deux cartes de visite quelque peu saugrenues vu le lieu et regagnons nos véhicules respectifs. Au passage, la silhouette des enfants assis dans le minibus est clairement visible. Un sur deux porte des pansements à la tête.

Puisque l'on parle de rencontres imprévisibles sur la piste, en voici une autre, survenue trois jours plus tard à

notre retour sur Mulindi. Un camion bourré de soldats du FPR brinquebale devant nous. Tout à coup, il s'arrête après que les occupants de la plateforme arrière nous eurent enjoint d'en faire autant. Tout le monde descend. Le camion transporte deux fillettes, la plus âgée ayant sans doute dépassé de peu les dix ans. Originaires de Kibungo, leurs parents ont été assassinés par la milice ; elles, elles se sont enfuies et cachées dans la brousse. Une semaine plus tard, un officier du FPR les a trouvées, squelettiques et terrorisées. Un camion, ce n'est pas confort

table et, de plus, sa direction prévue n'était pas celle-là : ne pourrions-nous pas les prendre pour les emmener jusqu'à l'orphelinat ?

Les deux fillettes sont restées avec nous durant une vingtaine de kilomètres. Leurs noms : Maugwaneza et Musabyemarie. Elles portent le même prénom : Olive.

L'une d'elles est restée, durant tous le trajet, crispée sur une poupée blonde aux yeux bleus.

(1) Journaliste chargé de l'Afrique à « l'Humanité », récemment décédé.

J. C.

Le gosse de Gahini

Jean Chatain
L'Humanité, 30 avril 1994, page 4

De notre envoyé spécial.

HÔPITAL de Gahini, à une centaine de kilomètres de la capitale, Kigali. Il est environ 16 heures. Au pied de ma chaise, un garçon d'un peu plus de deux ans, assis sur ses fesses, reste d'une immobilité rigide. Je lui caresse la tête et lui demande comment il s'appelle. Il se met à hurler.

le prend dans ses bras et s'éloigne. Le combattant FPR, qui fume une cigarette à deux mètres de là, me donne l'explication : ce gosse est l'un des rares survivants du massacre de la paroisse du Rukara. Il a été trouvé dans une pièce jonchée de cadavres, agrippé au corps de sa mère assassinée. On l'a amené à l'hôpital en attendant mieux.

Une jeune Rwandaise se précipite, J. C.



Au bord d'un chemin, une victime des milices de la dictature.

FIGURE 2 – Au bord d'un chemin, une victime des milices de la dictature. Jean Chatain (L'Humanité, 28 juin 1994, page 8)

Prêtres assassinés

Jean Chatain
L'Humanité, 30 avril 1994, page 3

De notre envoyé spécial.

MONSEIGNEUR RUBEWEMANGA ne connaît pas avec certitude le sort des prêtres de son diocèse. Il me remet une première liste, celle des prêtres dont il est certain qu'ils ont péri dans le carnage du 7 au 22 avril 1994. Au moins six ont été assassinés.

Abbé Justin Ruterandongozi. Professeur au petit séminaire de Zaza et vicaire de la paroisse. Tué dans la paroisse de Rukoma; abbé Evode Mwanangu. Vicaire de Rukoma. Tué dans sa paroisse; abbé Michel Nsengiyumva. Curé de Rukoma. Tué à Kibungo (évêché); abbé Jean Bosco Munyaneza. Curé de Mukarange. Tué dans sa paroisse; abbé Joseph Gatara. Vicaire à Mukarange et directeur de l'institut paroissial. Tué dans sa paroisse; abbé Elisée Mpongano. Vicaire à Bare et directeur du Centre de médecine traditionnelle. Tué à l'évêché.

Quatre prêtres du diocèse de Kibungo ont disparu : abbé Oreste In-

shimatata,⁴ abbé Didace Ruzindana, abbé Claudien Ruhumuliga, abbé Antoine Karasi.

Des prêtres d'autres diocèses ont également péri. Là encore, la liste remise n'est, hélas!, peut-être pas exhaustive.

Diocèse de Nyundo : abbé Augustin Ntagara (tué à Gisenyi); abbé Antoine Habiyambere (tué à Rambura); abbé Antoine Niyitegeka (tué à Rambura); abbé Kageyo Niyitegeka (tué à Rambura); abbé Aloys Nzaramba (tué à Nyundo); abbé Clément Kanyabuzozo (tué à Nyundo); abbé Déo Twagirayezu (tué à Nyundo).

Diocèse de Gikongoro⁵ : abbé Stratton Gakuaya, abbé Boniface Kanyoni, abbé Alfred Nzabakurana, abbé J. M. V. Niyirema tous quatre tués au centre Christus de Remera à Kigali. De même que trois pères jésuites : père Chrysologue Mahame, père Patrick Gahizi, père Innocent Rutagambwa.

J. C.

4. L'abbé Oreste Incimatata a survécu. Il est venu témoigner le 30 mai 2018 au procès en Cour d'assises à Paris de Tito Barahira et Octavien Ngenzi, bourgmestres successifs de Kabarondo.

5. Diocèse de Gikongoro.

Rukara : ravagez tout !

Jean Chatain

L'Humanité, 2 mai 1994, page 14

Telle est la consigne qui fut donnée aux tueurs de la milice par le bourgmestre de cette localité rwandaise nommé par le ministre de l'Intérieur. Notre envoyé spécial nous a fait parvenir le récit d'un rescapé.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

IL y a des interviews humainement pénibles à réaliser, tous les journalistes le savent.

Celui de Gérard Gacherebuka, que j'ai rencontré à l'hôpital de Gahini, était particulièrement éprouvant. Doublement même. Parce qu'il me fallait affronter la désespérance du regard et le timbre monocorde d'un homme qui a tout perdu dans le massacre perpétré à Rukara, et qui reste encore entre la vie et la mort. Parce que cet entretien se déroulait dans une salle asphyxiée sous le nombre des blessés y gisant.

Juste derrière moi, un adolescent de douze ans, le mollet gauche arraché, est soigné à vif par deux infirmières rwandaises (les anesthésiques sont prioritairement réservés pour les amputations). Notre discussion sera ponctuée par les gémissements et les cris aigus du garçon.

« Les massacres ont commencé le 7 avril non loin de chez nous, à Murambi - raconte le vieil homme, s'appuyant douloureusement contre le mur pour se redresser et me regarder. J'étais à la maison avec ma famille. Vendredi, j'ai déplacé ma famille vers la paroisse (l'église et ses dépendances - NDLR) et suis revenu à la maison. J'étais sur

la liste, parmi les recherchés. J'avais un enfant parmi les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) et c'est une raison qui pesait lourd. »

« Et puis, je déplace mes vaches vers la paroisse et je rejoins les autres. Samedi, on m'a prévenu : évite le bourgmestre (administrateur de la commune, désigné par le ministère de l'Intérieur - NDLR). Je me suis caché, mais j'observais. »

« Vers 17 heures, ils attaquent. On a failli se défendre, mais, eux, ils avaient des fusils et des grenades. Ils nous jettent des grenades : 13 ou 14 morts, je ne sais pas exactement. Et puis, dans la nuit de vendredi à samedi, ils convergent de tous les côtés vers la paroisse. Le bourgmestre en tête. C'est lui qui a donné le signal : ravager tout ! »

Gérard commence une longue et douloureuse litanie, celle des êtres chers qu'il a perdus durant cette journée de samedi et les suivantes : « Ma femme, mes deux enfants, mon beau-père, mon beau-frère, sa femme, leur enfant, un cousin, ses deux enfants... »

« La salle où était ma famille a été totalement brûlée. Ils jetaient des matelas dans le feu pour achever ceux qui n'étaient pas encore morts. »

Quelques jours passent après cette première tuerie : « Le bourgmestre dit aux réfugiés de quitter la paroisse. Nous refusons. Mercredi et jeudi, il y a eu le massacre de l'hôpital de Gahini. Jeudi, nous voyons à nouveau arriver des soldats. Il y avait aussi des gendarmes qui séparaient les femmes des

hommes. Et là... »

« J'ai été frappé jeudi à vers 15 heures. Des coups de bâton clouté sur la tête. Ils m'ont vu mort. J'ai ressuscité... J'ai repris conscience vendredi. »

Gérard revient en arrière pour accuser : « C'est le bourgmestre et ses collaborateurs qui ont tout organisé, tout dirigé. Avec eux, il y avait un député. »

On me précise les noms : Innocent Kalibwende, député ; Jean Mpambara, bourgmestre. Puis il me montre une feuille sur laquelle 26 noms sont inscrits : « Voilà le groupe des meneurs de la tuerie. Regardez : un député, le bourgmestre et des agents de l'administration. Le bourgmestre et les autres ont fui vendredi soir. Ils sont cachés dans la forêt (le gigantesque parc national de l'Akagera, distant de quelques kilomètres - NDLR) et lancent des attaques nocturnes. Ils continuent de tuer, de terroriser, de piller et de prendre des otages. »

J'ai pu voir le charnier de Rukara : entre 700 et 800 cadavres qui pourrissent sur la place, dans l'église et les

bâtiments voisins. Le chiffre exact ne sera sans doute jamais connu.

« Le vendredi, ils ont appris que les combattants du FPR étaient proches, juste derrière Murambi, reprend Gérard. Ils ont entendu des coups de feu et ils sont partis. Ils n'avaient pas fini leur massacre. »

« Samedi matin, le FPR nous a sauvés. Il m'a conduit jusqu'ici, à l'hôpital. » Gérard a fini son récit, mais continue de parler : « Le massacre avait été préparé, c'est sûr, et bien avant la mort du président. Au début de la guerre, (1990 - NDLR) il y avait déjà eu un massacre et des tortures. Vous savez, au Rwanda, tous les Tutsi sont considérés comme FPR, même ceux qui étaient dans un autre parti. Il y avait des Tutsi qui s'étaient inscrits dans un parti allié au gouvernement, pensant se trouver un lieu de refuge. Ils ont été exterminés quand même : les militaires ne pouvaient pas les laisser vivants après avoir massacré leur famille. Ça ne pouvait pas se faire. »

JEAN CHATAIN

Barges funèbres sur la rivière

Jean Chatain

L'Humanité, 2 mai 1994, page 14

« **N**EW VISIONS », l'un des principaux journaux paraissant en Ouganda, a annoncé jeudi dernier que les autorités avaient été contraintes de constituer des équipes spéciales chargées de sillonner la rivière Akagera, venant du Rwanda et traversant la frontière. Leur tâche consiste à repêcher les corps provenant du Rwanda et dérivant le long de ce cours d'eau. Un minimum de dix cadavres ont été récupérés par jour depuis le début des opérations. Le journal donne d'atroces précisions. Il indique notamment que parmi les corps repêchés se trouvaient plusieurs jeunes mères, les mains ligotées et portant encore leur enfant attaché par un foulard sur le dos.

J. C.

Deux prêtres témoignent sur les atrocités au Rwanda

Jean Chatain
L'Humanité, 3 mai 1994, page 9

Ils ont assisté à des massacres et ont réussi à fuir. Un terrible acte d'accusation.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

TOUS les témoignages recueillis sur les massacres au Rwanda concordent : les tueries ont été programmées soigneusement avant d'être mises à exécution sous la direction des forces gouvernementales.

Voici deux témoignages qui complètent cet acte d'accusation. Il s'agit de deux prêtres - abbé Fabien Ntaganira et abbé Rukanika - tous deux du diocèse de Kabgayi. Je les ai rencontrés. Ils racontent :

« Les massacres ont commencé à Kigali, sitôt connue la nouvelle de la mort du président. A Kabgayi, nous avons immédiatement vu arriver des colonnes de réfugiés venant de Kigali commente Fabien Ntagamika. Dimanche matin, mon cuisinier vient me prévenir : "Il y a des gens qui veulent vous tuer." Il me conseille de partir. »

« Lundi, je suis allé à l'évêché pour demander l'autorisation de partir. Le carnage se généralisait et les réfugiés de Kigali étaient de plus en plus nombreux. Tout le monde paniquait. Nous ne cessions d'apprendre que d'autres massacres avaient lieu dans telle ou telle préfecture. J'ai commencé à avoir vraiment peur. »

« Mardi, le gouvernement a quitté Kigali pour Gitarama, tout près de chez nous. Les massacres prenaient une très grande ampleur. Au point

que même des gens de Gitarama commençaient à fuir vers le sud. Les Interanamwe (littéralement : "ceux qui tuent ensemble") étaient déjà arrivés dans la partie nord de Gitarama. Ils avaient des armes. Jeudi, on me confirmait qu'un militaire se renseignait sur l'appartenance ethnique des prêtres réfugiés à l'évêché. Un coup de téléphone anonyme nous accusait de cacher des "ennemis" et nous menaçait de mort. Un hôpital, installé sur le territoire du diocèse et qui avait accueilli une centaine de blessés, a reçu le même appel anonyme : "Nous venons les achever." Ils l'ont fait. »

« Vendredi matin, l'évêque nous a aidés à trouver des laissez-passer, car nous ne pouvions partir sans l'autorisation du préfet. Vers trois heures, nous prenions le chemin de l'exil. »

Butare ville morte

« Nous sommes arrivés à Butare. La ville était presque morte. On ne voyait que des soldats et des maisons en train de brûler. Sur les routes, des gens avec des armes blanches, et d'autres qui fuyaient en larmes. Et des cadavres, beaucoup de cadavres, descendant la rivière Akanyaru. Les douaniers et les soldats ne disaient rien à tous ces gens armés. Après notre passage, nous avons su que les militaires se déployaient tout au long de la frontière pour empêcher les départs vers le Burundi. Moi-même, je n'ai pu passer qu'en corrompant un gendarme

(3.000 francs rwandais, approximativement 180 francs français). Mais le lendemain, tous ceux qui tentaient de traverser étaient fusillés par les militaires rwandais. Un prêtre, Firmin Butera, faisait partie des victimes. Lundi, quand nous sommes arrivés à Bujumbura, nous avons rencontré un frère des écoles chrétiennes, blessé par les militaires. Il nous a raconté le massacre de la paroisse de Kibeho (un lieu de pèlerinage pour les catholiques de cette partie de l'Afrique - NDLR). Les réfugiés, soutenus par les prêtres de la paroisse, s'étaient défendus et avaient repoussé les agresseurs. Alors, ce sont les militaires et la police communale qui sont venus, dirigés par le bourgmestre et le sous-préfet. Une attaque de grande envergure avec des armes à feu. Plus de 4.000 personnes ont trouvé la mort à Kibeho. Les réfugiés étaient entassés dans les locaux de l'église, de l'école primaire et de l'école secondaire; les militaires les ont massacrés à la grenade. » La sinistre litanie se poursuit.

Cyhinda [Cyahinda], « peut-être 2.000 morts ». Le prêtre qui me parle fait soudain une atroce pantomime : « Les plus jeunes enfants il les tuaient comme ça : par les jambes, un coup sur la nuque. »

Le récit est maintenant achevé. Les deux prêtres font part alors de leur amertume et de leurs doutes : « Pourquoi les évêques n'ont-ils pas réagi ? Ils ont fait quelques discours, mais n'ont eu aucune action prophétique. S'ils l'avaient fait, peut-être les massacres se seraient arrêtés. Non, les au-

torités religieuses n'ont rien fait. Parmi les prêtres tués étaient particulièrement visés ceux qui militaient pour la défense du droit de l'homme. »

« Depuis longtemps, certaines autorités de l'Eglise au Rwanda collaboraient étroitement avec le gouvernement. L'archevêque de Kigali (Vincent Nsengiyumva, qui fut par ailleurs membre du Comité central du MLND) était un proche du général-président Habyarimana. D'autres avaient peur de s'exprimer. Deux évêques seulement (sur neuf que compte le Rwanda - NDLR) se sont engagés personnellement, ceux de Kibungo et de Kabgayi. L'évêque de Rwankeri [Rugengeri], lui, a osé officiellement demander aux chrétiens de soutenir le gouvernement actuel. »

Les prêtres ont appris que « l'Humanité » avait publié une liste de membres du clergé assassinés par les milices gouvernementales (voir « l'Humanité » de samedi dernier). Ils ont vu cette liste et me demandent s'il est, hélas, possible de la compléter. Et de m'énumérer de nouveaux noms : abbé Ananie Rugasira, professeur au petit séminaire de Ndera; le prêtre Louis Glasore, du diocèse de Nyundo; abbé François Rwigezna, de la paroisse de Muhororo; abbé Silas Gasake, de la paroisse de Muhororo; abbé Lucien Rwabashi. Les sœurs de la congrégation des Benedikira (sœurs de Marie) des diocèses de Nyundo, Kigali, et Kabuga ont été massacrées.

JEAN CHATAIN

Exclusif : un plan de purification ethnique au Burundi

Jean Chatain
L'Humanité, 3 mai 1994, page 8

Un document clandestin d'une formation raciste et terroriste, le Palipehutu, révèle un véritable « plan de guerre » inspiré par le terrorisme d'Etat qui se déchaîne au Rwanda. De notre envoyé spécial.

QUE les massacres du Rwanda aient été minutieusement et longuement préparés, leur caractère massif et leur simultanéité suffisent à l'attester. Leurs cibles confirment aussi que l'explication « ethnique » est notoirement insuffisante : certes, les Tutsi ont été décimés, mais aussi les Hutu ou les Batwa qui avaient manifesté leur hostilité à la dictature.

Les premières tueries, celles de Kigali, furent précédées et accompagnées de dizaines et dizaines d'assassinats à domicile perpétrés par des commandos de la garde présidentielle et de la milice. Hommes politiques, journalistes, personnalités morales ou religieuses qui n'emboîtaient pas servilement le pas ont été la cible prioritaire des tueurs. Nombre de ceux qui auraient pu constituer l'encadrement national de demain ont été éliminés. Les massacres « ethniques » ont aussitôt suivi, créant délibérément les conditions de la guerre civile et « noyant » l'élimination des adversaires politiques dans la folie raciale. L'objectif du gang de Kigali était avant tout politique, si les moyens employés pour l'atteindre sont empruntés à ceux de tout régime ségréguatif.

Des contextes différents

Ce sinistre plan semble donner des idées à certains dans des pays voisins, en particulier le Burundi. Les situations du Rwanda et du Burundi connaissent des différences marquées, et il faut se garder des analogies hâtives. Le document que nous reproduisons ci-dessous ne doit donc pas être interprété comme une « preuve » que les deux pays basculent dans une tourmente identique, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Il doit en revanche retenir l'attention pour ce que, faute d'un autre qualificatif, j'appellerais son côté « technique » : c'est la technique du dernier coup d'Etat rwandais qui inspire le Palipehutu burundais pour son « plan de guerre ». Les contextes nationaux sont différents, mais les « méthodes » préconisées par le Palipehutu sont inspirées par les sanglants événements du Rwanda.

Le Parti de la libération hutu (Palipehutu) est un mouvement extrémiste et raciste, qui affiche ouvertement sa volonté de « purification ethnique » du Burundi. Il s'est constitué, voici déjà de nombreuses années, en liaison étroite avec le MLND rwandais. Les mauvaises langues assurent que cela lui a permis de bénéficier d'une partie de la manne financière déversée par le gouvernement français dans les poches du général-président rwandais Habyarimana.

Organisé militairement, le Palipe-

hutu dispose de camps d'entraînement au terrorisme, notamment dans la forêt de Nyangwe, à proximité de la frontière entre le Burundi et le Rwanda. Ses dirigeants ne sont pas tous connus ; on sait que son chef de guerre a pris le nom de Kosam. Egalement que cette formation terroriste recrute dans les milieux de l'immigration burundaise en Tanzanie, au Zaïre et au Rwanda. Lorsque le président Ndadaye fut assassiné le 23 octobre 1993, ce fut surtout la radio officielle rwandaise qui lança aux Burundais de véritables appels au meurtre contre les Tutsi, déclenchant une première série de massacres dans le pays. L'objectif que s'est fixé le Palipehutu tient en une phrase : rayer les Tutsi de la carte du Burundi pour faire de celui-ci un pays strictement hutu. Et c'est là que le terrorisme d'Etat rwandais donne des idées au terrorisme d'« opposition » burundais.

Un document top secret

Un document de trois feuillets que nous avons pu nous procurer a été adressé récemment aux responsables locaux du Palipehutu. Il a donc largement circulé, ce qui explique qu'au moins une fuite se soit produite. En voici les principaux extraits, respectant le « style » littéraire des auteurs. Tapé à la machine, il s'intitule ouvertement : « Plan de guerre Palipehutu ». Quatre premiers paragraphes posent d'abord les principes de l'action psychologique de masse destinée à préparer les conditions de massacres, puis de la guerre raciale.

« 1 - Travailler sur la conscience hutu. Arriver à faire croire au Hutu que l'ennemi numéro un à abattre est le Tutsi. »

« 2 - Diviser les Tutsi : insister sur

le régionalisme. Il faut que les Tutsi dits "tiers monde" (c'est-à-dire immigrés NDLR) soient inculqués d'une haine viscérale contre les Tutsi de Bururi et Muramvya. »

« 3 - Diviser l'armée : il faut d'abord jouer sur la carte régionaliste (...), corrompre les officiers non originaires de Bururi. De préférence arriver à créer une solidarité militaire contre le Sud. »

« 4 - Enerver l'armée (...) pour l'amener à intervenir. C'est juste après les interventions que le Plan général sera mis en application. »

Intertitre écrit en capitales et souligné : « Plan général d'extermination des Tutsi ». Quatre sous-titres précisent les quatre « phases » à respecter.

« Première phase. Commencer d'abord par les communes, les provinces les moins peuplées de Tutsi. Abattre très vite tout ce qui s'appelle Tutsi et le peu de ceux qui restent seront acculés dans des camps de déplacés (...); tenter des actions de terrorisme dans la région sud. »

« Deuxième phase. Monopoliser tous les médias publics (...); diaboliser l'armée et insister surtout sur la question de son démantèlement. Certainement qu'elle va s'enerver et tentera d'autres actions suicidaires. L'intention suicidaire de l'armée justifiera la troisième phase qui consiste en une guérilla urbaine. »

« Troisième phase : guérilla urbaine. S'assurer bien avant que nos militants hutu sont bien armés (...); s'attaquer à tous les Tutsi vivant dans les quartiers périphériques : Kamenge, Kinama, Kanyosha (...); réserver un traitement particulier au quartier Cibitoke qui héberge beaucoup de Rwandais (...), il faut y aller doucement (dans ce quartier - NDLR) en opérant

sélectivement la nuit. Cela fera peur à cette population et certainement que ces Tutsi et Rwandais vont regagner les ghettos tutsi. »

« Quatrième phase : phase finale. Après s'être assuré de la purification de nos quartiers (...), alors la quatrième phase pourra commencer. C'est une phase délicate qu'il faudra exécuter sans faille. »

« 1 - S'infiltrer par toutes les frontières (...);

2 - Opération "ville morte" dans tous les chefs-lieux de province, spécialement à Bujumbura. Cette opération consistera à ne plus approvisionner les Tutsi en produits de première nécessité. » Dernier paragraphe de ce document : « Après deux jours de villes mortes, ce sera la dernière attaque. Nos militants de l'intérieur du pays attaqueront les centres de déplacés, ceux de la mairie de Bujumbura vont attaquer simultanément Ngagara, Musaga, Robero I et II, Kinindo, Hutanga sud et Kanyosha Kigwati. Veuillez (sans doute pour veiller - NDLR) SVP à ce qu'il n'y ait aucun Tutsi qui fuit. Dans tous les cas, ce sera facile parce qu'ils n'ont pas de zones de retrait. » Fin du

document.

Ce plan à la fois atroce et dément ne doit pas être rejeté d'un haussement d'épaules comme une rêverie de paranoïaque. Le précédent rwandais est là : pendant au moins quatre mois, les tueurs de la milice ont recruté d'autres tueurs, les « formant » au su et au vu de tout le monde. On m'a rapporté des déclarations anciennes d'officiels locaux annonçant et préparant les massacres. Tout était prêt lorsque le feu vert (l'assassinat du général président) fut donné.

Encore une fois, les situations respectives des deux pays ne doivent pas être comparées de façon simpliste. Mais ce que montre le « plan de guerre Palipehutu », c'est que la mèche allumée par le petit clan qui environnait le général Habyarimana brûle aussi dans un pays voisin. L'utilisation de la haine raciale par les gouvernants rwandais pour asseoir leur pouvoir et tourner la page d'Arusha est devenue un point de repère et une référence sinistres dans cette partie du monde pour les adeptes de la purification ethnique.

JEAN CHATAIN

Conférence de presse près de la rivière de la mort

Jean Chatain

L'Humanité, 6 mai 1994, page 13

Paul Kagame, responsable militaire du Front patriotique rwandais, répond aux questions de la BBC, de New Vision, de Reuter et de « l'Humanité »

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LE Front patriotique rwandais (FPR) a donné rendez-vous aux rares journalistes présents sur le terrain. La rencontre s'est déroulée près du pont de Rusumo, qui franchit la rivière Akagera, à proximité de la frontière tanzanienne. Un lieu rendu morbide par les centaines de cadavres roulés chaque jour dans les flots jaunâtres de ce fleuve.

Les médias de quatre pays étaient représentés à la conférence de presse du général-major Paul Kagame, dirigeant militaire du FPR : ceux du Rwanda (Radio-Muhabura, la chaîne du FPR), de Grande-Bretagne (agence Reuter, BBC), d'Ouganda (New Vision) et de France (« l'Humanité »).

Evoquant notamment les déclarations de Boutros Boutros-Ghali et du Conseil de sécurité de l'ONU, Paul Kagame a souligné : « La situation est d'autant plus compliquée que ceux qui ont en charge ce problème ne semblent pas comprendre les données de base. Peut-être ne se sont-ils pas entourés de bons conseils, ou peut-être parmi eux se trouve-t-il des gens qui essaient de falsifier la réalité. »

Interrogé sur l'envoi éventuel d'une force d'intervention internationale, le représentant du FPR a déclaré : « Ce serait pour le moins inopportun. Ce

dont le Rwanda a besoin, c'est d'une assistance humanitaire au profit des survivants des massacres. Lorsque les tueries ont commencé à Kigali, tout le monde a pu vérifier que les souffrances infligées à notre peuple n'étaient pas la préoccupation première des institutions internationales. Celles-ci ont, par ailleurs, montré beaucoup d'hypocrisie en reprochant au FPR de reprendre les armes. Nous l'avons fait parce que notre priorité était et demeure l'établissement de la paix dans le pays. Ce que nous avons accompli depuis a été mille fois plus efficace que ce qu'une force d'intervention aurait pu ou non apporter au Rwanda. »

La mort de l'opposition

« Nous n'acceptons pas ce gouvernement (le "gouvernement intérimaire" dont un représentant a été récemment reçu au Quai d'Orsay et à l'Elysée) mis en place par des tueurs. Vous avez vu les cadavres de la rivière ? Les massacres ont été perpétrés à l'incitation de ce gouvernement. Ces assassins sont devenus fous au point de revenir tuer les orphelins dont les parents avaient déjà été massacrés. Uniquement parce que ce sont des enfants tutsis. Dès le début du carnage, ils avaient décidé la mort de ceux qui faisaient partie de l'opposition politique, qu'ils soient hutus ou tutsis. Cela parce qu'ils n'acceptent pas les accords d'Arusha (conclus l'été dernier et préconisant un gouvernement regroupant toutes les forces politiques), la perspective d'un

changement politique. »

Interrogé sur les réfugiés ayant franchi le pont vers la Tanzanie, le général a répondu : « Lorsque le FPR est arrivé à Rusumo, ces gens avaient déjà traversé. Nous n'avons empêché personne de partir. Si d'autres se présentent, nous sommes prêts à faciliter leur départ. Nous sommes opposés à une force d'intervention internationale, mais nous sommes en faveur d'une assistance humanitaire. Une assistance aussi pour protéger les organisations non gouvernementale (ONG), qui redoutent l'absence de sécurité. Là, oui, les Nations unies peuvent œuvrer utilement pour leur assurer cette sécurité. » Qu'est-ce que le FPR ? a-t-il été demandé.

Une politique de ségrégation

« Face à ceux qui jouent de la haine interethnique, le FPR travaille au rassemblement dans ses rangs de tous ceux qui souhaitent un changement dans notre pays. Il est vrai que, à l'origine, le FPR a été un mouvement tutsi, parce qu'il s'est créé parmi les réfugiés et qu'à l'époque les réfugiés étaient tutsis. Aujourd'hui, nos militants proviennent de toutes les ethnies et de toutes les régions. »

« Jusqu'à maintenant, personne n'a essayé de bâtir une unité et une conscience nationales. Ce que j'appellerai un leadership national », a poursuivi Paul Kagame. « Depuis notre indépendance, c'est toujours une politique de ségrégation qui a été mise en œuvre, avec une faction monopolisant les pouvoirs, tous les autres n'étant que des spectateurs. Nous refusons les divisions entretenues sur des bases ethniques et régionales et sommes prêts au multipartisme. L'élite politique vient

d'être décimée. Nous souffrirons longtemps de cela ».

« Pensez-vous que l'ONU veut vous empêcher de gagner la guerre ? » demande alors un journaliste britannique.

« Nous nous posons la question », a répondu le responsable du FPR. « J'ai l'impression que dans ses rangs il y a des puissances - surtout les Français, et ils ont du muscle au Conseil de sécurité ! - qui voudraient bien influencer sur l'issue du conflit. »

« Le gouvernement français a toujours eu une attitude négative. Même lorsque les atrocités de ce régime étaient évidentes. Récemment encore, le gouvernement français a reçu, comme si de rien n'était, des gens qui commanditent les massacres. Naguère (à partir de 1990), quand le gouvernement français a envoyé des soldats participer aux opérations contre nous, au côté des FAR (forces armées rwandaises), pensez-vous sérieusement que les autorités françaises s'imaginaient lutter pour la démocratisation de notre pays ? »

« A quoi attribuez-vous ce comportement de longue date ? Il n'y a guère d'intérêts économiques français au Rwanda ? », avons-nous demandé.

« Je crois que la France a commencé sur un faux pas et qu'elle ne veut pas admettre qu'elle a eu tort. Ce sont les représentants français qui, au Conseil de sécurité, viennent de s'opposer à l'emploi du terme "génocide", et pourtant ! Je ne comprends pas cette obstination. C'est vrai, la France n'a pas chez nous d'intérêts spécifiques. Alors peut-être sommes-nous une pièce, un rouage dans sa politique générale en Afrique. Sur ce continent, le gouvernement français a soutenu beaucoup de régimes incroyables.

6 MAI 1994

39

Y compris donc, au Rwanda, avec un gens. »
gouvernement qui a massacré tant de JEAN CHATAIN

Le sang sera versé

Jean Chatain

L'Humanité, 9 mai 1994, page 11

De notre envoyé spécial.

LEs organisateurs des massacres n'ont pas été discrets dans leurs préparatifs. Témoin ce numéro 55 de la revue « Kangura », organe des CDR (la composante la plus extrémiste de l'actuel gang gouvernemental), sorti en janvier 1994, c'est-à-dire AVANT la mort du général Habyarimana.

Titre page 13 : « Ni nde uzakira intambara yo mu kwa gatatu ». Traduc-

tion : « Qui sera rescapé de la guerre de mars ? » L'erreur n'est que d'une dizaine de jours. La mort du président surviendra le 6 avril et les massacres commenceront le 7 avril. Dernier paragraphe de l'article : « Les masses se soulèveront avec l'appui de l'armée et il y aura beaucoup de sang qui sera versé. »

J. C.

Radio-mille mensonges

Jean Chatain

L'Humanité, 9 mai 1994, page 10

De notre envoyé spécial.

LA nuit est tombée depuis déjà quatre heures et le froid est assez vif (nous sommes en altitude et la saison des pluies bat son plein). Sous une toiture improvisée, nous sommes trois à préparer le feu autour duquel nous dégusterons l'assiette de riz aux haricots rouges. L'un de mes deux compagnons d'aventures tourne le bouton du transistor. Un chœur rythmé s'élève. Eclats de rire.

Ils écoutent Radio-Mille-Collines, la radio officielle rwandaise qui émet depuis Kigali. Un chant de propagande

ouvre l'émission. « Vous savez ce qu'ils disent ? Qu'ils sont forts, qu'ils ont repris Byumba et même Mulindi... »

L'hilarité me gagne à mon tour. Cet après-midi, nous étions à Byumba, ville libérée de la dictature depuis trois semaines et vers laquelle convergent des milliers de réfugiés fuyant Kigali et les tueurs. Et ce soir, nous sommes revenus à Mulindi d'où nous écoutons justement ladite radio officielle.

On m'avait prévenu lors de mon arrivée. Par une boutade : « On devrait l'appeler Radio-mille mensonges... »

J. C.

Rwanda : des survivants de l'opposition accusent

Jean Chatain

L'Humanité, 9 mai 1994, pages 10-11

De notre envoyé spécial au Rwanda.

VERS Byumba, ville martyre mais libérée (située à 70 kilomètres au nord-est de Kigali), les réfugiés convergent de Kigali et d'autres zones encore aux mains des forces gouvernementales. Parmi eux, les rescapés des vagues d'assassinats politiques perpétrés par la GP (garde présidentielle) au début des massacres. Tous les partis autres que ceux dépendant de la dictature ont été décapités. Des centaines de militants et responsables de ces formations ont été tués en l'espace de quelques heures. Ils étaient tutsis, hutus ou twas, le « critère » des meurtriers n'étant pas l'appartenance à telle ou telle communauté, mais celle à un parti d'opposition.

J'ai rencontré plusieurs de ces rescapés, représentant les quatre forces politiques d'opposition présentes dans le gouvernement de transition élargie (GTE) du général Habyarimana. La plupart de leurs ministres ont été assassinés à leur domicile au cours de la nuit du 6 au 7 et la journée du 7 avril.

Devant moi, voici Pierre Rwangabo⁶ et le docteur Canisius Mungakuzwe, membres du Parti social-démocrate (PSD), créé le 1^{er} juillet 1991 ; Jean Nepo Nayinzira, ministre de l'Environnement et du Tourisme dans le GTE, président du Parti dé-

mocrate chrétien (PDC), créé le 16 novembre 1990, le seul chef de parti ayant échappé à la tuerie ; le docteur Joseph Nsengimana,⁷ professeur d'université, membre du conseil national du Parti libéral (PL), fondé le 14 juillet 1991 ; Eugène Mdahajo, membre du Mouvement démocratique rwandais (MDR), créé le 1^{er} juillet 1991.

Tous ces partis politiques ont été décimés et leurs cadres survivants dispersés dans un pays privé de moyens de communications (plus un seul téléphone ne fonctionne au Rwanda). On ne peut donc considérer les propos que je rapporte comme des déclarations engageant des formations politiques au sens où on l'entend en France. Elles n'en sont pas moins représentatives de ces familles de pensée opposées à la dictature. Elles convergent toutes sur un diagnostic : les massacres avaient été préparés de longue date et le « *gouvernement* » actuel ne mérite qu'un seul qualificatif, celui de gang d'assassins. Voici leurs témoignages.

Pierre Rwangabo, docteur Canisius Mungakuzwe

Parti social-démocrate

« Le PSD a été entièrement décapité. Notre président a été assassiné avec sa famille avant même que la nouvelle de la mort d'Habyarimana n'ait

6. Pierre Claver Rwangabo, nommé préfet de Butare après le génocide, a été assassiné en mars 1995.

7. Joseph Nsengimana a été nommé ministre de l'Enseignement supérieur dans le gouvernement formé le 19 juillet 1994. En 2009, il est ambassadeur du Rwanda auprès des Nations Unies.

été connue. Le premier vice-président, candidat à la présidence de la future Assemblée nationale de transition (ANT) a été massacré avec son épouse. Deux jours plus tard, cela a été le tour du second vice-président. Je rappelle que deux semaines avant la mort d'Habyarimana, le secrétaire exécutif du PSD était tombé sous les coups des tueurs. »

« La liste est trop longue et je ne la connais d'ailleurs pas entièrement moi-même, mais sachez que beaucoup de nos candidats députés ont été massacrés. Ainsi que de hauts fonctionnaires de Kigali, membres de notre parti. La mort du président a été le prétexte pour mettre en œuvre un plan conçu longtemps à l'avance : éliminer systématiquement tous les opposants au régime. Alors que notre formation est un parti modéré, qui regroupait à sa tête des responsables venus de toutes les ethnies, on nous a étiquetés sympathisants du FPR. »

« Aujourd'hui, nous voulons regrouper les rescapés qui croient aux idéaux du PSD. »

« On ne peut composer avec le soi-disant gouvernement constitué de gens qui ont orchestré la décapitation de notre parti et le massacre de la population. Nous souhaitons que les deux parties combattantes - le FPR et l'armée - puissent se rencontrer pour arrêter les combats. Mais à l'exclusion de la garde présidentielle. Il faut trouver un cadre de paix minimal pour sauver la population. Après, il faudra réorganiser les partis et reconstituer l'administration. »

Jean Nepo Nayinzira

Parti démocrate chrétien

« Nous nous attendions à une situation dramatique, mais pas de cette ampleur. Déjà en 1993, on parlait des escadrons de la mort constitués surtout par des officiers originaires de la région du président. Les organisations de la dictature (le MLND et les CDR) refusaient les accords d'Arusha. »

« C'est pourquoi ils ont décidé d'exterminer les politiciens de l'opposition. Je ne sais pas encore combien de membres de mon parti ont été assassinés et j'ignore le sort réservé aux quatre députés de ma formation. »

« Nous appelons à l'arrêt des massacres et de la guerre. Pour cela, nous souhaitons que le FPR puisse contre-carrer les escadrons de la mort. Il faut que l'opposition puisse se relever pour développer la réconciliation et le respect des droits de l'homme. Nous nous prononçons pour des institutions de transition conformes à ce qu'avaient prévus les accords de paix. Un problème se pose désormais en ce qui concerne les accords d'Arusha. »

« Il nous faudra examiner avec les autres partis d'opposition et le FPR si le MLND, qui a organisé les massacres, est digne ou non de participer à ces institutions de transition. »

Joseph Nsengimana

Parti libéral

« Je pars d'un constat. La situation présente est le fruit d'une longue préparation. Les organisations proches de la dictature ont voulu ces massacres. Il y avait eu des signes avant-coureurs, comme en février 1993, avec l'assassinat de plusieurs personnes lorsque avait été posée la question de signer le protocole sur le partage du pouvoir. Il y avait eu des assassinats de personnalités politiques à Kigali et le massacre

de mars 1992. »

« Dès sa création, le PL avait été présenté comme un parti tutsi et pro-FPR. Ce n'était pas justifié par les faits, mais la propagande s'est déchaînée. Ils nous ont étiquetés. Le moment venu, ils ont assassiné nos dirigeants, nos cadres, nos candidats députés. Et combien de nos adhérents ont été massacrés avec leurs familles ? »

« Nous dénonçons les massacres opérés à l'initiative du gouvernement et du président autoproclamés. Ils ont bafoué toutes les lois. Nous les accusons de massacres prémédités, des carnages initiés à Kigali et propagés à travers tout le pays. Nous souhaitons que, le plus tôt possible, il soit mis fin à leur régime de violence et que la paix soit rétablie. »

« Cela ne peut être obtenu que par la mise hors d'état de nuire des escadrons de la mort et du départ du gouvernement et du président autoproclamés, l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations pour la mise en place de nouvelles institutions. »

« Il faudrait des négociations entre le FPR et ce qui reste des partis d'opposition favorables au changement. Le traité d'Arusha contenait un protocole sur le partage des pouvoirs, prévoyant des quotas par parti. Tous les chefs des criminels doivent être arrêtés et jugés. Ce qui se passe ici un crime contre l'humanité. »

Joseph Mdahajo

Mouvement démocratique rwandais

« Les massacres en cours avaient été planifiés. Des écrits avaient circulé auparavant, y compris au niveau international, qui prévenaient du danger. »

« Après les accords d'Arusha, les tenants du pouvoir craignaient de perdre leur toute-puissance. Alors

ils ont commencé à débaucher des membres de nos partis. Le plan s'est déroulé en trois étapes :

1. Le noyautage des partis et l'exacerbation des différences communautaires.

2. La multiplication par le président de la République de tous les prétextes imaginables pour retarder les échéances d'Arusha.

3. Les massacres.

Pendant des mois et des mois, les jeunes des organisations du pouvoir ont suivi une formation militaire. La rapidité avec laquelle la garde présidentielle a pu assassiner les responsables politiques montre qu'elle disposait de listes d'adresses. Et puis, il y a un fait que l'opinion internationale ignore trop souvent : au Rwanda, les tensions entre les régions sont au moins aussi fortes qu'entre les ethnies ; 80% des officiers supérieurs sont issus du village même du président ; 70% des hommes de troupe viennent de la région nord. Nous avons une armée régionalisée. »

« En fait, nous avons assisté à un coup d'Etat militaire. Notre parti est favorable à des négociations, mais avec des préalables : que le gouvernement et le président autoproclamés démissionnent et soient traduits devant la justice ; que la garde présidentielle soit dissoute, ce que prévoyait d'ailleurs les accords de paix, et remplacée par une garde républicaine ; que soit mis fin à la campagne relayée et amplifiée par les médias. »

« La réalisation de ces trois préalables permettrait, enfin, de négocier le cessez-le-feu. Quant aux négociations politiques ultérieures, elles devront concerner le FPR et les partis politiques qui n'ont pas trempé dans les massacres. »

JEAN CHATAIN

Une boucherie planifiée, confirme le « Herald Tribune »

Jean Chatain
L'Humanité, 10 mai 1994, page 13

« **N** massacre soigneusement organisé ». Sous ce titre, le quotidien américain « International Herald Tribune » a publié, lundi, un article expliquant que la boucherie au Rwanda « n'a pas commencé comme une explosion spontanée de folie tribale, mais plutôt comme une campagne de tuerie systématique dirigée par des leaders politiques et soutenue par les militaires ». Le journaliste indique qu'outre la garde présidentielle, deux milices sont impliquées dans les massacres, toutes deux corps d'« élite » de Habyarimana. Et, révèle le « Herald », elles ont été armées l'an dernier alors qu'au même moment Habyarimana faisait face à des pressions internationales en vue d'un compromis avec l'opposition tutsi et le Front patriotique rwandais.

La tuerie s'est déroulée en deux phases distinctes, indiquent des témoins cités par Keith B. Richburg. « En un premier temps, la garde présidentielle a établi des barrages routiers autour de la ville, empêchant les troupes de maintien de la paix de l'ONU et d'autres de se déplacer librement. Des troupes de la garde ont pris la direction des opérations en ras-

semblant les officiels tutsi ainsi que des ministres hutu d'autres sympathisants des Tutsi. »

Au cours de la deuxième phase, « les milices ont lancé ce qui, visiblement, était un programme d'extermination de masse de tous les Tutsi. Les miliciens (...) connaissaient les adresses de toutes les familles tutsi dans les quartiers sous leur contrôle. (...) Ils ont procédé à un porte-à-porte, et chaque fois qu'ils n'arrivaient pas à trouver les Tutsi recherchés, ils fouillaient les maisons attenantes. Se cacher devint difficile, si ce n'est pas impossible ».

« Pendant tout le pogrom, les miliciens étaient encouragés par la radio hutu, radio Mille Collines, qui continue à diffuser des messages comme : "L'ennemi est là, tout près, attrapez-le !" et : "Les tombes ne sont pleines qu'à moitié" »

Il ne s'agissait pas du premier massacre organisé. Le journaliste rappelle notamment celui qui s'est déroulé le durant deux jours en février dernier, et qui « prit fin aussi rapidement qu'il avait commencé, comme si un signal avait été donné. » Une répétition générale en quelque sorte...

Rwanda : le torrent des suppliciés

Jean Chatain
L'Humanité, 10 mai 1994, page 13

A la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie, la rivière Akagera continue de charrier des cadavres par centaines. Reportage.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LE pont de Rusumo est un site somptueux. Une rivière qui serpente en torrent, actuellement à son étiage le plus fort (nous sommes en pleine saison des pluies). Juste en amont, des chutes pulvérisent des nuages de vapeur d'eau. Des rives rocailleuses, hachées de minicriques bouillonnantes. Tout autour, les petites collines du sud du Rwanda et du nord de la Tanzanie. Sortes de gigantesques pâtés de terre et de pierre, hérissés d'arbres et couverts de verdure.

Les cadavres flottent sur l'eau

Le pont de Rusumo est un lieu d'horreur. L'un des innombrables lieux qui ensanglantent le pays rwandais. La rivière Akagera ne cesse de charrier les milliers de corps qui y ont été précipités par la milice et l'armée gouvernementales. Dans une crique sur deux, les cadavres se sont accumulés, les tourbillons les empêchant d'être emportés par le courant. Au centre du lit, d'autres corps continuent de passer. Interminablement.

Des cadavres flottent sur l'eau, disparaissant et réapparaissant sans cesse. La plupart d'entre eux sont ignoblement ballonnés et dénudés. Me voyant prendre des photos, un des soldats qui

gardent la frontière vient me parler : « Vous savez, quand nous sommes arrivés, on estimait à plus d'un millier par jour le nombre des cadavres ; hier, nous en avons compté "que" cinq cents. »

Le seul moyen de vérifier est de chronométrer. En sept minutes, je compte six corps dérivant ainsi à grande vitesse. Dont ceux de deux enfants en bas âge. Au moins une fois, c'est un corps décapité qui tournoie sous le pont. A plusieurs reprises, on distingue nettement des mains liées dans le dos. Et le soldat de m'affirmer que « beaucoup des assassins ont déjà fui en Tanzanie ». L'un de leurs chefs, en particulier : Jean Gatete, le bourgmestre de Murambi. C'est lui qui y a organisé le massacre. Kisiguro se situe plus au nord, dans la préfecture de Kibungo. Un puits où 700 cadavres pourrissent.

« Bienvenue ici »

Huit personnes encore vivantes ont pu en être retirées après le départ des miliciens, des soldats et des gendarmes, fuyant devant les troupes du FPR. Jean Gatete, ce nom m'était déjà connu. Il figurait dans un ancien rapport publié par Amnesty International sur les atrocités au Rwanda. Sitôt arrivé en Tanzanie, il a été interpellé par la police de ce pays et relâché dans les heures suivantes. Ce n'est pas lui que vous retrouverez dans un camp de réfugiés : les bruits courant sur sa fortune personnelle laissent plutôt penser qu'il garde un train de vie fastueux. En

Tanzanie ou ailleurs.

Dans les rigoles de béton bordant la route, des dizaines de machettes et de massues cloutées, abandonnées par les tueurs avant leur passage du pont. Face à celui-ci, un panneau : « Welcome to Karibuni. République rwandaise. Chutes de Rusumo. » En dessous, dix noms choisis parmi les principales villes, accompagnés de l'indication des distances. Kigali (157 km), Kagitumba (208), Gitarama (205), Gisenyi (307), Butare (281), Kibuye (273), Kayonza

(92), Cyangugu (435), Ruhengri (245).

La « bienvenue » prend ici une résonance sinistre : chacun des noms de lieux qui lui succède est devenu synonyme de charniers. Tous ont été le théâtre de massacres.

« Beaucoup de ces cadavres doivent venir de Butare », me précise un autre soldat du FPR. Son visage se crispe lorsqu'il confie : « La famille de ma femme y vivait. »

JEAN CHATAIN

Questions au vice-président du FPR

Jean Chatain
L'Humanité, 10 mai 1994, page 13

De notre envoyé spécial.

PATRICK MAZIMPAKA est vice-président du FPR. J'ai pu le rencontrer brièvement dans les locaux de la préfecture de Kubungo, transformés en base du Front patriotique. Je l'interroge sur le projet de force d'intervention récemment formulé par, notamment, Boutros Boutros-Ghali.

« C'est trop tard, répond-il. Une présence militaire, telle que c'est envisagée par le secrétaire général, nous n'en voyons pas l'opportunité. Si les Nations unies étaient intervenues début avril, beaucoup de vies auraient été sauvées. L'ONU ne l'a pas fait, alors ce projet de force d'intervention cache quelque chose. » « En revanche, si l'ONU envisage une mission huma-

nitaine santé, protection-, alors là, oui, nous acceptons volontiers. »

Question sur le refus du Conseil de sécurité d'utiliser le terme « génocide » pour qualifier les massacres au Rwanda. « Ici, c'est bel et bien un génocide qui est en cours. Dans cette lâcheté du Conseil de sécurité, je vois la main de la France. Pour notre part, nous avons demandé au Conseil de sécurité de suspendre la représentation du Rwanda en son sein. En vain. Il va de soi que nous ne nous sentons nullement engagés par les positions prises au Conseil de sécurité par le gouvernement intérimaire rwandais, cette équipe d'assassins qui s'est auto-proclamée. »

J. C.

Byumba, ville libérée

Jean Chatain
L'Humanité, 11 mai 1994, page 13

Devant l'avancée du FPR, l'armée gouvernementale a abandonné cette préfecture située au nord-est du pays. Les réfugiés de Kigali ne cessent d'y affluer.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

CAPITALE de la région nord-est du Rwanda, Byumba, située à environ 70 kilomètres de Kigali, apparaît d'abord comme une ville rouge : un sol ocre tout comme, à l'entrée de la cité, les bâtiments de l'évêché et ceux d'un groupe scolaire. Byumba a été libérée de la dictature voilà un peu plus de trois semaines. Son accès est rendu malaisé par l'interminable file de réfugiés qui, venant notamment de Kigali, cherchent ici la sécurité.

En quête de repos

Les réfugiés sont de tous âges. Ils portent des ballots sur la tête, parfois un matelas roulé et ficelé, et tiennent souvent un bidon de plastique pour transporter l'eau bouillie. Il y a énormément d'enfants. Généralement pieds nus, les habits en lambeaux, ils sont gris de poussière et au bord de l'épuisement total.

Ils avancent d'un pas régulier que rien ne semble pouvoir interrompre. Tant que le soleil brille, les réfugiés ne se donnent guère de repos. La recherche d'un havre de paix prime sur tout. Les plus lents, les groupes avec des enfants en bas âge, mettent trois jours pour faire Kigali-Byumba.

La préfecture de Byumba a été

la première du pays à être entièrement libérée par le Front patriotique rwandais (FPR). La place est sous l'autorité du capitaine Denis Karera. « Rien qu'au centre de la ville, nous accueillons 17.000 réfugiés, explique-t-il, mais il y en a beaucoup d'autres ailleurs et je suis incapable de vous donner un chiffre précis. Tous les jours, leur nombre augmente. La plupart sont arrivés à pied et sont dans un état de grande fatigue. Nous nous heurtons sans cesse à des problèmes sanitaires et de ravitaillement. Et puis il y a les orphelins... ».

« Lorsque les premiers réfugiés sont arrivés, poursuit-il, ils ont vécu sur le ravitaillement de nos troupes. Mais aujourd'hui, ils sont trop nombreux. »

Le capitaine Karera a fort à faire et me fait comprendre que l'entretien ne pourra durer plus longtemps. Une dernière question sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée la libération de la ville. Réponse : « Il y a eu des affrontements autour de la ville, mais on ne peut pas dire que l'ennemi se soit montré très combatif. Il a massacré et pillé auparavant, mais quand il a senti notre étau se resserrer, il a abandonné la place. Dans sa retraite, il a continué de massacrer et piller. »

Je rejoins Pascal, le conducteur du 4 x 4. Il me présente un ami qui a trouvé refuge ici avec sa fille aînée. Ils sont sans nouvelles de son épouse et de ses deux autres enfants. Pascal leur parle en kinyarwandais et semble lui dire que tout espoir n'est pas perdu. « Je n'y crois plus », répond l'homme

en français.

Un peu plus tard, je ferai la connaissance de la nièce de Pascal. Elle est ici avec son époux et arrive au terme de sa grossesse. L'accouchement devrait avoir lieu dans les tout prochains jours. Ce sera son quatrième enfant. Elle ne sait pas où se trouvent les trois aînés qui étaient chez ses beaux-parents quand ont commencé les massacres.

Les bâtiments scolaires avoisinants ont été transformés en hôpital de fortune. C'est une suite de salles combles, jonchées de matelas à même le sol. Ils sont bord à bord et les infirmières sont obligées de marcher dessus lorsqu'elles ont à s'occuper d'un blessé gisant au fond de la salle. Une odeur âcre nous prend à la gorge.

Les riches d'épidémie

Le Dr Médard Rutijanwa m'accueille : « Nous sommes submergés sous le nombre des blessés de tout genre. En ce moment, je suis en train de m'occuper d'une femme ayant des fractures ouvertes de l'avant-bras gauche et de la jambe causées par des balles. Juste avant elle, je me suis occupé d'un cas d'hémiplégie : un éclat de grenade au cerveau. Les blessures les plus fréquentes ont été faites par grenade et par machette. »

« Tous sont infectés et nos réserves d'antibiotiques sont épuisées, indique

le docteur. Nous connaissons aussi de gros problèmes de personnel qualifié. Tous les valides assistent les infirmières, car elles ne sont pas assez nombreuses. Outre les blessés, il y a beaucoup de cas de malaria et de pneumonie : ceux qui, pendant plusieurs jours, ont dû se cacher dans la brousse avec leurs enfants. Le danger qui nous menace en ce moment sont les diarrhées. C'est par elles que l'épidémie pourrait se déchaîner. Nous isolons tous les cas suspects ou déclarés, mais nous manquons de médicaments. »

Contrairement à l'hôpital Gahini que j'ai pu visiter au sud, dans la préfecture de Kibungo - désormais entièrement libérée -, le Dr Rutijanwa souligne que le nombre de cas de gangrène reste relativement limité. Comme je m'étonne de cette différence entre les deux hôpitaux, il fournit l'explication : « Nous avons été libérés plus tôt. Les blessés ont eu moins longtemps à se cacher dans la brousse. »

« Nous connaissons aussi beaucoup de cas de dépression et de troubles du comportement. Mais leur nombre est à coup sûr bien moins élevé que ce que l'on pouvait redouter. Sans doute le sentiment d'être sauvés, d'avoir retrouvé la sécurité. Cela leur a rendu... » Le docteur cherche la fin de sa phrase et ne la trouve pas. Joie, bonheur sont des termes impossibles au Rwanda. L'énergie de vivre, peut-être ?

Quand Paris conseillait Kigali en 1991

Jean Chatain
L'Humanité, 11 mai 1994, page 13

LES gouvernements successifs ont en fait pratiqué la même politique au Rwanda. La preuve avec l'interview de l'ancien ambassadeur de France à Kigali, Georges Martres, publiée en février 1991 dans le journal rwandais « la Relève ». Celle-ci intervient après que la France eut envoyé des troupes pour protéger le régime de Habyarimana.

Interrogé sur les « réserves » de l'opinion occidentale sur les droits de l'homme au Rwanda, Georges Martres indiquait : « Aucun pays ne peut se vanter de respecter parfaitement les droits de l'homme, y compris les pays démocratiques de l'Occident. Les observateurs parlent ici de personnes détenues ou de conditions de détention qui ne sont sûrement pas exemptes de toutes critiques... Mais compte tenu que le pays est placé devant une situation exceptionnelle - une guerre accompagnée de tentatives de subversion de

l'intérieur -, il est assez inévitable que le problème de défense des droits de l'homme se pose (...) Certaines choses pourraient être améliorées. Nous souhaiterions être mieux et le plus rapidement informés des lieux de détention, de l'état de santé et des chefs d'accusation pour certains prisonniers. Cela non pas dans le but de critiquer, mais de répondre aux demandes d'information dont nous sommes saisis de l'étranger. Pour pouvoir aussi, dans la plupart des cas, démentir très rapidement les allégations qui se révèlent presque toujours fausses. » En conclusion, ce « conseil » de l'ambassadeur : « Il est de l'intérêt du gouvernement rwandais de mettre en place des dispositifs d'information afin de démentir certaines allégations apportées par des chancelleries occidentales, par des parents et des amis de l'extérieur de ces détenus. »

Chronique d'un « contrat » raté

Jean Chatain

L'Humanité, 12 mai 1994, page 8

De notre envoyé spécial au Rwanda.

REFUGIE depuis 1973 au Zaïre, Pascal Munyampirwa avait acquis la nationalité de ce pays. A partir d'octobre 1990, pour le compte du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU) et de l'Eglise du Christ au Zaïre, il anime un programme d'assistance à plusieurs centaines de réfugiés (dont de très nombreux Soudanais) établis dans le nord-est du pays, non loin de la frontière avec le Rwanda.

« Le 25 mai 1991, raconte Pascal, deux Rwandais se présentent à mon domicile. Un caporal, Sanvura Safari, tueur d'élite de la 4^e région militaire, et un civil nommé Dieudonné Muhima. Ils me disent avoir été contactés par un certain Fidèle Muhirwa, originaire de Ruhengeri, afin d'organiser mon assassinat. Montant du « contrat » : 70 millions de zaïres » (environ 400 francs). « Ils m'ont dit être prêts à confirmer leurs dires devant la sûreté zaïroise. Je crois que ce qui m'a sauvé, c'est que le premier s'était pris d'affection pour mon fils aîné, qui avait alors treize ans. Lorsque j'avais le dos tourné, mon fils pillait nos réserves de bière pour ravitailler le caporal. Il n'y avait pas que ça : évidemment, les deux m'ont demandé de l'argent. »

« Un piège a été monté par la sûreté zaïroise pour prendre le commando en

flagrant délit. Je m'y suis prêté, ce qui m'a amené à rencontrer maintes fois mon tueur, Muhirwa, au cours de réunions organisées par Safari qui nous prévient que l'attentat devait avoir lieu le 6 juin. Muhirwa et ses complices devaient se rendre à mon domicile afin de m'inviter à une « promenade ». Le commandant Bizimana, des forces armées rwandaises, leur avait fait passer une mitraillette UZI, 28 cartouches et une grenade. Un bidon d'essence avait également été prévu, afin de simuler un accident en faisant brûler mon corps dans ma voiture. »

« Le commando arrive chez moi et se fait cueillir avec son arsenal par la sûreté zaïroise. Les terroristes passent des aveux immédiats, affirmant même que les 70 millions de zaïres avaient été fournis par les services de la présidence rwandaise. » Les terroristes ont été emprisonnés puis transférés à Kinshasa, le 9 juin 1991. Le temps passant, le général Habyarimana fait très officiellement demander la libération de ses tueurs maladroits. Satisfaction lui sera donnée et les membres du commando regagneront tranquillement le Rwanda.

Quant à Pascal, il sera relevé de ses responsabilités au HCR. Le gouverneur zaïrois du Nord-Kivu l'a félicité par écrit des « services inestimables » qu'il avait rendus à ce poste.

J. C.

La « colline des Tutsi »

Jean Chatain

L'Humanité, 12 mai 1994, page 8

Le génocide se poursuit dans le sud du Rwanda. Les réfugiés du Nord et de l'Est apprennent chaque jour d'atroces nouvelles. L'un d'eux se confie.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

PASCAL MUNYAMPIRWA est un opposant de longue date à la dictature. Il a dû fuir le Rwanda pour se réfugier au Zaïre. Les tueurs du général Habyarimana l'ont retrouvé et Pascal a dû fuir de nouveau, cette fois vers le Burundi. Je l'ai rencontré au Rwanda. Pendant plusieurs jours, nous ne nous sommes guère quittés. Il m'a guidé à travers le pays. Pascal est devenu mon ami.

Il n'y a plus de courrier au Rwanda, mais les lettres circulent de la main à la main, dans l'espoir de trouver un jour leurs destinataires. Ainsi, l'autre jour, une enveloppe attendait Pascal à Mulindi. Elle lui a été adressée par l'un de ses frères, l'abbé Modeste. Son contenu peut se résumer en une phrase atroce : la population de son village natal a été massacrée, toute la famille de Pascal a disparu. Deux survivants seulement, l'abbé Modeste, réfugié au Zaïre, une nièce, dont j'ai pu faire connaissance à Byumba.

« Tous les Rwandais sont en deuil, me dit Pascal. Les Tutsi et les Hutu qui sont dans l'opposition. Comme tous mes compatriotes, je suis issu d'une famille très nombreuse. Ils ont tous été assassinés : mes oncles, mes tantes, mes sœurs, mes frères, leurs enfants »...

« Ces massacres avaient été pré-

parés. La mort d'Habyarimana a été le prétexte, non la cause. Tu as vu, partout, ces gourdins, ces haches, ces machettes abandonnés dans leur fuite par les tueurs. La tuerie était programmée depuis longtemps par Habyarimana lui-même. Je t'ai montré un journal de la dictature. Il annonçait les massacres pour la fin mars. Une erreur de quelques jours seulement puisqu'ils ont commencé début avril. Ce journal, à ton retour, fais-le traduire. Il faut que les preuves soient connues à travers le monde. »

« Il n'y a pas que les armes blanches. Tu as vu les fusils saisis. Ils viennent de France, d'Afrique du Sud et d'Égypte. Comment comprendre la protection apportée par la France aux meneurs, ceux qui ont préparé le coup ? Agathe, l'épouse du dictateur, est en France. Protais Zigiranyirazo, le beau-frère d'Habyarimana, aussi. De là-bas, ils continuent d'attiser les massacres. »

« Quels intérêts peuvent bien exister entre les chefs des massacreurs et certaines personnalités françaises ? Les ventes d'armes ? Le commerce de la drogue ? Des commissions occultes ?... Je l'ignore. Ce qui se passe ici ne peut se comparer qu'à ce que Hitler a commis en Europe. Alors, pourquoi ce soutien, ces protections ? »

« Les assassins qui ont massacré ma famille étaient commandés par le préfet de Cyangugu, Emmanuel Bagambiki. Il est venu une première fois pour pousser les Hutu de cette région à massacrer les gens vivant sur la "colline des Tutsi". Les Hutu ont refusé. Là-bas, ils

sont nombreux à rejeter la dictature, une grande partie d'entre eux avaient adhéré au MDR (Mouvement démocratique rwandais). Ils n'ont pas obéi au préfet. Alors il est reparti, puis revenu. Pas seul. Quatre camions bourrés de soldats de l'armée régulière. Il a donné l'ordre d'exterminer tout le monde : hommes, femmes, enfants. »

« Les militaires ont rassemblé les gens de ma colline dans la propriété de Côte Simugomwa, un parent éloigné qui tenait un magasin. Lui-même et sa famille ont été tués, en même temps que ma famille et celles de nos voisins. »

« Mon oncle et ma tante étaient âgés. Dans les soixante-quinze ans. Ils ont été brûlés vifs dans leur maison. De tous leurs enfants et les enfants de leurs enfants, personne n'a survécu. »

« Mon frère Antoine et sa famille, tous massacrés. Mes amis d'école : François Mugengano, Grandios Semucyo, Thadée... Sur la colline des Tutsi on ne trouvera sans doute plus personne. Ils étaient plus de trois cents à y habiter et à y travailler. Des paysans. Que pouvaient-ils faire face aux soldats ? »

JEAN CHATAIN

Lettre ouverte de l'opposition rwandaise

Jean Chatain

L'Humanité, 14 mai 1994, page 7

Des survivants de la classe politique, décimée par les tueries d'avril, s'adressent aux plus hautes autorités internationales.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LES partis politiques (autres que le MRND et son allié CDR, liés à la dictature) ont été décimés par la vague d'assassinats ayant précédé puis accompagné les massacres de la population, en particulier des Tutsi. Quatre de ces formations participaient au « gouvernement de transition élargie » (GTE) et, sur le plan politique et idéologique, étaient fort éloignées du Front patriotique rwandais : Parti libéral, Parti démocrate chrétien, Mouvement démocratique rwandais, Parti social-démocrate. Leurs ministres et leurs dirigeants n'en furent pas moins assassinés dans les heures suivant la mort du général Habyarimana ; et leurs adhérents littéralement décimés à la faveur des massacres « ethniques ».

Plusieurs rescapés de ces quatre formations se sont réunis récemment à Buymba, ville du nord-est du pays libérée par les combattants du FPR. Ils ont rédigé en commun une lettre ouverte à l'adresse du pape Jean-Paul II, des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OUA, de nombreux chefs d'Etat, dont, pour l'Europe, ceux de la France, de la Belgique et de la Grande-Bretagne. Voici quelques extraits de ce document.

« Les cadres politiques des partis MDR, PSD, PDC et PL, rescapés des massacres entrepris par les escadrons

de la mort des partis MRND-CDR, certains éléments de l'armée gouvernementale (spécialement la garde présidentielle) et par certains éléments de nos partis débauchés par l'ancien parti unique (le MRND), avons l'honneur de nous adresser à votre haute autorité pour vous brosser la situation inhumaine qui prévaut dans notre pays depuis le 6 avril 1994 et vous proposer les mesures les plus appropriées qu'il y aurait lieu de prendre pour sortir le Rwanda du gouffre actuel.

« (...) Vu la rapidité et l'ampleur de ces tueries d'un autre âge, il ne subsiste plus aucun doute qu'elles procèdent d'un plan machiavélique connu depuis longtemps par l'entourage du président Habyarimana et des politiciens à sa solde, comme déjà dénoncé par ailleurs dans le rapport de la commission internationale d'enquête sur les massacres perpétrés au Rwanda par le régime du président Juvénal Habyarimana et ses escadrons de la mort entraînés par le MRND. Le président et le gouvernement autoproclamés le 9 avril 1994 sont les organisateurs de ces massacres : les discours d'appel au soulèvement populaire qu'ils ont tenu par la suite n'ont fait que confirmer largement cette affirmation.

« Les cadres politiques issus des partis MDR, PSD, PDC et PL rescapés de ce pogrom prient vos hautes autorités de faire tout ce qui est possible : pour que le conflit rwandais trouve une solution juste, rapide et définitive. Cette solution procède tout d'abord par la mise hors d'état de nuire des

escadrons de la mort, de la garde présidentielle et des milices interahamwe, ainsi que la protection de populations vulnérables.

« Pour que la communauté internationale procède à l'isolement complet du président et du gouvernement sanguinaires qui viennent d'entreprendre une campagne de mensonge sur leur véritable nature à travers le monde. Pour ce faire, nous recommandons les actions suivantes : 1. Refus des visas de transit et de séjour à tout membre de ce gouvernement, aux membres de leurs familles, aux fonctionnaires qui seraient mandatés par ledit gouvernement, ainsi qu'aux dirigeants des partis politiques qui déclarent le soutenir. 2. Embargo total sur les armes que souhaite acquérir ce gouvernement (...). 3. Extradition, sans conditions, au moment opportun, de toute personne ayant participé directement ou indirectement aux massacres actuels et antérieurs. 4. Mise en place d'une commission internationale d'enquête (...).

temement aux massacres actuels et antérieurs. 4. Mise en place d'une commission internationale d'enquête (...).

« Signataires de cette lettre ouverte, rédigée collectivement :

« - pour le MDR : L. Ngirabanzi, membre du Bureau politique. E. Nkavaho, directeur de cabinet au ministère de l'Information.

« - pour le PSD : M.E Rugebana, membre du Bureau politique. Dr Rwangabo, chef de service des Affaires sociales dans les services du premier ministre. J. Nkugi, vice-président du secrétariat régional de Kigali-ville.

« - pour le PDL : J. Nayinzira, président du parti.

« - pour le PL : P. Hisiro, directeur de cabinet au ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat. J. Ngengimana, membre du Conseil national. E. Kayiranga, député. »

Rwanda : Rukara tente de revivre

Jean Chatain
L'Humanité, 18 mai 1994, page 13

Retour dans cette localité ravagée par les massacres. Les camions de ravitaillement sillonnent de nouveau les routes. Un instituteur témoigne.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

RUKARA. Lors de mon premier passage dans cette localité, j'avais découvert un spectacle d'horreur : entre 700 et 800 cadavres gisant sur la place ou empilés dans l'église et les bâtiments adjacents. Que faire des centaines de cadavres qui pourrissent au soleil ? Les enterrer ou les brûler pour éviter l'épidémie ? Je viens d'effectuer un deuxième passage à Rukara. Il reste des centaines de cadavres à même le sol. La plupart des blessés graves ont été évacués progressivement vers l'hôpital voisin de Gahini.

Les combattants du Front patriotique rwandais (FPR) accrochent les commandos de miliciens qui sortent la nuit de la forêt de l'Akagera où ils se cachent le jour. Le reste du temps est consacré à tenter de rétablir une vie « normale » dans cette région menacée de nouveaux maux, dont le moindre n'est pas la famine. J'ai pu vérifier qu'ils sont en passe de réussir ce pari. La première fois, j'avais effectué le parcours sur une route désespérément vide. Il faut désormais redoubler de prudence pour éviter les nombreux camions chargés de ravitaillement divers.

De très nombreux réfugiés affluent dans cette localité à la recherche de sécurité. Ils ont appris que la région

avait été libérée par le FPR. Ils ont leurs blessures à panser et leur survie à assurer. Une longue piste descend vers le lac voisin. Toute la journée, elle est arpentée par deux rangées d'enfants et d'adolescents, marchant avec un ou deux bidons de plastique vides. Ils remontent avec leurs récipients pleins d'une eau qu'il faudra faire bouillir pour la rendre consommable. Et la noria dure aussi longtemps que le soleil est visible.

Enfin, quelques survivants qui avaient pu se cacher avant la venue des massacreurs, et qui n'ont pas pris la fuite par la suite, osent parler. J'en ai rencontré un : Augustin Munyaneza, instituteur. Voici son témoignage :

« Je suis de cette commune, nous dit Augustin. Dans la région, les massacres ont éclaté dès le 7 avril, sitôt l'annonce de la mort du général Habyarimana. Les tueurs ont commencé par Murambi et, beaucoup plus au nord, par Byumba. Et puis c'est arrivé jusqu'ici, dans notre paroisse de Rukara.

« Ils venaient de la colline Kawan-gire, limitrophe de celle de Murambi. Et ils sont montés sur la paroisse. Des habitants d'autres communes avaient fui jusqu'à chez nous, dans l'espoir d'y trouver la sécurité.

« Il y avait les miliciens armés de lances, machettes, épées et bâtons cloutés. Avec eux, des gendarmes portant fusils et grenades. Ce sont les gendarmes et le bourgmestre qui ont organisé le massacre des innocents.

« La tuerie a commencé le 9 avril. Elle a duré trois jours. Ils ont assas-

siné tous ceux qui n'étaient pas dans la mouvance présidentielle. Nous sommes quelques-uns à avoir eu le temps de nous cacher à temps. J'ai passé une quinzaine de jours dans la brousse.

« Pour nous, le danger, c'était la faim. Surtout au bout de trois ou quatre jours. Ils avaient monté des embuscades pour attraper ceux qui sortaient pour se ravitailler. Et les tuer sitôt pris.

« Ils avaient aussi posté des gens

pour surveiller les maisons jugées susceptibles d'accueillir des fuyards. Si, chez un Hutu, on trouvait un Tutsi qui se cache, les deux maisons étaient brûlées : celle du cachant et celle du caché.

« Ils ont fui lorsque les forces du FPR se sont approchées. Nous entendions les coups de feu de plus en plus nettement, c'est-à-dire notre libération et notre vie sauve. Les tueurs n'ont pas eu le temps d'achever les massacres. »

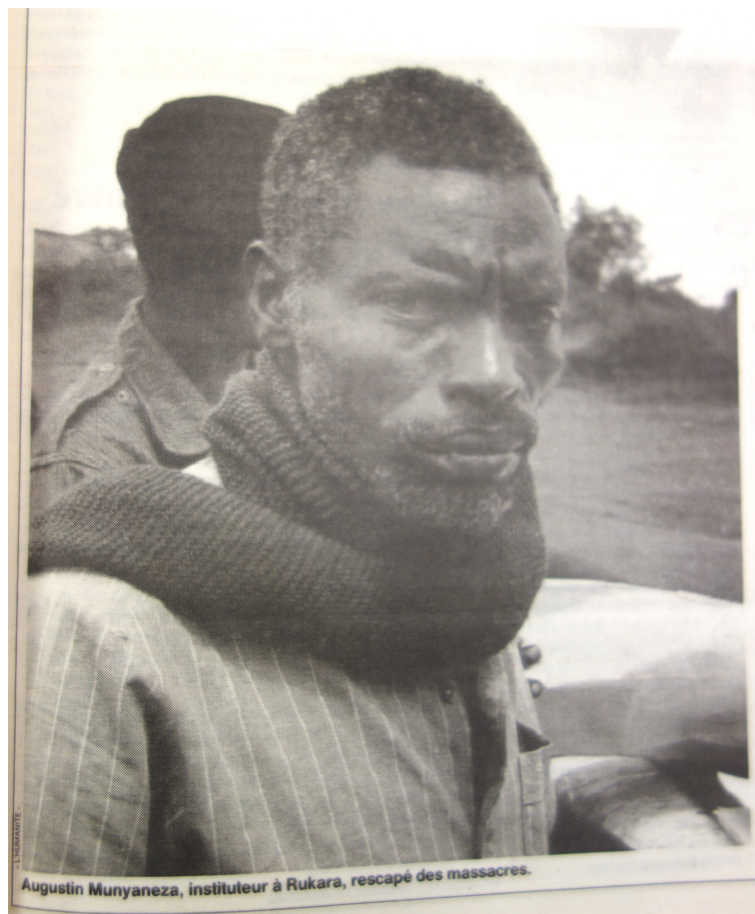


FIGURE 3 – Augustin Munyaneza, instituteur à Rukara, rescapé des massacres. Jean Chatain (L'Humanité, 18 mai 1994, page 13)

A Rukara, un charnier parmi tant d'autres

Jean Chatain
L'Humanité, 18 mai 1994, page 13



FIGURE 4 – A Rukara, un charnier parmi tant d'autres. Jean Chatain (L'Humanité, 18 mai 1994, page 13)

Revenir à l'accord d'Arusha

Jean Chatain
L'Humanité, 19 mai 1994

Le vice-président du Front patriotique rwandais s'est entretenu avec trois journalistes, parmi lesquels l'envoyé spécial de « l'Humanité »

De notre envoyé spécial au Rwanda.

PATRICK MAZIMPAKA, vice-président du Front patriotique rwandais (FPR), a reçu plusieurs représentants de la presse internationale à Mulundi : la RTBF (télévision belge), « la Voce » (Italie) et « l'Humanité ».

Répondant à la question « Le FPR est-il un mouvement ethnique ? », Patrick Mazimpaka a pris comme exemple la composante militaire de cette formation : « Au début, notre armée s'est constituée avec 2.000 à 2.500 hommes. Elle a recruté surtout dans les milieux des réfugiés rwandais installés au Burundi, en Tanzanie, en Ouganda et au Zaïre. A ce moment-là, l'essentiel des réfugiés appartenait à la communauté tutsie. C'est un fait : nos plus anciens combattants sont surtout des Tutsis. Le FPR a d'abord recruté chez les Tutsis pour une raison simple : ils constituaient la majorité des exilés. Aujourd'hui, le FPR est une force nationale regroupant toutes les communautés issues de toutes les régions. Plus de 40% de nos combattants (sur un effectif d'environ 25.000) appartiennent aux deux autres communautés : Hutus et Twas. »

N'y aurait-il aucune division au sein de la société rwandaise ? « Notre histoire est empreinte de violences et

de brutalités. La dictature militaire est au pouvoir depuis 1972. Elle a exacerbé délibérément toutes les oppositions internes entre les communautés et entre les régions. Un exemple ? L'encadrement supérieur de l'armée gouvernementale est exclusivement composé de notables hutus du Nord-Est, la région d'origine du général Habyarimana. Notre projet politique peut se résumer ainsi : créer les conditions d'une réconciliation nationale fondée sur une justice transparente et une véritable démocratie. Nos actions témoignent de notre sincérité »

Comment résoudre pacifiquement la situation ? « Lorsque sera venu le moment d'une consultation électorale authentique, le FPR l'emportera. » Un journaliste lui coupe alors la parole : « Mais si vos candidats ne l'emportent pas ? ». Réponse : « Quels que soient les résultats, du fait même que des élections démocratiques se soient tenues, le FPR sera pleinement victorieux. »

Puis le vice-président du FPR revient sur le problème ethnique : « Vous avez vu les camps de réfugiés de Byumba ? Les familles tutsies de Kigali ne cessent d'y affluer, alors que cette région du Nord est à 90% hutue. Les réfugiés tutsis ont confiance. Ils viennent trouver la sécurité. N'est-ce pas là aussi une démonstration éclatante du caractère pluriethnique du FPR ? »

« Le FPR collabore avec toutes les forces démocratiques de changement depuis 1992 (les partis d'opposition qui viennent d'être décimés par les assassinats politiques se sont créés vers 1991-

92, chacun d'eux ayant une base largement régionale, NDLR). Nous agissons avec tous ceux qui se situent dans l'opposition. Nous comptons bien continuer dans ce sens après la guerre », poursuit-il.

En ce qui concerne l'accord d'Arusha, Patrick Mazimpaka estime : « Dans les zones libérées, le FPR met en place une administration territoriale. Pour nous, les principes de l'accord d'Arusha prévoyant une autorité multipartite de transition vers la démocratie demeurent valables. Les modalités sont évidemment à revoir car les massacres des dirigeants et militants des différents partis de l'opposition par la dictature ont eu pour conséquence l'élimination de l'élite politique. »

« Les orientations inscrites dans

notre programme de 1992 restent pour nous d'actualité. Nous nous prononçons plus que jamais en faveur d'une gestion des collectivités par des assemblées élues et non plus par des émissaires du ministère de l'Intérieur. Nous posons toujours le principe d'une armée nationale rassemblant les éléments des deux forces : le FPR et les FAR (Forces armées rwandaises) qui se dissocient des massacres et qui n'y ont pas pris part. »

« Les coupables devront être jugés. Nous avons demandé un tribunal international sur le génocide au Rwanda. Nous ferons tout pour associer la communauté internationale dans les enquêtes et les jugements. »

par JEAN CHATAIN

Au hasard d'une piste, deux petites filles

Jean Chatain
L'Humanité, 19 mai 1994, page 11



FIGURE 5 – Elles ont le même âge, le même prénom, une poupée pour deux et sont toutes les deux orphelines. Jean Chatain (L'Humanité, 19 mai 1994, page 11)

De notre envoyé spécial au Rwanda.

VOICI la photo de deux fillettes au prénom identique : Olive. Elles ne sont pas parentes : l'une se nomme Maugwaneza, l'autre Musabyemarie. Elles ont beaucoup de

traits communs : d'âge proche, toutes deux sont originaires de Kibungo et se connaissent sans doute depuis toujours. Elles partagent aussi avec des milliers et des milliers d'enfants rwandais depuis le début avril un autre point commun : leurs pères et mères,

leurs frères et sœurs, ont été massacrés par les milices gouvernementales.

Kibungo et toute sa région ont été le théâtre de tueries massives durant plus de deux semaines. Jusqu'à ce que cette zone située dans la partie est du Rwanda passe sous le contrôle des combattants du Front patriotique rwandais (FPR). Les familles des deux petites Olive ont été entièrement anéanties. Elles, elles se sont enfuies et cachées dans la brousse. Comment y ont-elles survécu ? Je ne sais pas. Lorsque je les ai rencontrées, elles ne disaient pas un mot. Impossible de leur faire desserrer les dents. Figures tristes et fermées.

Cette rencontre s'est produite sur une piste nous conduisant à Mulindi, au retour de Kibungo. Notre 4 x 4 rejoint un camion. Le chauffeur nous fait signe d'arrêter. Il nous dit avoir recueilli deux fillettes, voilà une semaine, dans une bananeraie. Elles ont été nourries et soignées. Depuis, par petites étapes, elles ont été rapprochées de Cyondo, où se trouve un « centre de réhabilitation » créé par le FPR. Puisque c'est notre direction, ne pourrions-nous pas les prendre à bord ?

Les deux fillettes changent de véhicule ; 25 kilomètres de piste nous sé-

parent encore de Cyondo. Plus d'une heure de trajet. Nous tentons de les faire sourire, mettant les lunettes de plastique de l'une, ou jouant avec la poupée de l'autre. En vain.

Cyondo. Je prends une furtive photo avant de les quitter. C'est un « centre » dirigé par le major Rugigana. Une réalisation qui ne cesse, par la force des choses, de diversifier ses activités. A l'origine, lieu de formation professionnelle pour adultes (menuiserie et confection notamment), il accueille désormais des handicapés et des combattants blessés. Un bâtiment est réservé à l'accueil des orphelins.

Une dernière précision : n'allez pas vous imaginer Cyondo comme une sorte de dépotoir où les victimes des atrocités s'empileraient à l'aveuglette. Comme presque toutes les constructions rwandaises, les bâtiments sont en matériaux précaires. Mais l'organisation du « centre » fonctionne à la perfection. Et le personnel d'encadrement est de qualité : qu'il s'agisse de la rééducation des blessés, de la formation professionnelle ou des soins aux enfants.

J. C.

L'assassinat de Mme Gicanda

Jean Chatain

L'Humanité, 21 mai 1994, page 9



FIGURE 6 – Les accords d'Arusha, une condition « sine qua non » d'un retour à une « vie normale ». Jean Chatain (L'Humanité, 21 mai 1994, page 9)

De notre envoyé spécial au Rwanda.

TOUS les racismes secrètent ce que l'on pourrait appeler des meurtres rituels : l'assassinat de personnes ou de familles choisies parce que, pour une raison quelconque, elles apparaissent comme plus particulièrement symboliques de la communauté persécutée. Ainsi à Butare, du meurtre de Mme Rosalie Gicanda.

Il s'agit de l'épouse âgée du défunt roi Mutara Rudakingwa⁸. Se tenant à l'écart de la vie politique, elle n'a, à aucun moment, tenté de jouer d'une quelconque nostalgie monarchiste (d'ailleurs inexistante au

Rwanda), mais, dans un pays où la protection sociale se limite aux « œuvres » privées, avait gagné une énorme popularité par son action en ce domaine. Sa fortune personnelle y était consacrée, m'assure le Rwandais qui témoigne. Mais voilà, elle était tutsie.

« Cette dame était ce que l'on appelle la charité. Elle s'occupait des orphelins, elle se donnait pour les pauvres, pour les gens dans le malheur, sans distinction d'ethnies, tutsis ou hutus. » Mon interlocuteur réfléchit un instant, puis trouve cette expression, reflet de la profonde imprégnation catholique du pays : « C'était une dame sans péché ».

8. Mutara Rudahigwa

Lorsque commencent les massacres de Butare, les tueurs viennent aussitôt chez elle. « Ils l'ont dénudée et battue. Longtemps. Ensuite, ils l'ont coupée en morceaux. Je ne trouve pas de

mots pour vous en parler plus longtemps. C'est trop! Elle était l'exemple des dames de ce pays. Elle ne faisait que le bien. »

JEAN CHATAIN



Dans la région de Kibungo, les corps massacrés par les forces gouvernementales s'empilent et pourrissent.

FIGURE 7 – Dans la région de Kibungo, les corps massacrés par les forces gouvernementales s'empilent et pourrissent. Jean Chatain (L'Humanité, 19 mai 1994, page 10)

Journalistes massacrés sur ordre

Jean Chatain
L'Humanité, 23 mai 1994, page 5



FIGURE 8 – Des femmes et des enfants fuient les massacres. Jean Chatain (L'Humanité, 20 mai 1994, page 11)

De notre envoyé spécial au Rwanda.

« **P**OUR avoir provoqué les forces armées rwandaises, pour avoir souillé la mémoire de notre héros, pour avoir pris la tolérance du peuple rwandais pour de la faiblesse, pour t'être publiquement déclaré admirateur de notre ennemi, l'ignoble Rwigema, pour être nuisible à la so-

ciété rwandaise, tu es condamné à mort. Nous allons te tuer. »

Cette lettre a été reçue par le journaliste André Kameya (fondateur du journal « Liberté d'Afrique Agata-shya ») en novembre 1991. La feuille sur laquelle avait été tapé le texte était à l'entête du ministère de la Défense nationale. Signature : « Les compagnons d'armes du colonel Rwendeye ». André Kameya faisait alors parvenir un double à notre journal, qui en reproduisait le fac-similé dans son numéro du vendredi 22 novembre 1991. Accompagné d'un article, « Une bavure parmi d'autres », où Claude Kroës protestait notamment contre la présence du dictateur Habyarimana au sommet de Chaillot, quelques mois après avoir été présent à celui de La Baule comme hôte officiel de l'Elysée.

A Mulindi, quartier général du Front patriotique, j'ai lié connaissance avec un journaliste rwandais, Faustin Kagame, qui travaille pour une agence de presse de Lausanne. Dans notre discussion, j'évoque ce genre de menace de mort officiellement expédiée aux intellectuels rwandais manifestant leur liberté de pensée. Faustin réagit aussitôt : André Kameya était l'un de ses amis ; avec lui et un autre journaliste, Vincent Rwabukwisi, surnommé Ravi,

ils ont créé une revue culturelle ronéotypée, « Bukeye Neza », qui diffusa quelques numéros.

« Tous deux ont été assassinés par la garde présidentielle à leur domicile dès le 7 avril - m'informe Faustin Kagame -, André Kameya a été massacré avec sa famille. Ravi a lui aussi été tué par un commando, mais je ne sais pas ce que sont devenus son épouse et ses enfants. » Il m'apprend aussi que les deux journalistes avaient fait partie en 1993 de l'équipe fondatrice du PSR (Parti socialiste rwandais), un mouvement de gauche qui n'a pas eu le temps matériel de se constituer une assise populaire. La plupart des membres de cette équipe ont été assassinés dans les premières heures des massacres. Leurs noms et adresses figuraient visiblement sur les listes remises aux tueurs.

« Ravi a cherché à fuir - poursuit Faustin Kagame -, il a été tué alors qu'il tentait de se réfugier dans un couvent. A la fin 1991, il avait rendu publique la lettre de condamnation à mort que lui aussi avait reçue. Il l'avait accompagnée d'un article qui avait fait grand bruit. Ravi s'y adressait à ses futurs assassins. Il leur disait : tuer, vous savez le faire. Si un jour vous arrêtez, ce serait plutôt ça la nouveauté... »

De l'apartheid au génocide

Jean Chatain
L'Humanité, 27 mai 1994, page 11

Au pouvoir depuis 1973, la dictature de Kigali a porté au rouge les mécanismes de divisions « ethniques » forgés durant la période coloniale. Les massacres en cours visent à perpétuer le système raciste.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

« **I**L faut couper les têtes des Tutsis et que, par un cours chemin qui est le Nil, ils retournent ainsi chez eux en Abyssinie... Cet appel au génocide a été prononcé en décembre 1992 par Léon Mugesera⁹, membre du Comité exécutif du MRND (Mouvement national pour le développement, le parti au pouvoir), et, à ce titre, l'un des premiers lieutenants du général dictateur Habyarimana. Avec un an et demi d'avance, il annonçait les dizaines de milliers de cadavres charriés par la rivière Akagera, jusqu'au lac Victoria, en plein Ouganda.

Cette phrase condensait tout le discours raciste sous-jacent à la thèse du « conflit interethnique » mis en avant par les organisateurs des massacres et leurs soutiens internationaux. Frappant essentiellement (mais non exclusivement) la minorité tutsie, ces pogroms visent à fanatiser la population hutue, afin de la regrouper derrière un « gouvernement intérimaire » autoproclamé et se présentant comme l'incarnation de la pureté raciale du peuple rwandais. Les milices gouvernementales étant censées constituer le bras armé de la « colère populaire

spontanée ».

Cette « racialisation » de la différence traditionnelle entre Hutus et Tutsis remonte à la période coloniale dont elle est, en quelque sorte, le fruit empoisonné. Auparavant, cette division caractérisait avant tout la société féodale, dont elle reflétait la hiérarchisation et les conflits en découlant, mais elle était dépourvue de tout prolongement raciste. Ce que le programme politique adopté par le Front patriotique rwandais en 1992 résume dans son introduction par cette phrase : « Les vocables Hutu, Tutsi, Twa avaient une connotation plus sociale qu'ethnique. »

Selon une politique de division, qui fut également mise en œuvre sous d'autres cieux et par d'autres métropoles coloniales, les occupants allemands puis belges jouèrent la carte des inégalités sociales préexistantes, attribuant à la minorité tutsie (à dominante pastorale et dont était issue la famille royale régnante) un rôle de relais du pouvoir colonial. A cette fin, ils forgèrent de toutes pièces un discours « anthropologique » directement emprunté aux théoriciens racistes du XIX^e siècle, comme Gobineau. Les hiérarchies sociales furent « justifiées » comme autant de hiérarchies ethniques et donc, à ce titre, inscrites dans la nature et l'histoire.

9. Léon Mugesera

La stratégie du diviser pour régner

Dans cette optique, les Hutus furent définis comme composante du peuple bantou ; les Tutsis comme descendance du peuple « abyssin », une invasion nilotique au XIII^e siècle étant évoquée pour les besoins de la cause. Avec, au passage, cet argument adressé aux Tutsis : vos origines vous différencient non seulement des « races » africaines, mais font de vous des cousins éloignés des Européens.

Alors que Hutus et Tutsis parlent la même langue (le kinvarwanda) et sont de culture identique, le pouvoir colonial les opposa en une plèbe et une aristocratie « ethniquement » hétérogènes. L'administration belge sélectionna délibérément une frange de la minorité tutsie pour lui ouvrir exclusivement l'école et lui faciliter l'acquisition de richesses, posant ainsi le modèle d'une élite nouvelle occidentalisée.

C'est dans ce contexte que se constituèrent, à la fin des années cinquante, les premiers partis politiques rwandais. Sur des bases à la fois « ethniques » et régionales. Après l'accession du pays à l'indépendance (1^{er} juillet 1962), sous l'égide du parti MDR-Parmehutu (Mouvement démocratique républicain - Parti du mouvement de l'émancipation hutue), le gouvernement rwandais reprit à son compte la stratégie de la division pour régner, mise au point par le pouvoir colonial. Les luttes internes qui se déroulèrent en son sein furent ponctuées de massacres « ethniques » périodiques, et par un exode massif, frappant surtout les Tutsis. Elles culminèrent avec le coup d'Etat militaire du 5 juillet 1973, suivi de la création du Parti unique MRND, dispositif central de la

Deuxième République rwandaise.

Division ethnique et géographique

Non seulement ce régime perpétua lui aussi la politique de division antérieure, mais il la systématisa à un niveau jamais atteint pour en faire le justificatif absolu de la dictature. A l'ancienne division, fondée sur l'appartenance communautaire, le gouvernement Habyarimana ajouta une nouvelle division du peuple fondée sur l'origine régionale. L'apartheid ethnique fut grossi d'un véritable apartheid géographique, le clan familial au pouvoir se présentant comme l'incarnation de la pureté raciale et culturelle du peuple rwandais, son protecteur naturel contre les corps étrangers menaçant sa cohésion. Le cumul des fonctions politiques et administratives finit par instituer une oligarchie de type clanique et mafieux. Cas extrême, la haute direction de l'armée : la très grande majorité des officiers supérieurs est originaire de la région où naquit le dictateur Habyarimana, les trois quarts des hommes de troupe eux-mêmes furent longtemps recrutés dans la partie nord du pays.

Codifiée sous le concept « équilibre ethnique et régional », cette politique de discrimination et de clientélisme fut inscrite dans la loi : les papiers d'identité doivent mentionner l'origine non seulement ethnique, comme déjà du temps de la colonisation, mais aussi régionale du titulaire (un Hutu du Sud ne « pesant » pas la même citoyenneté qu'un Hutu du Nord, plus proche du gang familial au pouvoir depuis une vingtaine d'années). C'est ce système que menaçaient de plein fouet les accords d'Arusha et les perspectives de

démocratisation ouvertes par ces derniers. Et c'est lui que le « gouvernement intérimaire » autoproclamé tente de pérenniser par l'extermination de ses adversaires politiques et par la folie raciste. Il compte aussi pour cela sur ses soutiens internationaux : déjà en 1990, puis en 1992, l'intervention militaire de la France lui avait sauvé la mise.

JEAN CHATAIN

Que veut le Front patriotique rwandais ?

Jean Chatain
L'Humanité, 1^{er} juin 1994, page 13

Le FPR avait rendu public son projet politique en 1992 qui vise à réaliser l'unité nationale et la création d'une démocratie.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

« C'EST une lutte entre les forces démocratiques et la dictature. » Pour Théogène Rudasingwa, secrétaire général du Front patriotique rwandais (FPR), les massacres du Rwanda ne peuvent être décrits en termes ethniques. « La guerre actuelle a éclaté au moment où l'ancien régime s'est vu menacé par une nouvelle alliance entre Tutsis et Hutus, qui formaient en commun des partis d'opposition », vient-il d'affirmer, en assurant que, « par bonheur, nous ne sommes plus une organisation uniquement tutsie. Nous sommes la seule force capable d'arrêter les massacres et cela, les Hutus qui sont des victimes exactement comme les Tutsis le savent aussi ».

Ces déclarations s'inspirent du programme du FPR, adopté en 1992. L'objectif annoncé est d'en finir avec le régime d'apartheid à la fois ethnique et géographique instauré par la dictature. Le double axe - créer les conditions de l'unité nationale et celles d'une véritable démocratie - est toujours valable aujourd'hui.

Le FPR fixe comme préalable à l'émergence d'un régime républicain le rejet de la corruption qui gangrène le système autocratique né du coup d'Etat de 1973 et lui donne sa « cohérence », celle d'un parasitisme insti-

tutionnalisé. La corruption de l'équipe au pouvoir explique aussi la dégradation d'une économie modelée selon les critères exclusifs du commerce international, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation. Se fixant comme objectif, à terme, « de construire une économie autosuffisante », le FPR pose le principe d'une réforme foncière, condition et moyen d'une politique de développement rural (90% de la population rwandaise vivent de l'agriculture).

« L'administration belge nous a légué un pays déchiré par les dissensions intestines. A l'accession du pays à l'indépendance, les autorités de la première république ne se sont guère souciées de l'unité nationale mais ont plutôt développé les dissensions. (...) La politique d'équilibre régional et ethnique, pilier de la deuxième république, a favorisé l'émergence de rivalités interrégionales qui se sont ajoutées aux rivalités interethniques. »

A l'opposition entretenue entre les Hutus et la minorité tutsie, est venue s'ajouter une opposition entre le Nord, fief du gang gouvernemental mis en place par Habyarimana, et les autres régions du pays. Un exemple de « la systématisation de cette division » : les références d'origine ethnique et régionale que doivent comporter les documents administratifs de chaque Rwandais.

Cette obligation a du même coup créé les conditions du génocide en cours. Les milices gouvernementales n'ont qu'à s'adresser aux préfets et bourgmestres pour se faire remettre les

listes exhaustives des familles tutsies. Le crime contre l'humanité n'a pu atteindre cette ampleur que dans la mesure où les pouvoirs publics eux-mêmes en avaient préparé le terrain.

Mettant l'accent sur l'unité de langue et de culture du peuple rwandais dans toutes ses composantes, le programme FPR appelle « à restaurer et à consolider l'unité du peuple rwandais ».

Passé d'un pouvoir féodal à l'oppression coloniale, puis au système raciste qui caractérise l'actuelle dictature, le Rwanda n'a jamais connu de démocratie. Parti unique jusqu'à la signature des accords d'Arusha, le MRND a pratiqué un embrigadement du peuple. Lorsque son pouvoir absolu lui a semblé être remis en cause,

il a préparé l'extermination de ses adversaires politiques hutus et le génocide de la minorité tutsie. Sans doute comptait-il aussi alors sur ses soutiens internationaux (le gouvernement français, principalement) qui lui avaient déjà sauvé la mise en 1990 et en 1992.

« Il n'y a de véritable démocratie que lorsque le peuple peut élire lui-même ses représentants et les destituer chaque fois qu'il le juge nécessaire. Un pouvoir démocratique doit permettre à la population la libre participation à la gestion de la chose publique et lui donner la faculté d'influer sur le destin du pays. Il doit coller au respect des libertés individuelles et des droits de l'homme », propose le FPR.

JEAN CHATAIN

De Nyamirambo à la colline des Tutsis, récit d'un génocide

Jean Chatain

L'Humanité, 2 juin 1994, page 13

Dans un quartier de Kigali, les tueurs de la milice sont repoussés par les familles de réfugiés : l'armée intervient avec des blindés. Même chose dans le sud du pays chaque fois que la population hutue refuse les ordres de la dictature.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

NYAMIRAMBO, un quartier situé non loin du centre-ville de Kigali. Egalement appelé par les habitants de la capitale rwandaise le « quartier musulman ». Commencés par une vague d'assassinats politiques perpétrés par la garde présidentielle, les massacres des familles tutsies s'amplifient à la mi-avril. Les casques bleus présents dans le pays (ils étaient alors 17.000) s'abstiennent de quelque initiative que ce soit, en dehors de l'évacuation des ressortissants européens.

Les milices gouvernementales exterminent de façon systématique, passant d'un pâté de maisons à l'autre. A Nyamirambo, elles se heurtent à la résistance organisée des familles qui s'y sont réfugiées. Au point de contraindre les miliciens à faire marche arrière. Ce sont alors les FAR (Forces armées rwandaises) qui prennent le relais avec des véhicules blindés. La résistance est brisée par un déluge de feu. Place nette est faite aux tueurs. Ils reviennent alors, armés de grenades et de machettes.

Tous les témoignages que j'ai recueillis auprès de survivants

confirment le caractère prémédité des massacres qui ensanglantent le Rwanda depuis le 7 avril. Rappelant que le Front patriotique rwandais (FPR) avait signé un accord le 4 août 1993 avec le pouvoir en place à Kigali, Alexis Kanyarengwe, président du Front patriotique, déclare : « Le groupe de Juvénal Habyarimana n'a jamais permis la mise en application de cet accord. Chaque fois, il trouvait un prétexte pour reporter la mise en place des institutions de la transition. Pendant ce temps-là, il activait la formation de milices en les dotant d'armes venues d'Afrique du Sud, avec l'appui de certaines autorités françaises. »

Une tuerie qui n'a rien d'aveugle

« Le plan était prémédité et préparé depuis longtemps. Il s'agissait de mettre au point une opération d'élimination de toute personne appartenant à l'opposition, puis de provoquer une guerre civile en se servant du prétexte ethnique. Quant à l'« accident » du président, tout ce que nous savons, c'est qu'il a eu lieu dans la zone contrôlée par sa garde présidentielle, opposée à la réalisation des accords d'Arusha. »

Certains commentateurs français parlent de « massacres interethniques sur fond de guerre civile. » Il y a là un double mensonge par omission. La première partie de la phrase rend responsables des atrocités les deux camps en présence. Or les massacres ont exclu-

sivement visé les adversaires politiques de l'ex-parti unique MRND et son allié CDR, puis la minorité tutsie promue par la dictature au rôle de victime expiatoire. La seconde partie de cette même assertion inverse l'ordre des événements. Ce n'est pas la reprise de la guerre civile qui a provoqué le génocide, ce sont les massacres qui ont précédé et entraîné la reprise des affrontements militaires entre les forces du FPR et celles de la dictature.

Et ce sont ces dernières qui, comme à Nyamirambo, ont organisé une tuerie n'ayant d'aveugle que l'apparence. Pogromes à l'encontre d'enfants, de femmes et d'hommes coupables d'être tutsis ou démocrates hutus. Selon une démarche rappelant celle du nazisme, et que Jean-Pierre Chrétien, spécialiste au CNRS de l'Afrique orientale, résume dans nos colonnes par ce titre historiquement évocateur : « Peste brune en Afrique noire ».

Autre « oublié » de ces mêmes commentateurs : l'opposition politique non armée à la dictature. Quatre partis étaient représentés dans le « gouvernement de transition à base élargie » né des accords d'Arusha. Le Parti social-démocrate (PSD), le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti libéral (PL), le Mouvement démocratique rwandais (MDR). Leurs dirigeants, principalement des opposants hutus, ont été assassinés à leur domicile dès le 7 avril. Aujourd'hui, les survivants de ces formations accusent. « Les organisations proches de la dictature ont voulu ces massacres », déclare Joseph Nsengimana (PL). « Les massacres en cours avaient été planifiés », insiste Joseph Mdahajo (MDR).

Des survivants ? Impossible

Dans le sud du pays, toujours aux mains des forces gouvernementales, les massacres se poursuivent. Pascal Munyampirwa me parle de la lettre que son frère, l'abbé Modeste, a réussi à lui faire parvenir depuis le Zaïre où il a trouvé refuge après avoir rejoint la Tanzanie. Il lui narre l'assassinat collectif de leur famille et de leurs voisins, tous ceux qui habitaient la « colline des Tutsis », isolée en plein pays hutu. Une horreur à l'état brut, qui, comme dans le « quartier musulman » de Kigali, a été voulue par le pouvoir.

Le préfet de Cyangugu, Emmanuel Bagambiki, fait le tour des villages hutus environnant la « Colline des Tutsis ». Il cherche à recruter des tueurs pour le massacre projeté. Dans cette partie du Rwanda, la dictature n'a pu constituer les groupes de miliciens qui lui ont servi de masse de manœuvre ailleurs, en particulier dans les régions du nord où elle était beaucoup plus fortement implantée. Les Hutus refusent d'obéir à l'émissaire de la dictature et lui signifient son départ. Le préfet quitte effectivement les lieux pour revenir quelques heures plus tard. Accompagné de quatre camions chargés de militaires en uniforme.

Sur la « Colline des Tutsis », plus de trois cents personnes habitaient et travaillaient. Des paysans. « Le préfet a donné l'ordre d'exterminer tout le monde, me raconte Pascal, la lettre de son frère à la main, mon oncle et ma tante ont été brûlés vifs dans leur maison. Mon frère Antoine et sa famille, tous massacrés. Mes amis d'école... Sur la « Colline des Tutsis », on ne trouvera sans doute plus personne. »

Il est très difficile d'entendre un tel récit sans avoir la réaction maladroitement

de celui qui cherche à dire que tout espoir n'est peut-être pas perdu. La phrase de Pascal est effroyable car elle révèle la conviction qu'aujourd'hui, au Rwanda, le pire est toujours sûr : « Des survivants ? Mon frère ne pense pas qu'il puisse y en avoir. Et s'il y en a, ils sont condamnés à mourir. Mon frère a été l'un des derniers à pouvoir franchir la frontière. Après, l'armée gouvernementale a barré la route. Et, au nord,

il y a les miliciens battant en retraite. Pris entre les deux, comment échapper ? »

« Je croyais ma famille déjà passée de l'autre côté. Mais, bien sûr, il y avait beaucoup de barrages : Butare, Cyan-gugu, Gisenyi... Alors, ils n'ont pas pu. Et, conclut Pascal, avec un ton monocorde, partout là-bas, alors que nous parlons, les massacres continuent. »



FIGURE 9 – Notre envoyé spécial, Jean Chatain, sur le pont de Rusumo, à la frontière tanzanienne, enjambant la rivière Akagera, qui charrie des milliers de cadavres. (L'Humanité, juin 1994, page 13)

Les appels au meurtre ont précédé le génocide

Jean Chatain

L'Humanité, 3 juin 1994, page 14

Plusieurs mois avant le déferlement des tueurs rwandais sur tout le pays, déclenché le 6 avril dernier, Radio-Mille Collines et les milices gouvernementales appelaient à « couper les têtes des Tutsis ».

De notre envoyé spécial au Rwanda.

« **L**ES masses populaires se soulèveront avec l'appui de l'armée, et il y aura beaucoup de sang qui sera versé. Que Roméo Dallaire (le général canadien commandant des forces de l'ONU présentes au Rwanda) et la MINUAR se le tiennent pour dit »...

Cette déclaration est extraite de la revue « Kangura », éditée par la Coalition de défense de la république (CDR), la composante la plus extrémiste du gang gouvernemental. Précision : il s'agit d'un article paru dans son numéro de janvier dernier, donc avant la mort, le 6 avril, du général Habyarimana, qui fournit le prétexte aux assassinats politiques et aux massacres perpétrés par la garde présidentielle, les milices gouvernementales et une partie des forces armées rwandaises. Le titre était sans ambiguïté : « Qui sera rescapé de la guerre de mars ? » La prophétie ne se trompait donc que de quelques jours. La tuerie a commencé à Kigali au cours de la nuit du 6 au 7 avril. Dès le jour suivant, elle se généralisait au pays dans son ensemble.

De telles annonces n'avaient cessé de se multiplier au cours de l'année

1993. Souvent même avant : « Il faut couper les têtes des Tutsis et que, par un court chemin qui est le Nil, ils retournent ainsi chez eux en Abyssinie », avait ainsi déclaré, fin 1992, Léon Mugesera, dirigeant du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND - l'organisation de Habyarimana), au cours d'un meeting public. Il annonçait ainsi les dizaines de milliers de cadavres charriés par la rivière Akagera jusqu'au lac Victoria, proche de Kampala, la capitale ougandaise.

Début 1994, Radio-Mille Collines, émettant depuis Kigali, diffusait de véritables appels au génocide à travers ses diverses émissions. Elle a continué depuis : le signal des massacres de Butare, ville préfecture située au sud de Kigali, a été très ouvertement donné sur les ondes de cette radio par un porte-parole du « gouvernement intérimaire » autoproclamé.

Parler de commission d'enquête sur les responsabilités des massacres, comme viennent de le faire l'ONU et certaines capitales européennes, est en soi une chose positive, encore convient-il de ne pas feindre une naïveté qui ne saurait être de mise. Le génocide n'est pas survenu comme un coup de tonnerre dans un ciel jusqu'alors serein : les chefs des assassins avaient balisé le terrain et abondamment prévenu de leurs intentions criminelles. A la seule exception, semble-t-il, des officiers commandant les casques bleus, tout le monde au Rwanda savait que le clan gouvernemental préparait un bain

de sang pour contrecarrer les accords démocratique.
d'Arusha, conclus l'été 1993 et qui pré-
voyaient la transition vers un régime

JEAN CHATAIN

Massacre avec préméditation dans l'église de Zaza

Jean Chatain

L'Humanité, 6 juin 1994, page 17

Le carnage a été conduit par les hommes du pouvoir. Ceux-ci vérifiaient parmi les cadavres que leurs « listes » avaient servies aux assassins.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LES récits de massacres peuvent être d'une effroyable monotonie. L'horreur a un seul visage, partout le même. Au point d'amener les témoignages des survivants à paraître interchangeables. Byumba, au Nord-Est, Kibungu ou Rwamagana dans le Centre, Butare dans le Sud, où les milices gouvernementales continuent de tuer au moment où ces lignes sont écrites... Les pogroms se sont déroulés selon un schéma identique, ce caractère répétitif confirmant et illustrant leur préméditation. Pourtant, chaque témoignage garde intacte sa force individuelle d'épouvante, tant il est impossible de s'habituer à l'inhumain.

J'ai rencontré l'abbé Jean-Léonard Nkurunziza, à l'hôpital de Gahini, non loin de Kibungu, où sont rassemblés les blessés rescapés des massacres des communes avoisinantes. Lui-même était curé de Zaza, municipalité située à une soixantaine de kilomètres plus à l'ouest. Une région elle aussi ravagée par les milices relayées par les forces armées rwandaises.

« Depuis au moins quatre mois, les groupes de miliciens MRND et CDR recevaient des entraînements militaires, raconte l'abbé Nkurunziza. Le principal de ces groupes était localisé dans la commune voisine de Sake : en

viron 400 miliciens, organisés par le député MRND Sylvain Mutaruka. On les voyait se promener avec des grenades à la ceinture, ouvertement. Nous nous attendions au massacre, un jour ou l'autre. »

« Ils avaient élaboré des listes de gens à exécuter. Tous ceux qui n'acceptaient pas le système fondé sur une discrimination à la fois ethnique et régionale étaient catalogués opposants. Des tracts avaient été lancés, assurant que l'opposition se préparait pour liquider la population hutue. »

« Le massacre a commencé par Sake. Le député et le bourgmestre y avaient concentré les miliciens de la commune et ceux de trois secteurs voisins de notre paroisse (les « secteurs » sont une subdivision administrative de la commune rwandaise - NDLR). Dès le 7 avril, juste après la mort du président Habyarimana. Durant la nuit précédente, Radio Mille Collines avait diffusé un véritable appel au meurtre collectif. Un autre député, Jean Bosco Jyamubandi, a participé à l'organisation des massacres. Samedi 8 avril, les rescapés de Sake ne cessaient d'arriver à notre paroisse. »

« Vers 16 heures, ils étaient sans doute plus de mille autour de l'église. Tout autour, des miliciens, qui étaient venus de Sake, nous jetaient des pierres. Ils sont entrés en force le dimanche après-midi. Il y a eu au moins 600 morts à ce moment-là. Les survivants s'enfuient et se réfugient dans l'établissement du petit séminaire. Ils sont rejoints par d'autres, venant des

communes avoisinantes. Lundi, nous devions être 800 personnes au petit séminaire. Le massacre y a repris le mardi, à partir de midi. Nous sommes six à nous en être échappés : quatre prêtres et deux garçons. »

« Certains miliciens disaient : “Non, pas les prêtres.” Nous sommes restés étendus sur le sol jusqu’à 7 heures du soir. Des gendarmes arrivent et lancent : “On va vous évacuer.” Pendant ce temps, tout le monde a été tué. Les enfants compris. »

L’abbé Nkuruniziza fuit jusqu’à Rukara, commune voisine de Gahini. Il y arrive au moment même où le massacre se déchaîne là aussi. « Ils jetaient des grenades pour “intimider”. J’ai vu

des militaires fouiller les maisons et menacer : “On va vous tuer.” Ils faisaient du chantage également : “Donne de l’argent, sinon...” Moi, j’ai dû donner ma montre. La fin de cette tuerie n’est survenue que lorsque le FPR est arrivé et nous a libérés. »

Le curé de Zaza revient en arrière. Aux heures interminables passées couché au sol, dans l’incertitude de son sort personnel. « Il y avait des personnes qui venaient pour vérifier après coup. Elles demandaient si, parmi les cadavres, figurait bien untel ou untel. C’était ces personnes qui étaient chargées de contrôler que les listes des gens à assassiner avaient bien été suivies. »



Devant l’église, des dizaines de cadavres.

FIGURE 10 – Devant l’église, des dizaines de cadavres. Jean Chatain (L’Humanité, 6 juin 1994, page 17)

Hypocrisie à Washington

Jean Chatain
L'Humanité, 11 juin 1994, page 11

N'EMPLOYEZ pas le terme « génocide » à propos du Rwanda... Consigne donnée par l'administration Clinton à ses porte-parole, révélait vendredi le « New York Times ». Comme il n'est pas possible de feindre d'ignorer les centaines de milliers de victimes faites par les milices gouvernementales, depuis le 7 avril dernier, utilisez le conditionnel : « Des actes de génocide ont peut-être été commis... » Cette hypocrisie viserait à éviter une comparaison entre ces « exactions » et d'autres exterminations massives, comme celle perpétrée par les Khmers rouges au Cambodge. Sans doute aussi à éviter des frictions avec certains partenaires du Conseil de sécurité qui, à la fin avril, avaient déjà refusé de reconnaître le génocide en cours. Le gouvernement français en particulier, soucieux d'esquiver ses responsabilités en tant que soutien inconditionnel à la dictature, avait alors opposé son veto.

Les charniers abondent au Rwanda et leur nombre ne cesse d'augmenter. La photo ci-dessus a été prise à Rukara, une commune de la préfecture de Kibungo. Entre sept cents et huit cents

cadavres pourrissent sur la place centrale ou fermentent dans les bâtiments avoisinants. Partout ailleurs, on bute sur les cadavres des fuyards rattrapés et assassinés par les tueurs commandés par le bourgmestre et encadrés par la gendarmerie. La municipalité d'à côté, Kiziguro, contient un puits devenu la fosse commune pour sept cents autres victimes. Deux catégories parmi elles : les opposants hutus à la dictature et les familles tutsies, cette communauté ayant été promue au rôle de victime expiatoire par un clan présidentiel soucieux de raffermir un pouvoir absolu menacé par la signature des accords d'Arusha.

Une « tactique » qui n'est pas sans évoquer d'autres massacres en d'autres lieux et en d'autres temps : l'extermination au début du siècle des Arméniens, à l'initiative du gouvernement turc lui-même. Là aussi, le signal des pogroms était venu du plus haut niveau de l'Etat et leur finalité était politique. Et là aussi, il s'agissait d'un génocide, donc d'un crime contre l'humanité, au sens où cette notion fut définie lors des procès de Nuremberg.

Jean Chatain

Témoin d'un génocide

Jean Chatain

L'Humanité, 13 juin 1994, page 9

PRÉFECTURE de Kibungo. L'énumération des communes la composant revient à celle des charniers laissés derrière elles par les milices et les troupes « régulières » reculant devant les troupes du FPR. Partout des monceaux de cadavres et entre deux villages, des pistes jonchées de corps en décomposition, ceux des fuyards rattrapés par les assassins gouvernementaux. Enfants, femmes et hommes, dans un immonde mélange.

Ce n'est pas tout à fait exact. Souvent, des linges signalent les bébés et les enfants en bas âge. Leurs corps ont, presque sans exception, été recouverts. Certes, il n'y a pas de limites dans l'atrocité, mais il y a une sorte de frontière psychologique où, sans que l'on sache exactement pourquoi, les survivants craquent : une horreur dans l'horreur que l'on ne peut supporter et que l'on voudrait cacher à la face du soleil. Dans ce cas précis, elle porte un nom : le cadavre mutilé d'un gosse.

L'orphelinat du père Blanchard, dans le quartier de Nyamirambo, à Kigali, n'existe plus. Les milices sont passées par là. Comme elles sont passées à Byumba, à Kibungo, à Rukara,

à Rwamagana... Comme elles massacrent toujours à Butare et dans les communes du Sud encore détenues par les troupes de la dictature. A Rusumo, le pont qui enjambe la rivière Akagera marquant la frontière avec la Tanzanie, les corps des suppliciés ne cessent de tourbillonner avant de disparaître derrière le méandre suivant. En sept minutes, j'ai compté ainsi 6 cadavres. Dont ceux de 2 enfants. A peine une tache noire sur les flots.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, Paris s'est opposé à l'emploi du terme « génocide » ; Washington vient de diffuser une consigne à ses porte-parole pour qu'ils fassent de même... Devant cette hypocrisie, le massacre des enfants rwandais - ceux des familles tutsies et ceux des familles des opposants hutus à la dictature - prend valeur de gifle : il est la preuve du crime contre l'humanité perpétré par le gouvernement de ce pays. « Une machine à tuer son peuple », expression que j'ai entendue juste après que l'on m'eut fait voir le puits de Kiziguro, devenu fosse commune pour plus de 700 martyrs.

Jean Chatain

Rwanda : massacre à l'orphelinat

Jean Chatain

L'Humanité, 13 juin 1994, page 9

Les milices gouvernementales poursuivent les tueries. Dans un quartier de Kigali, un établissement géré par les Pères blancs a été pris d'assaut.

NYAMIRAMBO, quartier de Kigali. Les massacres ont débuté dès la nuit du 6 au 7 avril. Première phase, l'assassinat des adversaires politiques de la dictature. Puis est venu le temps du carnage de la minorité tutsie.

Des miliciens gouvernementaux viennent d'assassiner 170 personnes, principalement des enfants, qui avaient cherché refuge dans une mission religieuse de Nyamirambo. Vendredi, les miliciens font irruption dans la mission en affirmant qu'ils allaient « évacuer » les orphelins. Les « Interahamwe » (expression que l'on pourrait traduire par : « ceux qui tuent ensemble ») sont commandés par un certain Kingi, dont la réputation de massacreur n'est plus à faire. Le père Henri Blanchard, un Français, et le père Otto Mayer, un Allemand, refusent d'ouvrir la porte du bâtiment. Les miliciens attaquent celle-ci à la hache et lancent des grenades. Puis ils embarquent les otages dans un camion. Le véhicule fera plusieurs allers et retours. Jusqu'à épuisement du « stock ».

Le père Mayer cherche du secours au collège Saint-André, où des soldats de l'armée régulière sont casernés. Il est arrêté à un barrage où on lui ordonne de rebrousser chemin. Lors d'une seconde tentative, un fonctionnaire du gouvernement lui donne l'au-

torisation de franchir le barrage. Un peu plus loin, il aperçoit le camion qui avait « évacué » les otages : « Il y avait dix cadavres sur le sol et dans le camion. On en a reconnus quelques-uns ». Puis le religieux poursuit : « Les miliciens pensent que s'ils tuent tous les tutsis, ils régleront le problème et mettront fin au conflit. »

L'appel au secours lancé par le père Mayer était condamné à l'avance. Miliciens, gendarmes et soldats gouvernementaux ont maintes fois prouvé leur complicité dans le génocide en cours. Vers la mi-avril, les milices se heurtent à la résistance organisée des familles tutsies réfugiées à Nyamirambo : elles font alors marche arrière et appellent les FAR (Forces armées rwandaises) à la rescousse ; celles-ci prennent le relais et interviennent avec des véhicules blindés.

La résistance des familles tutsies est écrasée au canon et à la mitrailleuse. Jusqu'à ce que place nette soit faite aux tueurs, qui réapparaissent armés de grenades et de machettes. La tuerie durera plusieurs heures.

L'ambiguïté du Quai d'Orsay

En fait, les massacres ne se sont jamais arrêtés au Rwanda, sauf dans les zones libérées par le Front patriotique. A Kigali, l'offensive du FPR s'est intensifiée dimanche à l'aube, ses forces avançant notamment vers Nyamirambo. Quatre obus tombaient dans l'après-midi à proximité de l'hôpital

du Comité international de la Croix-Rouge, dans le centre-ville, suscitant la protestation du chef de la délégation du CICR. Selon le major Jean-Guy Plante, porte-parole de la MINUAR (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), le FPR a promis d'éviter de nouveaux tirs en cette direction, même si l'hôpital demeure encerclé par les forces gouvernementales qui, elles, ont refusé de répondre aux demandes du CICR de voir les belligérants s'en écarter.

L'annonce d'un nouveau massacre à Kigali, avec une majorité d'enfants parmi les victimes, « suscite l'émotion et l'indignation de la France », affirme un communiqué du Quai d'Orsay. « Il est urgent qu'au sommet de l'OUA à Tunis, les pays de la région exercent toutes les pressions pour obtenir des parties au conflit au Rwanda l'arrêt immédiat des combats. (...) Il faut par ailleurs que la MINUAR renforcée puisse se déployer sans délai pour s'in-

terposer entre les parties. »

Cette déclaration indique-t-elle un changement dans la position du gouvernement français qui, jusqu'à ces derniers temps, s'est conduit en soutien inconditionnel de la dictature rwandaise, y compris en le ravitaillant en armements? L'ambiguïté demeure néanmoins si l'on en juge par cette seconde partie des propos tenus par le ministère des Affaires étrangères. Lors du début des massacres, la MINUAR disposait de 1.700 soldats sur place : elle les a retirés après avoir évacué les résidents européens et fermé les yeux sur les tueries en cours. Ferait-elle demain ce qu'elle a refusé hier? Que signifie le terme « s'interposer »? S'il veut dire geler les positions entre les forces gouvernementales et celles du FPR, on peut craindre que les premières garderont toute latitude pour poursuivre le génocide.

J. C.

Accablantes responsabilités françaises

Jean Chatain
L'Humanité, 17 juin 1994, page 17

DURANT des semaines, le gouvernement français avait choisi le mutisme sur le Rwanda. Du moins vis-à-vis de l'opinion publique chez nous. Ailleurs, par exemple au Conseil de sécurité de l'ONU, il continuait d'exprimer ses sympathies en s'opposant par exemple à l'usage du terme « génocide », le seul qui, pourtant, s'impose. Maintenant Paris a modifié son vocabulaire, mais a-t-il changé sa position sur le fond ? Le ministre Alain Juppé s'efforce de renvoyer les deux camps dos à dos, et, surtout, de badigeonner son gouvernement aux couleurs de la préoccupation humanitaire. Le soutien à la dictature du général Habyarimana ? Les envois d'armes à cette même dictature ? L'intervention directe sur le terrain lorsque l'insurrection populaire menaçait sa toute-puissance ? L'actuel détenteur du Quai-d'Orsay n'est au courant de rien et ne veut pas en entendre parler.

Quelques points de repère concernant les quatre dernières années. La phase actuelle de la tragédie rwandaise a débuté en octobre 1990. La dictature installée à Kigali était déjà confrontée à une offensive du Front patriotique. Elle se retourne alors vers l'Elysée et fait appel à l'aide militaire française. Laquelle lui est aussitôt accordée en vertu, paraît-il, d'un accord conclu en 1975 sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing. Une compagnie de paras arrive à Kigali, accompagnée de troupes belges. Objectif déclaré : protéger les ressortissants

étrangers. Quelques jours plus tard, les troupes belges se retirent ; le corps expéditionnaire français, lui, reste. Encore quelques mois, et il sera même renforcé.

La dictature met ce soutien à profit. En deux ans, ses forces armées passent très officiellement de 5.000 à 40.000 hommes. Ces derniers reçoivent une formation intensive distribuée par des conseillers militaires français, qui, lorsque l'occasion s'en présente, n'hésitent pas à faire le coup de feu contre les « rebelles ». Une lugubre plaisanterie circule au Rwanda à ce propos : les soldats français repéraient l'objectif, ils pointaient l'artillerie, l'officier français commandait le feu, et le seul militaire rwandais présent appuyait sur le bouton. La cible était atteinte et l'apparence sauve. Pis. Dans « l'Humanité » du 22 novembre 1991, Claude Kroës a écrit, sans avoir reçu le moindre démenti : « M^e Gillet, avocat au barreau de Bruxelles, affirme que ce sont des officiers français qui conduisent les interrogatoires musclés des combattants du FPR ». Il concluait en dénonçant cette « guerre civile où les droits de l'homme sont bafoués, où soldats français et mercenaires sud-africains assurent la pérennité d'une sanglante dictature ».

Lorsque Paris brandit les droits de l'homme pour évoquer l'initiative d'une intervention au Rwanda, une question ne peut pas ne pas être posée : veut-il refaire demain ce qu'il a déjà commis hier ?

J. C.

Paris reconnaît enfin le génocide

Jean Chatain
L'Humanité, 17 juin 1994, page 16

« GENOCIDE »... L'ampleur des pogroms perpétrés par les milices et l'armée gouvernementales rwandaises est telle que la tuerie ne peut plus être niée ou minimisée. Le ministre Alain Juppé utilise désormais ce terme, quitte à noyer les responsabilités du carnage, une façon de renvoyer dos à dos les deux camps qui s'affrontent : celui de la dictature ; celui de ses adversaires. A la limite, les victimes des massacres pourraient devenir suspectes d'avoir ambitionné de massacrer. Il suffit de brandir l'expression « extrémistes des deux côtés » pour brouiller les cartes et estomper les responsabilités.

Quitte, pour cela, à feindre une capacité d'amnésie supérieure à la moyenne. Mais quoi ! les citoyens français sont tellement tenus dans l'ignorance des réalités rwandaises. Un pays qu'ils ont d'ailleurs du mal à localiser géographiquement. Alors, même si les positions de Paris varient du jour au lendemain, il suffit aujourd'hui de parler fort pour faire oublier ce que l'on disait hier. Le sort du peuple rwandais importe peu en l'occurrence, ce qui compte c'est de sauver la face...

Fin avril dernier. Les massacres durent depuis plus de trois semaines.

Le Conseil de sécurité de l'ONU entend son secrétaire général Boutros Boutros-Ghali sur les tueries au Rwanda. Neuf heures de délibérations qui se cristallisent sur l'adoption ou non du mot « génocide » pour qualifier la boucherie. La résolution finale rejette ce qualificatif, qui aurait impliqué une accusation de « crime contre l'humanité », au sens où cette notion avait été définie lors des procès de Nuremberg. Au premier rang des opposants, le représentant de la France, mandaté pour préserver l'image de marque d'une dictature défendue et armée par Paris.

A l'époque, on parlait de 200.000 morts. Combien aujourd'hui ? 500.000, peut-être plus... Le génocide ne peut plus être nié. Le gouvernement français en prend acte, mais ne remet pas en cause son veto qui en avait interdit la reconnaissance par le Conseil de sécurité. Ce qui, accessoirement, avait permis d'esquiver la question de la présence du « gouvernement intérimaire » rwandais autoproclamé dans cette instance internationale. Au fait, cette scandaleuse participation se poursuit encore actuellement. Jusqu'à quand ?

JEAN CHATAIN.

Rwanda : l'avion présidentiel abattu par deux Français ?

Jean Chatain

L'Humanité, 18 juin 1994, pages 2-3

L'AVION dans lequel ont trouvé la mort, le 6 avril, les présidents Juvénal Habyarimana (Rwanda) et Cyprien Ntaryamira (Burundi) a-t-il été abattu par deux militaires français agissant pour le compte de la Coalition pour la défense de la République (CDR), l'aile la plus ouvertement extrémiste des partisans de la dictature ? Cette accusation était portée hier par le quotidien belge « le Soir ». Ce journal évoque « des informations qui nous sont parvenues » pour estimer qu'elles confortent « un témoignage venant de Kigali, qui rejoint, sur certains points, l'état actuel de l'enquête menée en Belgique par l'auditorat militaire ». Témoignage assurant « que l'avion aurait été abattu par deux militaires français du DAMI (Détachement d'assistance militaire à l'instruction) au service des CDR (...). Ce sont des militaires français membres du DAMI qui, jusqu'en décembre dernier, étaient restés à Kigali avant de céder la place aux casques bleus de la MINUAR, dont 450 paracommandos belges. Certains membres du DAMI ont cependant été vus à nouveau à Kigali dès février ».

Toujours selon la même source, « ces deux militaires français auraient mis des uniformes belges pour quitter l'endroit et être vus par deux soldats de la garde nationale. D'où l'accusation formelle, réitérée du côté rwandais, contre les Belges de la MINUAR, qui étaient effectivement présents à l'aéroport. Seuls quatre responsables

des CDR auraient été au courant de ce complot contre l'avion du président Habyarimana ».

Une accusation formelle

L'attentat aurait été perpétré avec un missile portable, et « il est hors de question que les deux tirs de roquettes aient pu être l'œuvre de militaires rwandais : ces derniers n'ont jamais été formés à ce type d'exercice ».

Autres précisions apportées par Colette Braeckman, journaliste du « Soir » et auteur de l'article : « Il apparaît aussi - et nous l'avons constaté sur place - que le tir est parti du lieu-dit Massaka, qui est situé à l'arrière du camp militaire de Kanombe, où se trouvait la garde présidentielle » ... Enfin, ces deux phrases effroyables, mais que l'horreur des événements dans ce pays peut rendre plausibles : « Dans les trois jours qui ont suivi l'attentat, tous les témoins éventuels ont été liquidés. Plus de 3.000 personnes ont ainsi été éliminées aux alentours de Massaka par les paras rwandais du camp de Kanombe. » Ce chiffre peut paraître extravagant, mais il faut se rappeler que, dès la fin avril, le nombre de victimes des massacres était estimé à 100.000 personnes. On parle désormais de plus de 1 demi-million. « Cette éventuelle implication de deux militaires français dans l'attentat contre l'avion du président Habyarimana suscite des questions essentielles, poursuit Colette Braeckman. Dans quel cadre

auraient-ils agi ? Ont-ils opéré en mercenaires ? Quelle aurait été la motivation d'un tel acte, qui déclencha les tueries, plongeant le Rwanda dans une tragédie sans précédent ? »

« Dans l'état actuel des informations, il est pratiquement acquis que le président rwandais, qui était soumis à une forte pression pour accepter les accords d'Arusha, avait finalement cédé lors de la réunion organisée à Dar es-Salaam par le "facilitateur" tanzanien, le président Mwinyi, et s'apprêtait, dès son retour à Kigali, à prononcer à la radio une allocution annonçant la constitution d'un gouvernement de transition à base élargie, dont cinq ministres du Front patriotique devaient faire partie. »

Une accusation absurde ?

« Cette application des accords d'Arusha, prévoyant le partage du pouvoir, mécontentait les "durs" du ré-

gime, qui avaient depuis longtemps préparé l'élimination du président Habyarimana en cas de faiblesse de sa part. »

Le Quai d'Orsay a réagi aussitôt aux accusations répercutées par le quotidien belge : « Cette allégation est absurde »... « Totalement erronée », juge Michel Roussin, ministre de la Coopération ... Elle constitue une « affabulation », surenchérit le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Nous nous garderons, pour notre part, d'émettre un jugement qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, ne pourrait qu'être prématuré. « Le Soir » a-t-il un dossier sous le coude ? A lui d'en faire la preuve. Mais les anathèmes lancés par les ministres français n'ont pas valeur de réfutation. L'histoire récente nous a appris que les barbouzes spécialisées dans les mauvais coups africains pouvaient se reconverter au service de telle ou telle dictature.

JEAN CHATAIN

Polémique sur les responsabilités françaises

Jean Chatain
L'Humanité, 20 juin 1994., page 6

LE quotidien belge « le Soir » qui, vendredi, avait évoqué l'hypothèse de la participation de deux militaires français à l'attentat ayant coûté la vie au général Habyarimana, persistait, dans son numéro de samedi : « Les démentis, venant d'autorités officielles, ne répondent pas aux questions en suspens et, dans l'état actuel de nos informations, la piste que nous évoquions hier demeure crédible, même si elle n'est évidemment pas une certitude. Des informations continuent à nous parvenir, faisant état du retour à Kigali, en février dernier, de onze militaires français qui, jusqu'en décembre, étaient membres du DAMI (Détachement militaire à l'instruction des troupes gouvernementales - NDLR) et auraient été reconnus, en civil, dans la capitale rwandaise ».

Selon Paris, cette accusation relève de « l'affabulation ». Bruxelles, plus prudent, campe sur son quant-à-soi : Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge et candidat à la présidence de la Commission européenne, pour la succession de Jacques Delors, laisse au « Soir » la responsabilité de ses informations, se contentant de noter que la thèse développée ne fait pas partie de l'enquête menée par les autorités militaires belges sur l'assassinat des casques bleus de ce pays.

Réplique de Colette Braeckman, journaliste du « Soir » : « Des confrères de la RTBF (la télévision belge - NDLR) qui ont, eux aussi, contacté l'auditorat militaire, se sont entendu dire que l'hypothèse de mercenaires blancs, y compris français, restait ou-

verte au sujet de l'attentat du 6 avril ».

La même enfonce ensuite le clou : « Nous avons appris, dans un autre cadre, que, peu après le 6 avril, deux coopérants militaires français avaient été tués à Kigali. Un de ces coopérants, membre du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), Jean-Paul Mayertz, était arrivé à Kigali en décembre et assurait des tâches de formation auprès de la garde présidentielle notamment. (...) Paris, à notre connaissance, n'a jamais fait état de la mort de ces coopérants militaires. »

Le gouvernement français tente un contre-feu en parlant de « procès sommaire » instruit contre sa politique. Mais les dénonciations ne viennent pas que du Rwanda ou de la Belgique. Le « Journal du Dimanche » rappelle, dans son numéro d'hier, cette ancienne déclaration d'Agathe Habyarimana (veuve du dictateur, depuis accueillie en France aux frais des pouvoirs publics), au journal « Jeune Afrique » : « M. Mitterrand m'a envoyé des fleurs. Dites bien que nous sommes très reconnaissants au gouvernement français de tout ce qu'il a fait pour nous »... Il signale également ce message adressé à Edouard Balladur par le Dr Bernard Granjon, président de Médecins du monde : « Compte tenu de l'appui que la France a apporté dans le passé à ceux qui allaient devenir les principaux artisans du génocide en cours, il apparaît qu'elle n'est pas la mieux placée pour envoyer directement une force d'interposition ».

Victime de la milice

Jean Chatain
L'Humanité, 21 juin 1994, page 4



FIGURE 11 – Dans la campagne rwandaise, les milices présidentielles sont passées par là. Jean Chatain (L'Humanité, 2 juin 1994, page 13)

Les commandos de massacreurs ont été entraînés et armés par la France. Cette vérité est maintenant dûment établie. Les charniers qui ensanglantent la terre rwandaise n'existeraient pas sans le soutien apporté par Paris à la dictature en 1990 et 1992. Enfants, femmes, hommes, les pogroms n'ont épargné personne. Cette photo a été prise par l'envoyé spécial de « l'Humanité », Jean Chatain, à Rukara, préfecture de Kibungo, où plus de 700 cadavres pourrissent sur la place de l'Eglise.

Rwanda : Paris une nouvelle fois mis en cause

Jean Chatain

L'Humanité, 21 juin 1994, page 4

Des militaires français appuieraient les troupes gouvernementales et seraient actuellement bloqués dans des sites encerclés par la guérilla, affirmait hier un responsable du FPR. Faut-il voir là une des causes de la précipitation de Paris ?

LA décision de la France d'intervenir au Rwanda est-elle motivée par le souci de récupérer des militaires français assistant les troupes gouvernementales et des « témoins gênants » pouvant mettre Paris en cause ? Cette accusation vient d'être portée par le docteur Jacques Bihozagara, membre du Bureau politique du FPR. Dans une interview au quotidien belge « le Soir », il assure : « Nous disposons d'informations suivant lesquelles des militaires français seraient traqués dans des camps militaires à Kigali et nous croyons que l'opération actuelle a aussi pour but de les faire sortir. Nous croyons même que c'est cela la raison déterminante de l'opération prévue, c'est pour cela qu'il faut aller si vite. La France veut brouiller les traces, et nous nous y opposons. »

Des rumeurs avaient déjà couru à ce sujet. L'intervention militaire de la France au profit de la dictature, en 1992 comme en 1990, interdit de les écarter d'un revers de main. Il a même été précisé que ces militaires français restés au Rwanda auraient pour tâche d'assurer les transmissions des FAR (Forces armées rwandaises). Une tâche essentielle dans un pays où tous les

moyens de communication classiques ont désormais disparu.

« La France est disqualifiée », juge le docteur Bihozagara. Selon lui, « elle a participé à l'attentat contre l'avion du président. Depuis le début, nous avons affirmé que la boîte noire de l'avion se trouvait à Paris et on ne nous a jamais démenti sur ce point. Mais les informations de la boîte noire n'ont jamais été analysées ou communiquées ». Il déclare par ailleurs : « Nous considérons que la France était au courant, sinon complice des plans de génocide : l'entraînement des commandos a été assuré par les Français. Ce sont eux qui leur ont fourni les armes : 80% des armes que nous avons saisies sur les forces gouvernementales sont d'origine française. »

Pourquoi ce soutien réitéré à la dictature ? « Il y a plusieurs raisons, répond Jacques Bihozagara. La première est que la France ressent une dette morale à l'égard du Rwanda, et que le gouvernement se sent pressé de faire quelque chose, y compris se lancer dans l'aventure. Mais nous pensons aussi que, dans les troupes en débandade, il se trouve des témoins gênants qui pourraient mettre la France en cause ». . . A noter que, si l'on en croit une dépêche récente d'Associated Press, les membres de la MINUAR à Kigali ne cachent pas leur conviction que l'éventuelle arrivée de soldats français ne pourrait que rendre leur travail plus dangereux. « Je serai dans le prochain avion si les Français débarquent », a confié un casque bleu au

journaliste d'AP.

Journaliste au « Soir », Colette Braeckman se fait l'écho, dans un autre article, de témoignages recueillis auprès de réfugiés rwandais en Belgique. Ils concernent la période du début des massacres, après l'assassinat du général-président Habyarimana. « Il y avait des centaines de familles accrochées au portail de l'ambassade (de France - NDLR) auxquelles on refusait l'entrée. » Selon cette personne, qui a confirmé ses dires devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, on retrouvait alors à l'intérieur de l'ambassade « tous les dignitaires du régime, ainsi que le directeur de la radio et ses subalternes connus pour leurs appels au massacre ».

Puis elle poursuit : « A tout moment, ces dignitaires du régime sor-

taient avec leurs escortes de militaires pour circuler dans les quartiers en flammes et, à leur tour, tenaient des réunions à l'ambassade pour parler de l'évolution de la situation, dresser le bilan des victimes ou regretter que telle ou telle personne n'ait pas encore été tuée ou tel ou tel quartier pas encore nettoyé. »

Avant même d'avoir reçu le feu vert de l'ONU, le gouvernement français et l'Elysée ont décidé d'envoyer des troupes sur la frontière zaïroise. « Chaque heure compte », s'est exclamé François Mitterrand. Mais compte pour faire quoi? Les précédents de 1990 et 1992 incitent au scepticisme quant aux préoccupations « humanitaires » de Paris.

JEAN CHATAIN.

Les ONG se prononcent contre l'envoi de militaires

Jean Chatain
L'Humanité, 22 juin 1994, page 15

Constituées en un Comité national de solidarité France-Rwanda, une vingtaine d'organisations non gouvernementales et d'associations diverses se sont catégoriquement opposées mardi à l'envoi de militaires français au Rwanda.

PRESIDENT la conférence de presse du Comité national France-Rwanda mardi à Paris, René de Schutter, responsable de la CIMADE, avait ce mot : « Une France en première ligne aujourd'hui, ce serait de l'indécence. Notre pays peut et doit être présent par sa solidarité; ce qui implique aussi que ce soit en poursuivant les responsables des massacres. » Un point de vue aussitôt rejoint par Bernard Husson (Comité français de solidarité international, CISF) : « Il est inacceptable que la France soit en première ligne, cela déclencherait des situations de guérillas et d'explosions dans toute la région », c'est-à-dire y compris dans les pays voisins du Rwanda, à commencer par le Burundi et le Zaïre.

« Notre comité constitue un fait exceptionnel, insistait René de Schutter. Parce qu'il réunit ce qu'il est convenu d'appeler des ONG d'urgence, des ONG de développement et des associations de sensibilisation. Parce qu'il regroupe des organisations parfois fort éloignées les unes des autres et qui, pour la première fois, ont signé un texte commun et escomptent mener une action commune. »

Du 27 juin au 3 juillet, le Comité national de solidarité mènera une campagne en direction de l'opinion et une collecte de dons en faveur du peuple rwandais martyrisé. Un bulletin d'appel sera diffusé le plus largement possible, avec l'aide de partenaires publics ou privés, afin d'œuvrer à une mobilisation à la mesure du drame rwandais. « Notre comité est né d'une indignation - déclarait le responsable de la CIMADE - Devant ce qui s'est passé et se passe toujours au Rwanda. Devant l'apathie de la communauté internationale. Devant les messages qui ont été diffusés au début des massacres, visant à les présenter comme un "problème ethnique", alors que les assassinats perpétrés sur listes par les milices soulignent leur caractère politique. Nous voulons mobiliser les consciences, la société civile française. »

Les différents orateurs se sont exprimés chacun avec sa sensibilité, mais soulignant chaque fois que leurs propos ne sollicitaient pas le fonds d'accord commun entre les diverses organisations constitutives du Comité de solidarité.

Claude Simonot, de Pharmaciens sans frontières, dressait une sorte de carte des réfugiés rwandais dans la région : « En Tanzanie, de grosses opérations sont en route et tout se passe aussi bien que possible. Dans le nord Burundi, la situation est délicate, avec des populations de réfugiés mouvantes et dispersées ainsi que des infiltrations de tueurs des milices. Dans l'ouest du

Rwanda, il y a ces énormes masses de population auxquelles ne s'offrent que deux voies de sortie : le nord Burundi, mais ils continueraient d'encourir des risques de massacre ; le Kivu, au Zaïre, mais le dispositif pour leur accueil y est inexistant. »

Jean-Claude Buchet (Aide et Action), qui est revenu mardi matin du Burundi : « La guerre du Rwanda aura des répercussions majeures dans les quatre pays voisins : Ouganda, Zaïre, Tanzanie, Burundi ». . . Bernard Granjou, de Médecins du monde : « Au Rwanda, nous avons travaillé des deux côtés. Côté gouvernemental, puis également côté FPR. Là, nous avons découverts que les FPR, trop souvent diabolisés, étaient des gens non seulement fréquentables, mais hautement responsables. Ce que certains veulent dépeindre comme un strict conflit ethnique est la conséquence d'un problème véritablement politique. Il n'y a pas eu que les Tutsis de massacrés, mais aussi les Hutus opposants à la dictature. La France soutient depuis toujours le pouvoir d'Habyarimana, dont sont issus les escadrons de la mort. La politique suivie par notre gouvernement envers ce pays est une politique honteuse. Sur les récents événements, tous les témoignages recueillis sont convergents : il y a eu programmation des massacres. Les miliciens avaient leurs listes : ils sont passés de maison en maison pour semer la mort, comme le facteur distribue le courrier. Les massacres entrent dans un cadre politique programmé à l'élaboration duquel la France a malheureusement apporté son concours. »

Première conséquence sur le terrain : les menaces d'intervention brandies par Paris se sont traduites par des déboires pour les ONG, « dans la mesure où nous avons alors parfois

été considérées comme des poissons pilotes du gouvernement français ». Bernard Granjou enchaînait : « Une intervention humanitaire est indispensable. Une intervention militaire ? Oui, et la MINUAR serait théoriquement bien placée pour le faire. Il ne faut surtout pas d'intervention française. Avez-vous écouté hier France Info ? Si oui, vous aurez pu entendre un milicien proclamer qu'il attendait les "renforts" français. Un engagement armé de la France serait de la folie furieuse. »

Orateur suivant, Bernard Husson s'en prend au vocabulaire utilisé par la plupart des commentateurs français. Pour lui, parler de « rebelles » et d'« armée gouvernementale » est un double abus de langage. Il y a d'un côté le Front patriotique rwandais, et, de l'autre, « non pas une armée gouvernementale, mais des putschistes. Il n'y a plus de gouvernement dans ce pays, il y a une bande de putschistes ».

« Que la France apporte son concours, mais qu'elle ne se mette pas en première ligne - concluait-il. Elle pourrait en revanche animer un dispositif de prévention pour empêcher des développements identiques dans les pays voisins. Au Burundi, mais aussi au Zaïre. Dans ce dernier pays, la France est en train de relégitimer Mobutu. Donner un rôle de "pacificateur" à Mobutu, cela revient à réarmer les milices de Mobutu. » Enfin, Bernard Husson évoquait les tueries perpétrées en 1993 au Togo par le régime d'Eyadema (lequel vient de se déclarer prêt à coopérer à l'intervention organisée depuis Paris) pour poser cette question : « Est-ce qu'on ne couvre tout de même pas trop de massacres dans ce continent ? »

JEAN CHATAIN.

Lu dans la presse
Paris en cavalier seul

Jean Chatain
L'Humanité, 23 juin 1994, page 4

« **L**A France entre émotion et culpabilité ». . . Cette expression de Joël Aubert dans « Sud-Ouest » résume à sa manière la tonalité de nombre des éditoriaux d'hier et l'embarras de leurs signataires. Dans l'ensemble, la prise de position est indiquée par le titre va-t-en-guerre du « Quotidien » : « Rwanda : Y aller quand même ! ». Mais le journal de Philippe Tesson sent bien que l'opinion publique est plus déboussolée que convaincue ; page 3, Henri Vermet apporte plus qu'un bémol : « Pourquoi la France ? Pourquoi maintenant, si tard ? Etant donné le passé, pour ne pas dire le passif, de la politique française au Rwanda, ces questions devaient inévitablement se poser (. . .). Montrée du doigt depuis de longues semaines, la France s'appliquerait donc aujourd'hui à redorer son blason, par le biais de l'humanitaire. »

Suivait cette comparaison à garder en tête : « L'exemple des Américains en Somalie - avant, bien sûr, que Restore Hope ne sombre dans le surréalisme tragique - montre que ce terrain de l'humanitaire est très payant auprès de l'opinion publique. »

Editorial de Charles Lambroschini dans « le Figaro » : « La solitude de la France dans l'affaire du Rwanda confirme une vieille règle de la politique étrangère. Le risque ne se prend pas par consensus. »

Suit le traditionnel discours présentant le drame rwandais aux couleurs

de la guerre ethnique, de la fatalité en quelque sorte, afin de laver le gouvernement français des accusations pesant sur lui, compte tenu de son soutien de longue date à la dictature : « Le carnage au Rwanda ramène au point de départ : la réalité africaine est d'abord tribale ». . . Deux autres citations montrent la contradiction minant un tel raisonnement : l'envoi de 2.000 soldats français viserait à « protéger les îlots de réfugiés tutsis encerclés par les Hutus ». . . « Les Tutsis du FPR restent déterminés à saboter toute tentative d'intervention française ». . .

Toujours dans « le Figaro », page 3, ce titre : « Rwanda : la France lâchée par l'Afrique ». Mais on trouve dans l'article qui le suit des rappels parfois cruels. Exemple : « Début 1993, la Fédération internationale des droits de l'homme publie un rapport d'enquête accablant sur le régime rwandais. Le chef de l'Etat rwandais est nommé mis en cause. Le rapport parvient à l'Elysée. Sans que les autorités en tiennent compte. »

« Libération » campe sur son quant-à-soi, posant des « questions sur une intervention », sans vraiment y apporter de réponses. « Quels problèmes l'opération Turquoise soulèverait-elle ? Comment les soldats français seraient-ils accueillis ? », se demande ainsi la une du quotidien.

Page 4, deux titres empruntés à des déclarations d'Alexis Kanyarengwe, président du FPR, et de Faus-

tin Twagiramungu, premier ministre pressenti pour un gouvernement de transition, ciblent beaucoup plus crûment le problème : « Paris veut maintenir le régime à tout prix ». . . « L'image de la France est ternie ».

« Gâchis » proclame l'éditorial du « Monde » : « Paris n'était pas au départ le candidat idéal pour une telle intervention (. . .). Il reste que le "devoir d'ingérence humanitaire" dont Paris s'est fait une spécialité est une no-

tion légitime et nécessaire. » Suit un coup de griffe aux diplomates de l'ONU qui « discutaient gravement, il y a quelques jours, sur le point de savoir si le terme de "génocide" était approprié ».

Exact, mais il faut rappeler que lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU a refusé l'adoption de ce terme, c'est notamment parce que le représentant de la France s'y était opposé.

JEAN CHATAIN.

Rwanda : 2.500 soldats français sur pied de guerre

Jean Chatain

L'Humanité, 24 juin 1994, pages 2-3

LES forces françaises participant à l'opération Turquoise ont fait leur entrée au Rwanda hier après-midi : des premiers éléments de reconnaissance ont passé la frontière zaïroise, appuyés par des hélicoptères. L'opération militaire avait officiellement démarré hier avec le positionnement de plusieurs centaines de soldats à la frontière zaïroise. Dans la nuit de mercredi à jeudi - peu après l'annonce du vote, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 929 autorisant l'opération - a commencé l'acheminement de troupes par avion, à partir de Bangui (capitale du Centrafrique), vers les deux bases de Goma et Bukavu. Par ailleurs, des avions Jaguar sont déplacés du Centrafrique vers la piste de Kisangani, au nord-est du Zaïre, pour « appuyer » le dispositif terrestre.

Le général Jean-Claude Lafourcade, qui commande l'opération Turquoise, est parti de Paris mercredi soir pour rejoindre ses troupes à Bangui, cœur opérationnel de cette intervention. Dans la soirée de jeudi, de 500 à 600 hommes, provenant notamment du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM) appuyé par une section du 11^e RAMa (mortiers lourds) et une autre du 6^e REG (génie de combat), devaient être répartis sur les deux bases.

Cette intervention dite « humanitaire » sera alors envisagée en territoire rwandais, à partir de Cyangugu, dans le sud-ouest du pays. Le nom de cette ville est, en soi, un véritable symbole :

le préfet de Cyangugu a personnellement organisé des massacres de villages entiers. Lorsqu'il n'arrivait pas à recruter des tueurs de Tutsis dans les villages hutus environnants, il a fait donner directement l'armée. Question : ce préfet est-il toujours en place ? Et si oui, s'occupera-t-il de la réception des soldats français dans sa région ? Enfin, Alain Juppé a assuré que le gouvernement français se prononçait pour la formation d'un tribunal international et le jugement des responsables du génocide. S'il pense vraiment ce qu'il dit, nous pouvons lui signaler que le haut fonctionnaire qui va entrer en contact avec les officiers du corps expéditionnaire est l'un des responsables directs des carnages qui continuent d'ensanguanter le sud du pays. Voici son nom : Emmanuel Bagimbiki.

Goma est une tête de pont disposant d'infrastructures, notamment pour accueillir des avions de transport de troupes, tandis que Bukavu est située à quelques kilomètres de Cyangugu, côté zaïrois de la frontière. C'est à Cyangugu, ville-préfecture rwandaise, que les organisations non gouvernementales (ONG) ont signalé la présence d'environ 8.000 Tutsis menacés par les forces gouvernementales et leurs relais miliciens.

L'opération Turquoise doit mobiliser au total 2.500 hommes, dont 1.000 pourraient être amenés à pénétrer en territoire rwandais, ont indiqué les autorités militaires. Sur ces 2.500 hommes qui sont rassemblés à Bangui, 1.500 sont tirés des forces françaises

stationnées à Djibouti, à la Réunion, au Gabon et du contingent français déjà stationné au Centrafrique. Un millier viendrait de France.

Appréhendant les dangers militaires et politiques induits par l'opération Turquoise (comment ne pas penser au fiasco de la force multinationale sous commandement américain en Somalie ?), les responsables français assurent que celle-ci n'aura qu'une durée très limitée. « Il y a risque bien entendu - a déclaré, hier, Alain Lamassoure, ministre chargé des Affaires européennes - il y aurait eu dix bonnes raisons de ne pas aller au Rwanda, mais il y a une raison essentielle d'y aller, c'est qu'il y a tout un peuple qui est en train de mourir. » Le genre d'envolée qui ne risque pas de rasséréner le Front patriotique, qui garde en mémoire le soutien militaire français à la dictature en 1990 et 1992. L'alibi humanitaire avait alors déjà été utilisé par Paris.

La mécanique continue de se mettre en place. Jeudi soir, les militaires stationnés sur la base aérienne d'Istres

(Bouches-du-Rhône) devaient achever l'acheminement en matériel (commencé dimanche) permettant aux soldats français de « mener à bien » leur mission au Rwanda. Seize avions gros porteurs (dont 4 Antonov, loués pour la circonstance à la Russie) ont embarqué, en moins de cinq jours, 650 tonnes de matériel, 7 hélicoptères et 97 véhicules tout-terrain. Commentaire du colonel Thouverez, commandant de la base aérienne : « Ce type de mission cadre parfaitement avec celles que nous sommes habitués à accomplir. L'opération Turquoise ne constitue pour nous aucune difficulté. »

Les forces concernées devraient intervenir aujourd'hui ou demain dans la région de Gisenyi (nord-ouest du Rwanda), a-t-on appris à l'état-major des armées. Cette ville, au nord du lac Kivu, est située à une vingtaine de kilomètres de la frontière zaïroise, en face de Goma, l'une des deux têtes de pont de l'opération Turquoise.

JEAN CHATAIN.

Paul Barril, barbouze...

Des Irlandais de Vincennes à la boîte noire rwandaise

Jean Chatain

L'Humanité, 29 juin 1994, page 10

AVANT d'émarger auprès de la famille du dictateur rwandais (assassiné le 6 avril) Juvénal Habyarimana, l'ex-capitaine de gendarmerie Paul Barril avait gagné naguère sa célébrité comme big boss des « supergendarmes » de l'Elysée. Avec le préfet Christian Prouteau, il était alors devenu le chouchou des journaux en mal de sensationnel. Quelque chose d'intermédiaire entre le OSS 117 de Jean Bruce et le superflic d'Auguste Le Breton. Et puis est survenu le dérapage...

Celui-ci a un nom dans toutes les salles de rédaction : « l'affaire des Irlandais de Vincennes ». Une provocation montée de toutes pièces, où l'ancien dirigeant du GIGN s'était vu accusé d'avoir apporté au domicile des Irlandais en question les preuves qui allaient conduire à leur arrestation. Un numéro qui lui avait peut-être servi en d'autres occasions, mais qui, cette fois, avait été mené par trop dans la hâte. Paul Barril est, plus ou moins discrètement, poussé dehors et se reconvertit patron d'une boîte de barbouzes, « Secrets », dont la raison sociale était au Qatar, un émirat arabe. Juin 1991, le capitaine déchu de son grade esquive la convocation de la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, envoyant copie de son visa comme preuve de sa « bonne foi ». Fou rire dans la salle ; devinez pourquoi...

Paul Barril a présenté mardi à la télévision ce qu'il affirme être la boîte

noire de l'avion abattu le 6 avril dernier avec à son bord les présidents rwandais et burundais et a accusé le FPR d'avoir commis cet attentat. Pour l'ancien préposé à la cellule des gendarmes de l'Elysée, le Rwanda est actuellement la proie « d'une agression généralisée » de la part du FPR et les médias sur place sont victimes d'une vaste « campagne de désinformation ».

Ancien collaborateur de la cellule élyséenne, embauché par la famille du dictateur rwandais, Paul Barril navigue toujours dans les eaux troubles. Hier, il forgeait les « preuves » lui permettant d'emprisonner qui il avait choisi ; aujourd'hui, il assure détenir les « preuves » de la responsabilité du FPR dans la mort d'Habyarimana. Quitte à contredire les informations venues des enquêteurs belges sur l'attentat : lorsque celui-ci s'est produit au-dessus de la zone de Massaka, située à l'arrière de la zone militaire de Kanombe, le sol était contrôlé par la garde présidentielle rwandaise et non par le FPR. Les forces du Front patriotique étaient toujours cantonnées dans le CND (le parlement rwandais) et l'avion présidentiel avait d'ailleurs modifié son itinéraire pour ne pas survoler ce lieu potentiellement dangereux.

Selon Barril, les écoutes du FPR opérées par les forces gouvernementales rwandaises mettent indirectement en cause la Belgique : « Les terroristes du FPR ont des conseillers et des

instructeurs qui parlent anglais mais (il y a) également des conversations avec un accent qui immanquablement nous oriente du côté de la Belgique. » Après quoi, il nie le génocide en cours, assurant que les massacres des milices gouvernementales relèvent de la désinformation, « comme à Timisoara ». Parole d'enquêteur sur les « Irlandais de Vincennes » !

Les Mirage et le ministre Léotard arrivent

Jean Chatain
L'Humanité, 29 juin 1994, page 10



FIGURE 12 – Près de Gisenyi dans le Nord, une patrouille française double des miliciens gouvernementaux à l'entraînement, AFP, Pascal Guyot (L'Humanité, 29 juin 1994, page 10)

Le dispositif militaire français ne cesse de se renforcer. Le ministre de la Défense sera aujourd'hui sur place. Des patrouilles de parachutistes s'approchent de la ligne de front.

QUATRE Mirage F1-CR, de l'escadron 2/33 Savoie stationné sur la base 112 « Marin La Meslée », ont quitté Reims mardi matin pour rejoindre Istres, d'où ils repartiront vers le Rwanda dans le cadre de la mission « Turquoise ». Ces appareils (CR pour « chasse et reconnaissance ») sont dotés de capteurs photo et infrarouge, et capables de prendre (en fonction de la vitesse et de l'altitude) jusqu'à 600 photos en couvrant entre 60 à 100 kilomètres de terrain. Le 2/33 Savoie et le 1/33 Belfort sont les

seuls escadrons de reconnaissance existants en France.

Question de bon sens : à qui fera-t-on croire que l'envoi d'appareils aussi sophistiqués et performants est guidé par de strictes préoccupations « humanitaires » ? Même durant la période 1990-93, durant laquelle le corps expéditionnaire français a sauvé la mise à la dictature à plusieurs reprises, de tels moyens n'avaient pas été engagés.

Dans les heures suivant cette information, on apprenait que François Léotard, ministre de la Défense, allait quitter Paris pour se rendre dans la zone frontalière entre le Zaïre et le Rwanda, où se déploient les 2.500 militaires français expédiés dans cette aventure. Pour cette inspection des troupes qui durera toute la journée de mercredi, Fran-

çois Léotard sera accompagné du ministre délégué à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry.

Les deux ministres devaient voyager de nuit à bord d'un Falcon 900 et faire escale à N'Djamena (Tchad). Ils étaient attendus ce matin à 9 heures à Goma (Zaïre), proche de la frontière rwandaise, où le général Jean-Claude Lafourcade a installé son quartier général. Ils se rendront ensuite sur la deuxième base de Bukavu, plus au nord,¹⁰ avant de pousser leur visite jusqu'au Rwanda. « Ils iront probablement dans la région de Cyangugu », a-t-on laissé entendre à l'agence Reuter. Peut-être y seront-ils réceptionnés par le préfet de cette ville, grand coordinateur des assassinats politiques et massacres racistes depuis le 6 avril dernier ?

Sur le terrain, le concept d'une « zone de pénétration » de 15 kilomètres évoqué par Paris est d'ores et déjà oublié. Une patrouille de parachutistes est arrivée dès lundi dans la ville de Gikonjoro, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire rwandais au sud-ouest du pays, a constaté un journaliste de l'AFP. Officiellement, on se contente d'indiquer qu'il s'agit d'une mission de reconnaissance. Sans autres précisions.

Et pourtant, les questions ne manquent pas de se poser. Gikonjoro se trouve à une vingtaine de kilomètres du front entre les troupes des FAR (Forces armées rwandaises) et celles du Front patriotique. Encore quelques kilomètres, et l'on arrive sur la route reliant Gitarama à Butare. Un axe essentiel pour la suite des événements. Gitarama, où s'était replié dans un premier temps le « gouvernement intérimaire » autoproclamé fuyant Kigali, est désormais aux mains du FPR. Plus au sud, à Butare, les combats se poursuivent depuis de nombreux jours. Que se passera-t-il si les soldats français coupent la voie de communication entre ces deux préfectures ? Comment le FPR ne considérerait-il pas cela comme une intervention directe en faveur d'une soldatesque « gouvernementale » manœuvrant en recul ?

Au cours d'une conférence de presse tenue à Nairobi (Kenya), Augustin Ndirabatware, ministre du Plan dans le « gouvernement intérimaire », a réaffirmé sa satisfaction à propos de « la présence française (qui) reste nécessaire ». Avec cet ajout à garder en mémoire : « pour parfaire son geste humanitaire », la France devrait également « intervenir en secteur rebelle »...

J.C.

10. Bukavu est au sud de Goma.

Léotard aux Rwandais : négociez « malgré le génocide »

Jean Chatain

L'Humanité, 30 juin 1994, pages 12-13

FRANÇOIS LEOTARD, ministre de la Défense, est arrivé mercredi matin à Goma, l'une des bases zaïroises de l'intervention militaire française au Rwanda. Il est accompagné de Lucette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme.

Vers midi, le ministre de la Défense a visité dans le sud-ouest du Rwanda, à 15 kilomètres à l'est de la frontière zaïroise, le camp de Nyarushishi, où 8.000 réfugiés tutsis sont regroupés. Il y a été accueilli par le colonel Didier Thibaut, qui commande le peloton de parachutistes du Commandement des opérations spéciales (COS) chargés de la protection du camp.

Cachés dans la brousse

Avant de pénétrer dans le camp, François Léotard a rencontré deux personnalités qui ont valeur de symbole, et de symbole sinistre, aux yeux des survivants du génocide : Mgr Thaddée Ntihinyurwa¹¹, évêque du diocèse de Cyangugu, qui n'a jamais caché sa sympathie active pour la dictature ; le préfet de la région, qui fut et reste l'un des grands coordinateurs des massacres dans toute cette partie du pays.

Puis François Léotard s'est entretenu avec plusieurs responsables du camp. Il s'est enquis de leurs besoins alimentaires et sanitaires, et a assuré que la France allait envoyer « très pro-

chainement » de l'aide humanitaire. Quant aux moyens donnés aux militaires français pour protéger les rescapés cachés dans la brousse qu'ils peuvent rencontrer au cours de leurs déplacements, le ministre ne s'est pas posé la question. Pourtant, tous les journalistes ayant accompagné le corps expéditionnaire ont pu constater que la réponse faite était trop souvent : continuez de vous cacher et attendez, nous repasserons d'ici quelque temps...

Près de petites tentes de plastique bleu ou vert, le ministre a discuté avec quelques enfants d'une dizaine d'années, leur demandant si les gendarmes et les soldats rwandais présents dans le camp étaient « corrects ». L'un d'eux lui répondant « oui », le ministre a pris l'air rasséréné.

Accompagné notamment du commandant de l'opération « Turquoise », le général Jean-Claude Lafourcade, et du commandant du détachement français pour la zone sud-ouest du Rwanda, le colonel Jacques Rozier¹², François Léotard a déclaré aux journalistes que les militaires français n'étaient pas destinés à devenir « une force d'interposition (...) ». Notre vocation, c'est de partir pour laisser la place aux organisations humanitaires et aux Africains (...). Il ne faut pas que la France se substitue aux Rwandais. »

Pour lui, « la réponse » aux problèmes du Rwanda « ne peut pas être

11. Thaddée Ntihinyurwa

12. Jacques Rosier

que française. La vraie réponse, c'est la mission des Nations unies » et le Rwanda doit rester « un pays multi-ethnique. La seule solution est politique (...), malgré le génocide » qu'a connu le pays, a-t-il insisté. Ce dernier membre de phrase doit retenir l'attention : sans doute implique-t-il que Paris est décidé à peser de tout son poids pour contraindre le Front patriotique à s'asseoir à une même table avec les représentants du « gouvernement intérimaire » autoproclamé, c'est-à-dire avec les organisateurs du génocide en cours. On comprend dès lors l'insistance mise récemment sur les milices, présentées comme une entité née on ne sait d'où, semblant oublier qu'elles ne sont jamais qu'un outil que se sont donné le pouvoir politique et les FAR (Forces armées rwandaises). Persister dans ce comportement reviendrait à évacuer purement et simplement le problème de la responsabilité politique des massacres.

Cette volonté de gommer l'analyse politique de la situation en la repeignant aux couleurs de l'affrontement tribal irrationnel, dont les causes se perdraient dans la nuit des temps, se vérifiait à Paris avec la prestation du ministre aux Affaires européennes, Alain Lamassoure, devant l'Assemblée nationale. « Il est hors de question pour la France de prendre part à un conflit ethnique », a proclamé ce dernier, dans une formule qui renvoie dos à dos les deux camps, celui de la dictature et celui de l'insurrection populaire dirigée par le FPR.

Des grands moyens militaires

Au cours de son inspection des forces de l'opération « Turquoise », François Léotard, interrogé sur la dis-

proportion entre certains des moyens militaires déployés (14 chasseurs-bombardiers d'appui tactique au sol Jaguar et Mirage F1-CT, par exemple), s'est contenté de répondre : « Nous souhaitons ne pas avoir à nous en servir, mais il serait criminel de ne pas prendre toutes les précautions. » Il a enfin souligné que l'opération était « très lourde, car il faut projeter nos forces sur plus de 7.000 kilomètres » et rappelé que, sur les 2.500 hommes, 1.000 assureront les interventions au Rwanda au profit des populations alors que les 1.500 autres assureront leur soutien.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a annoncé mercredi à Paris que le gouvernement, « soucieux de garder le contact avec l'ensemble des parties » au Rwanda, a décidé de désigner deux émissaires chargés des relations avec le FPR et avec le « gouvernement intérimaire ». Le directeur adjoint des Affaires africaines et malgaches, Yannick Gérard, « est chargé des relations avec les autorités constituées dans les zones où s'exerce l'action des forces françaises », soit dans le tiers ouest du pays tenu par les troupes de la dictature. Quant aux « contacts déjà engagés avec le FPR », ils sont confiés à l'ambassadeur Jacques Warin.

A Paris, l'ambassade du Rwanda reste toujours sans ambassadeur depuis que celui en titre a été relevé pour avoir dénoncé les responsabilités de l'équipe au pouvoir dans le génocide. Cela n'empêche pas le chargé d'affaires qui le remplace provisoirement d'arroser les salles de rédaction de communiqués divers. Celui expédié hier par ses soins se termine par un appel à « l'extension du mandat de l'opération "Turquoise" dans la "zone FPR" ».

Les ONG réaffirment leur désaccord

Jean Chatain
L'Humanité, 30 juin 1994, page 13

Dans une conférence de presse, Médecins du monde, Pharmaciens sans frontières, S.O.S-Racisme et d'autres associations ont rappelé les responsabilités du gouvernement français dans le drame rwandais.

« **U**RGENCE Rwanda ». . . Une semaine nationale de mobilisation se tient actuellement à l'initiative d'une vingtaine d'organisations non gouvernementales et d'associations diverses. Les représentants de plusieurs d'entre elles, de retour de ce pays, tenaient mercredi matin une conférence de presse : Fodé Sylla, Claude Soussi et Harlem Désir pour S.O.S.-Racisme; Didier Leconte (Citoyens solidaires); Philippe Chabasse (Handicap international); Véronique Desempt (Médecins du monde); Christophe Commeyras (Pharmaciens sans frontières); Hervé Dubois (Atlas).

« L'intervention française rend la situation encore plus complexe. L'une de ses premières conséquences a été de bloquer l'action sur le terrain de nombre d'ONG - a déclaré Fodé Sylla, ouvrant la conférence. Une intervention "humanitaire" qui commence par empêcher Médecins du monde d'accomplir sa tâche, c'est quelque peu inquiétant. L'intervention française n'est pas admise par la population. Celle-ci craint qu'elle ne soit, une fois de plus, qu'un prétexte pour venir en aide à ceux qui ont perpétré cette barbarie (...). A ceux qui se sont servi de l'ethnique pour arriver à leurs fins politiques. »

Les « Hutus blancs », tel est le surnom donné par les réfugiés rwandais, tutsis mais aussi hutus démocrates, aux soldats de l'opération « Turquoise », dans une allusion transparente aux milices de tueurs formées par le clan gouvernemental. « Si l'intervention avait été assumée par la MINUAR, nous n'en serions pas là - a poursuivi Fodé Sylla. Il est nécessaire que l'armée française se retire du Rwanda et que la MINUAR puisse prendre sa place. Et il est nécessaire que soit constituée une commission d'enquête sur le génocide le plus rapidement possible »

A travers des expressions diverses, cette position était celle de tous les orateurs. Harlem Désir : « Ce qu'il faut, c'est une solidarité de peuple à peuple, de citoyen à citoyen, beaucoup plus que le retour d'une armée qui a soutenu et entraîné ceux qui se sont rendus coupables de génocide. . . » Didier Leconte : « Les citoyens français ne doivent pas ignorer ce qu'est ce génocide. Parler de forces gouvernementales face à des rebelles tutsis est une contre-vérité. Il y a un régime nazi, qui s'en prend indistinctement à l'opposition hutue comme aux Tutsis. L'opposition hutue a été décimée : on a voulu bâillonner par la mort ceux qui représentaient une volonté démocratique. » Comment les survivants pourraient-ils oublier que Paris a « armé, formé, organisé les massacreurs » ? . . .

Christophe Commeyras s'interrogeait sur les finalités à moyen terme de l'opération « Turquoise » : « Je crois

qu'on nous prépare à une dérive selon une méthode éprouvée. Pour l'Irak notamment. Sur place, le FPR se rend compte qu'il ne faut pas confondre les ONG françaises et l'armée française. Médecins du monde a obtenu l'autorisation du FPR pour revenir à l'hôpital de Gahini (est du pays - NDLR). »

« Attention à l'humanitaire alibi. Il faut à tout prix éviter la confusion entre action militaire et action humanitaire », enchaînait Philippe Chabasse. Hervé Dubois s'inquiétait ensuite d'une « intervention militaire qui

gêne l'action des ONG françaises ». Enfin, la porte-parole de Médecins du monde rappelait des chiffres qui font froid au cœur : « Le Rwanda, aujourd'hui, c'est 500.000 personnes massacrées, 500.000 réfugiés dans les pays frontaliers, 2.000.000 de déplacés dans le pays lui-même. Et ce sont les épidémies qui menacent : paludisme, méningite, dysenterie, affections bronchopulmonaires. C'est aussi un taux de malnutrition qui avoisine les 50%... »

J. C.

Butare : les Français entrent en zone dangereuse

Jean Chatain
L'Humanité, 4 juillet 1994, page 7

Les combats se poursuivent autour de cette ville située dans le sud du pays. Un premier accrochage a opposé les hommes de l'opération « Turquoise » à des combattants du FPR.

UN accrochage a opposé hier pour la première fois les soldats français à des combattants du FPR à Butaré, au sud-ouest du Rwanda. Assurant que ses parachutistes s'apprêtaient à procéder à des évacuations de civils, le colonel Didier Thibaut a affirmé que les militaires sous ses ordres avaient répliqué à des tirs contre leurs véhicules. L'incident, qui n'a duré qu'une trentaine de secondes, n'a pas fait de victimes côté français, a-t-il ajouté, précisant qu'il pouvait y en avoir côté FPR.

« Si les Français et le Front patriotique du Rwanda s'affrontent à Butaré, ce sera un désastre complet. (...) Tout en affirmant la neutralité de la France dans le conflit rwandais et leur désir d'éviter tout contact avec les rebelles, les responsables de l'opération "Turquoise" espèrent par leur seule présence arrêter l'avancée du FPR », note l'envoyé spécial de Reuter, Peter Smerdon, se faisant l'écho de confidences d'un responsable d'ONG. Question non posée formellement, mais perceptible en filigrane : une « présence » susceptible « d'arrêter l'avancée du FPR » ne serait-elle pas là pour sauver la mise au camp d'en face, celui de la dictature ? Et pourrait-on alors, sans hypocrisie, toujours parler de « neutralité » ?

Située au sud de Kigali, la ville de Butaré est l'enjeu de combats entre les FAR (Forces armées rwandaises) et les combattants du FPR depuis plusieurs semaines. Auparavant, elle fut le théâtre de massacres à répétitions. Massacres des familles tutsies et des démocrates hutus résidant dans la région ; massacres des réfugiés fuyant Kigali, devant les tueurs de la milice qui, eux-mêmes, se repliaient devant les forces du FPR. Les cadavres jetés dans la rivière voisine, affluent de l'Akagera, n'ont cessé de tourbillonner sous le pont de Rusumo, à la frontière rwandotanzanienne. Leurs photos ont ensanglanté la une de la presse mondiale, française comprise. Ces corps que vous avez entr'aperçus sur votre écran de télévision, ce sont ceux des martyrs assassinés par les hommes de la dictature. Ceux qui, aujourd'hui, sont menacés par l'offensive FPR.

Plus au nord, à Kigali, les affrontements se poursuivent. L'important camp de la gendarmerie du quartier de Kacyiru, l'une des dernières positions de la dictature dans la capitale, a été le terrain d'une violente bataille, dont le nombre de victimes n'a pas été précisé. Les informations sont difficiles à réunir et doivent être confrontées entre elles, sans que cela n'en garantisse d'ailleurs la véracité. Témoin cette déclaration, hier, du major-général canadien Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR (mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), reconnaissant qu'il n'avait « pas les moyens de confirmer » les propos de source militaire

française selon lesquels « les forces du FPR encerclent complètement et étanchement Kigali ».

La veille, samedi, les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont été informés de l'initiative française visant théoriquement à mettre en place une « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du Rwanda. Dans une lettre adressée aux membres du Conseil, son président en exercice, Jamsheed Marker (Pakistan), joignait un projet de réponse à l'intention de Boutros Boutros-Ghali, par laquelle le secrétaire général sera formellement informé que l'initiative

française a été « portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité ». Selon la procédure régulière de non-objection, cette réponse deviendra officielle ce mardi à 17 heures, lundi étant jour férié à l'ONU, a précisé M. Marker. Ce qu'on appelle prendre acte sans s'engager personnellement. Le FPR s'est déclaré opposé à ce projet de « zone humanitaire », estimant que celui-ci permettrait de « protéger les auteurs de massacre ». L'accrochage survenu hier soir dans la région de Butaré ne contribuera pas à régler le différend.

JEAN CHATAIN.

Kigali et Butare aux mains du FPR

Jean Chatain
L'Humanité, 5 juillet 1994, page 8

Le Front patriotique est entré hier dans le centre de la capitale. Il s'est également emparé de Butare dans le Sud. L'armée française, présente à une trentaine de kilomètres de là, menace : « Si le FPR vient, nous tirerons sans hésitation. »

LES combattants du Front patriotique rwandais sont entrés, hier, dans le centre de Kigali et ont pris Butare, deuxième ville du pays, selon les envoyés spéciaux de l'AFP. De source militaire française, on se montre moins catégorique, mais on confirme que « des éléments du FPR contrôlent des points de la route qui mène de Butare à la frontière avec le Zaïre. Il y a une semaine, le FPR était à l'est de Butare, il est aujourd'hui à l'ouest ».

Ces conditionnels des communiqués militaires français étaient démentis en cours de journée. L'AFP confirmait le contrôle de la ville de Butare par les troupes du FPR, précisant que plusieurs centaines de soldats du Front sont entrés dans la ville au petit matin. Leur entrée avait été précédée, depuis la veille, de violents échanges de tirs. En fin de matinée, la ville était calme, a constaté l'envoyé spécial qui a qualifié de « décontractée » l'attitude des soldats du FPR qui poursuivaient cependant, en début d'après-midi, des opérations à la recherche de tireurs isolés retranchés dans des maisons.

Une confirmation identique était donnée un peu plus tard concernant la capitale. « Il y a encore quelques poches de résistance avec surtout des

miliciens, mais pour l'essentiel nous tenons la ville », a déclaré à la presse un officier du FPR. Les principales positions que les FAR (Forces armées rwandaises) tenaient encore dans la ville - le camp de la gendarmerie et le camp de la garde présidentielle - avaient été abandonnées dans les heures précédentes. « Je suis si heureux, j'ai rêvé pendant tellement longtemps de marcher dans les rues de Kigali », s'est exclamé le colonel FPR Frank Mugambe, alors qu'il faisait visiter l'ancien bastion des forces gouvernementales à un groupe de journalistes.

Les centaines de réfugiés qui, depuis trois mois, vivaient reclus dans l'église de la Sainte-Famille, au centre de la capitale, ont su dès dimanche soir que « c'était la fin ». Hier matin, ils étaient dehors, ovationnant les combattants du Front patriotique. « En fin d'après-midi, on a entendu beaucoup de véhicules de l'armée gouvernementale. On se demandait ce qui se passait, en fait ils s'enfuyaient, mais on ne l'a appris que plus tard », a raconté Lin Hiyonzima, étudiant de vingt-six ans, qui a passé une dizaine de semaines dans l'église.

Quittant la zone de Butare, les soldats français se sont repliés sur Gikongoro, ville située à faible distance de là (une trentaine de kilomètres), à l'est de la forêt de Nyugwe. Ils ont reçu l'ordre d'y rester et de stopper toute éventuelle avancée du FPR vers l'ouest. Le colonel Didier Thibaut, en position à Gikongoro, a reçu consigne du colonel Jacques Rosier, commandant de l'opé-

ration « Turquoise », « d'arrêter le mouvement des rebelles à Gikongoro et au-delà ». Une expression, « rebelles », que les événements sont en train de rendre caduque. Ce qu'exprimait à sa façon un officier FPR parlant depuis Kigali : « Les rebelles, maintenant, ce sont les autres. »

Cet ordre transforme la nature de l'intervention française telle qu'elle avait été présentée à l'origine. Ce n'est pas une surprise pour qui se souvient qu'entre 1990 et 1993, la dictature rwandaise n'a dû son salut qu'au soutien militaire accordé par Paris. Cette fois, l'Élysée et le Quai d'Orsay avaient pris la précaution d'insister sur le fait que l'intervention était une mission

purement humanitaire et que toute confrontation avec le FPR serait évitée dans la mesure du possible. Comment concilier cela avec cette brutale déclaration du colonel Thibaut : « Si le FPR vient à Gikonjoro,¹³ nous tirerons sans hésitation. Nous avons les moyens de le faire et nous en aurons bientôt encore plus » ?

Il faut souligner également une expression employée par Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dans sa bouche, le retrait des FAR de Kigali et leur défaite à Butare s'appellent une « dégradation de la situation ». Un aveu peut-être involontaire mais à coup sûr significatif des sympathies de Paris.

13. Gikongoro

François Léotard

Une « force d'action rapide africaine »

Jean Chatain

L'Humanité, 5 juillet 1994, page 8

LE gouvernement français s'est dit lundi déterminé à poursuivre l'opération humanitaire en cours au Rwanda, ajoutant que « la décision de créer une zone de sécurité humanitaire traduit bien notre volonté de nous adapter à la situation et à continuer de remplir la mission qui nous a été confiée par l'ONU (...). Nous prenons les dispositions nécessaires pour poursuivre notre mission et continuer de venir au secours des populations menacées », a ainsi affirmé Richard Duqué, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, ajoutant : « Il s'agit d'établir une zone dans laquelle nous veillerons à ce qu'aucune activité de groupes armés, de nature à porter atteinte aux populations menacées, ne puisse s'exercer. »

Quelle serait cette zone ? Selon les premières informations disponibles, elle irait du secteur de Kivumu et Kibuye au nord à la frontière burundaise au sud, de Gikongoro à l'est à la frontière zaïroise à l'ouest. Soit une bonne moitié de la portion de territoire rwandais encore aux mains de la dictature. Autant dire que la première conséquence de cette initiative serait d'interrompre l'offensive en cours du FPR et de permettre la concentration des FAR (Forces armées rwandaises) sur l'autre moitié de la zone « gouvernementale », celle située plus au nord et axée sur la ville de Gisenyi. Deuxième remarque, le qualificatif « sécurité humanitaire » cadre mal avec un secteur où se sont

accumulés les massacreurs de la milice reculant devant les combattants FPR. Tous les témoignages confirment que le règne de la machette n'y est pas terminé. L'envoyé spécial du « Figaro » s'est récemment fait l'écho de cette anecdote atroce : des miliciens circulant en 4x4 ornées de drapeaux tricolores ; des réfugiés tutsis sortent de la brousse, où ils s'étaient cachés, et font de grands signes ; les miliciens stoppent et massacrent.

Que la France se retrouve isolée dans son aventure rwandaise, le ministre Léotard le confirme avec amertume dans un article au « Monde » : « L'Europe ne nous a pas suivis. L'Amérique est distante. L'Afrique sceptique ? » Assurant que son gouvernement souhaitait une « présence militaire forte », François Léotard se prononce pour la création d'une « force d'action rapide africaine, multinationale, susceptible d'intervenir sur le continent, sous mandat de l'ONU et de l'OUA ». Avec cette précision aussitôt ajoutée : « Nous savons bien que la création d'une telle force peut et doit être partagée entre l'Afrique et l'Europe. Et pour cette dernière avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie notamment » François Léotard précise que cette force devrait se constituer « à partir du Corps européen et des forces sud-africaines ».

Puis François Léotard appelle à « un refus : celui de la période postcoloniale où chacune des puissances eu-

ropéennes a défendu en Afrique son influence (...). Nous devons faire aujourd'hui ensemble et différemment ce que pendant trente années nous avons fait séparément ». L'époque du néocolonialisme conduit par telle ou telle ancienne métropole serait donc révolue à ses yeux. Place à un néocolonialisme collectif?

J. C.

Le Rwanda : un pays à reconstruire

Jean Chatain

L'Humanité, 14 juillet 1994, page 7

De notre envoyé spécial à Kigali.

JACQUES BIHOZAGARA, membre du bureau politique du Front patriotique rwandais, fait partie, en qualité de ministre, du « gouvernement de transition à base élargi », prévu par les accords d'Arusha en août 1993. Mercredi, à Kigali, il a répondu aux questions de « l'Humanité ».

Le premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Faustin Twagiramungu, doit arriver ce jeudi à Kigali. Comment voyez-vous la formation du gouvernement ?

Les partis d'opposition, le Mouvement démocratique rwandais, le Parti chrétien-démocrate, le Parti libéral et le Parti social-démocrate ont été décapités. Mais il reste parmi leurs cadres des survivants de valeur qui peuvent participer au prochain gouvernement. J'ajouterai que nous ne savons pas encore combien d'entre eux ont pu trouver refuge dans les camps de personnes déplacées existant à l'étranger. Peut-être nous faudra-t-il attendre un peu pour l'affectation de certains postes. Cela étant, le gouvernement en tant que tel, soit 22 ministères à pourvoir, pourra être rapidement constitué.

Le gouvernement de transition inscrit dans Arusha est resté lettre morte, du fait des manœuvres de retardement et de sabotage organisées par la dictature. Nous sommes face à une situation nouvelle. Il peut y avoir des réadaptations, des réaménagements, mais ceux-ci respecteront la démarche des ac-

cords d'Arusha et se feront dans leur prolongement. Faustin Twagiramungu, qui appartient au Mouvement démocratique rwandais (MDR) sera premier ministre, c'est une chose entendue. Pour ce qui me concerne, rien n'est décidé. En dehors de l'accord sur le poste de chef de gouvernement, tout est à discuter entre nous. Mais cette discussion sera rapide : c'est une affaire d'heures ou de jours.

Les accords d'Arusha prévoyaient un partage du pouvoir englobant l'ex-parti unique d'Habyarimana. Qu'en est-il aujourd'hui ?

C'est l'exemple type de ce que j'appelle les réaménagements nécessaires. Le MRND est exclu des futures institutions. Ce sont les crimes qu'il a perpétrés qui l'en excluent.

Vous avez condamné l'opération « Turquoise » dès le début. Votre point de vue a-t-il changé ?

Une opération qui protège à la fois les victimes et les bourreaux ensemble, ne peut être qu'une arme à double tranchant. Dans la zone dite de sécurité imposée par les Français, les extrémistes se réfugient et leur nombre s'accroît chaque jour. Et pour les survivants des familles massacrées qui se trouvent dans cette zone, l'avenir apparaît pour le moins incertain et lourd de menaces.

Vous-mêmes et le FPR dans son ensemble, vous réclamez le jugement des auteurs du génocide. Comment voyez-vous un tel tribunal ?

Nous nous prononçons pour la création d'un tribunal international pour juger les criminels. Le récent rapport de la Commission des droits de l'homme auprès des Nations unies va dans le même sens. Son contenu, ses conclusions appuient cette exigence. Nous espérons que le Conseil de sécurité va instaurer promptement ce tribunal. Que ce soit comme une extension de celui déjà constitué à propos de la Bosnie ou dans la logique des procès de Nuremberg après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Et puis nous nous devons, sans plus attendre, de mettre sur pied un système judiciaire rwandais cohérent.

Nous avons le plus grand besoin de juridictions nationales dignes de ce nom. Dans ce domaine comme dans celui de l'administration publique, dans tous les domaines de notre vie sociale en fait, il nous faut bâtir les structures aptes à permettre l'union nationale et le fonctionnement démocratique du pays.

Pour le gouvernement, je le redis, il nous faut aller très vite. Dans les autres domaines, il nous sera possible d'opérer de façon plus progressive. Bref, notre tâche sera de reconstruire notre pays.

Propos recueillis par Jean Chatain

Les fosses communes de Nyamirambo

Jean Chatain

L'Humanité, 15 juillet 1994, page 8

Dans ce quartier de la capitale rwandaise, comme dans les autres, les milices ont cherché à cacher leurs massacres en enterrant les martyrs au bulldozer. Peut-être 30.000 cadavres ont été ainsi enfouis.

De notre envoyé spécial à Kigali.

KIGALI ne constitue pas une ville, mais plusieurs. Comme dans nombre de grandes villes africaines, vous quittez un quartier urbain pour traverser un long pan de campagne, avant d'entrer dans un nouveau quartier urbain. Cette succession étant rendue encore plus hachée et complexe par le site même de l'agglomération, constitué par de nombreuses collines relativement escarpées. Les quartiers présentent des physionomies contrastées, reflet notamment des hiérarchies sociales, accentuant encore l'impression de parcourir des villes différentes et autonomes, et non de circuler à l'intérieur de la ville-capitale du Rwanda.

Une ville martyre

Kigali est une ville à la fois morte et renaissante. Renaissance parce que l'animation de ses rues est réelle, même si elle est souvent pitoyable : à nouveau les files de réfugiés, des ballots ou des matelas sur la tête. Mais, cette fois, ils rentrent chez eux. Si l'atmosphère reste grave et poignante, elle n'a rien à voir avec celle de terreur qui submergeait les mêmes cohortes lorsqu'elles avançaient en sens inverse, fuyant les mas-

sacreurs de la milice et de la garde présidentielle. Vers Byumba au nord-est du pays par exemple, la première préfecture à avoir été libérée de la dictature par les combattants du Front patriotique rwandais (FPR).

Kigali est une ville blessée. Maisons criblées d'impacts. Rues couvertes d'éclats de verre et bordées de carcasses d'automobiles et de camions dont les pneus ont été systématiquement retirés. Ces pneus, vous les retrouverez en barrages dans les nombreux contrôles installés par les soldats du FPR aux croisements. Très peu de voitures circulent d'ailleurs dans les rues. Surtout des 4 x 4 du FPR, de la MINUAR ou de la Croix-Rouge. Parfois aussi des camions dont la plateforme est bondée de jeunes enfants criant leur excitation de retrouver une ville natale délivrée des massacreurs et de la guerre. Mais Kigali est et restera une ville martyre. Chacun de ses quartiers a une physionomie d'Oradour. Témoin au sud-ouest, le quartier de Nyamirambo, naguère le plus peuplé de la capitale, avec ses innombrables fosses communes. J'ai vu une de ces fosses, distante de plusieurs centaines de mètres de la fin de la ville. Pour y parvenir, il faut d'abord traverser des litanies de maisons détruites, après que leurs habitants eurent été exterminés. Puis une piste où des cadavres commencent à apparaître. Enfin un paysage bouleversé, torturé, de terre rougeâtre, sans un brin d'herbe. Chaque monticule est une tombe où pourrissent des centaines de cadavres

(on parle de 30.000 corps enfouis dans les diverses fosses recensées après la libération de la ville). Sur les vagues de ce paysage de démente surnagent plusieurs dizaines de morts, dans des postures distordues. Et en parcourant ce champ des supplices, il faut veiller où l'on met ses pas : des chevelures, des bras, des pieds émergent tous les quelques mètres.

Le lieutenant FPR, Vedastre Gasangwa raconte : « Les milices les amenaient là par camions entiers, les morts et les blessés graves. La benne était actionnée et tout basculait dans les fosses creusées au bulldozer. Combien ont été enterrés vivants ? Quelques-uns ont été sauvés par des gens courageux qui venaient là après le départ des camions. »

Les champs de la mort

Cette noria infernale a duré trois mois. Du 6 avril, date de la mort

d'Habyarimana qui fut le coup d'envoi des massacres, à la déroute des FAR (Forces armées rwandaises) devant l'offensive du Front patriotique. Le lieutenant FPR n'épargne aucun détail. Montrant un corps disloqué : « Il devait être juste au bout du camion, les autres corps l'ont écrasé. » Un peu plus loin, un cadavre de femme, le pied droit coupé et disparu. Juste à côté d'elle, un crâne éclaté.

Pour un Européen, cette vision évoque irrésistiblement une image : 1945, les bulldozers américains, dans les camps de concentration enfin libérés, poussant dans de gigantesques fosses les cadavres laissés derrière eux par les nazis en débâcle. Mais les soldats américains opéraient dans la hâte pour enrayer les épidémies naissant de ces foyers de putréfaction. Les assassins de la dictature rwandaise cherchaient, eux, à cacher leurs crimes.

JEAN CHATAIN

Le premier ministre est arrivé à Kigali

Jean Chatain

L'Humanité, 15 juillet 1994, page 9

De notre envoyé spécial à Kigali.

FAUSTIN TWAGIRAMUNGU a regagné son pays. Premier ministre du gouvernement de transition issu des accords d'Arusha - mais dont la mise en place effective fut sabotée par Habyarimana et ses tueurs -, récemment confirmé dans cette charge par sa formation, le Mouvement démocratique rwandais (MDR), les autres partis issus de l'opposition à la dictature, le Parti libéral, le Parti chrétien-démocrate, le Parti social-démocrate et le Front patriotique rwandais (FPR), il a atterri jeudi matin à l'aéroport de Kigali à bord d'un C 130 de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (MINUAR). L'appareil avait été mis à sa disposition par le général canadien Roméo Dallaire, commandant les casques bleus au Rwanda.

Le premier ministre a été accueilli par des membres de son parti et par des officiels de la MINUAR. Son périple l'avait successivement conduit de Bruxelles à Paris, puis à Dar Es Salaam, où il a rencontré le président tanzanien, Ali Hassan Mwinyi, et ensuite à Kampala où il fut reçu par le président ougandais Museveni, dernière étape avant la capitale rwandaise.

Faustin Twagiramungu a donné une brève conférence de presse à son arrivée. « Nous sommes ici pour bâtir la réconciliation nationale », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « Nous avons espoir que les succès présents du FPR seront mis au compte du peuple rwandais, qui devra oublier et avoir confiance dans les dirigeants du pays. » Une « concertation » pour la mise en place d'un gouvernement aura lieu « dans les plus brefs délais » pour la formation d'un gouvernement sur la base des accords d'Arusha, a-t-il ajouté en soulignant : « Il n'y aura pas de négociations mais des consultations » entre les cinq organisations de l'opposition à la dictature qui ont approuvé les accords.

« Il faut tenir compte des changements qui sont intervenus depuis le déclenchement des massacres d'avril, consécutifs à la mort de l'ancien président », a encore indiqué le premier ministre. De ce fait, a-t-il souligné, le MRND et la Coalition pour la défense de la République (CDR), les organisations de Habyarimana, responsables du génocide, « sont exclus de la formation du prochain gouvernement ».

J. C.

Témoignages

Paroles de survivants

Jean Chatain
L'Humanité, 15 juillet 1994, page 8

De notre envoyé spécial.

LES rescapés qui ont pu échapper au massacre retrouvent difficilement la parole pour tenter de raconter l'indicible. Voici deux témoignages, celui de Pascal qui essaie de dire son martyre, et celui d'Eugène qui a courageusement résisté aux appels au meurtre et a sauvé des vies humaines.

Pascal

Pascal Ngoga habitait à Bumena, un quartier de Nyamirambo.

Maison après maison, ils tuaient

Il raconte : « Après l'accident de l'avion, les milices Interahamwe ont commencé à tuer tous ceux qui n'avaient pas le même langage que le MRND-CDR (le parti du dictateur Habyarimana - NDLR). Les enfants, les vieux... on massacrait toute la maison. »

« Beaucoup ont fui vers l'église Saint-Charles Rwanga tout près d'ici. Alors, les militaires venaient et tiraient. En même temps, il y a eu des pertes énormes au collège de Saint-André. Et ils ont attaqué tous les quartiers de Nyamirambo. Maison par maison. Les militaires, et les milices, et la garde présidentielle massacraient. »

« Ils avaient un système de « barrières ». On nous gardait sur les « barrières ». On venait nous y chercher un par un. Comme ça, l'un après l'autre, petit à petit, on tuait à partir des

« barrières ». Et ceux qui étaient trouvés hors des barrières étaient massacrés sitôt pris. »

Eugène

Eugène demande que son nom de famille ne soit pas rendu public. Hutu, il habite à Nyamirambo. Il est agent de l'Etat. Il a sauvé neuf Tutsis.

La vie de neuf Tutsis

« Depuis que la guerre a commencé je m'occupais de la prière car je suis chrétien. A côté de cela, je m'occupais des gens qui venaient chez moi demander refuge. Je les ai cachés jusqu'à ce que la guerre ait pris fin dans cette région. »

« Ils étaient chez moi dans la maison. Un homme, début avril, puis une femme et cinq enfants à la mi-mai ; et encore une femme et un homme à la fin mai. Ils restaient enfermés dans une chambre. Quand il y avait des fouilles, nous les faisions passer d'une maison à l'autre. Nous sommes un quartier de chrétiens et certains voisins étaient au courant. »

« Je ne pouvais pas partir avec les autres car sinon ces gens auraient été tués. On a dû attendre jusqu'à l'arrivée du FPR. Les soldats FPR nous ont emmenés jusqu'à la zone de Kabuga où la sécurité était déjà assurée. On y est restés jusqu'à hier. Nous sommes revenus vers minuit et demi la nuit dernière. »

J. C.

Dans Ruhengeri, désertée par l'armée et les milices

Jean Chatain
L'Humanité, 18 juillet 1994, page 9

La « Cité des volcans » a été investie par le Front patriotique. Elle était le dernier verrou au nord-est avant Gisenyi et la frontière zaïroise.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LA préfecture de Ruhengeri était la dernière place forte avant Gisenyi, l'ultime verrou protégeant cette dernière ville où s'était réfugié le « gouvernement intérimaire » après la libération de Kigali. Le barrage a sauté, jeudi dernier, les combattants du FPR contrôlent désormais la ville.

Lorsqu'on arrive à Ruhengeri, en venant de Kigali, on découvre d'abord les bâtiments préfectoraux, distants de plusieurs kilomètres du centre-ville. Juste à côté, la cour d'appel dont le fronton proclame : « La justice est rendue au nom du peuple ».

Le secteur était zone de combats depuis trois mois. Située à une soixantaine de kilomètres de Gisenyi, le fief du président Habyarimana, Ruhengeri se situe au pied de la région des volcans (éteints), à cheval sur la frontière rwando-ougandaise. Elle est d'ailleurs fréquemment surnommée la « Cité des volcans ». Dans toute cette région frontalière, très accidentée et couverte de forêts, le FPR était présent depuis 1990. Son offensive s'est donc déclenchée dès le début de la reprise de la guerre. « Nous avons rogné le terrain petit à petit, déclare un officier FPR. Depuis avril, on gagnait centimètre par

centimètre. Quand tout nous a paru prêt, nous avons déclenché l'assaut final. Il a duré une semaine. »

Depuis le début de la dictature, Ruhengeri avait gagné une lugubre célébrité, celle de prison-mouroir du Rwanda. Construite en 1935, à l'époque de la colonisation belge, la prison concentrait une grande partie des prisonniers politiques. Très officiellement, l'administration Habyarimana a reconnu la mort en ces lieux de cinquante-sept dignitaires de la première république rwandaise (1962-1973). Des responsables du FPR y ont été détenus jusqu'en janvier 1991, date où le Front patriotique s'était emparé des lieux avant de devoir faire par la suite marche arrière. Ce fut le cas notamment des colonels Biseruka et Lizinde qui, dix ans durant, furent cloîtrés dans cet avant-poste de l'enfer.

L'architecture même des bâtiments reflète la volonté d'écraser et plus encore d'humilier, caractéristique de toutes les oppressions coloniales et des comportements racistes qu'elles induisent. Salles sans fenêtre; dortoirs aux bat-flanc juxtaposés où s'empilaient jusqu'à trois cents personnes dans quelques dizaines de mètres carrés; pas de lieux d'aisance, mais des rigoles striant le ciment du sol pour contraindre les détenus à uriner publiquement... Tout semble avoir été conçu pour bien persuader le prisonnier de sa nature de sous-homme.

Faustin, suspecté de sympathie pro-FPR, y a été incarcéré durant la

dernière année de « fonctionnement » de la prison. « Nous y avons été jusqu'à deux mille en même temps. » Juste à côté de lui, sur le mur, une inscription au charbon : « Simbirimo azigisha igiswayire ». Je lui demande la traduction : « Simbirimo (le nom du détenu qui refuse de se laisser abattre) va enseigner le swahili ».

Au centre de Ruhengeri, le stade régional. Les réfugiés prenant la route du retour s'y pressent par centaines, peut-être par milliers. « Ils sont arrivés ce matin. Ils restent là le temps de se reposer. Ils repartiront quand ils voudront », indique l'officier FPR. Un réfugié s'approche : « Les FAR (Forces armées rwandaises) nous poussaient sans cesse devant eux. Nous mourions de faim, mais ils continuaient quand même à nous pousser. » Un deuxième : « Je dis : que les politiciens règlent leurs problèmes. Nous, on retourne chez nous. » Un autre, enfin,

raconte que, en tant que Hutu, il a fui par crainte de massacres du FPR en représailles des massacres perpétrés par les milices gouvernementales ; le cortège où il se traînait a été rattrapé en route par les soldats du Front et il a découvert que, « ce qu'on pensait du FPR, ce n'est pas ce qu'on a vu »...

Ruhengeri, quelques jours après la débâcle de l'armée, reste pour l'instant une ville morte, à l'exception du stade, étape de transit pour les réfugiés vers leurs domiciles respectifs. Une partie de sa population a accompagné les FAR dans leur retraite précipitée vers Gisenyi et la frontière zaïroise. L'autre s'est volatilisée dans toutes les directions, fuyant les combats. Mais le reflux s'est d'ores et déjà amorcé : sur la route de Kigali, ils sont des milliers à avoir repris leur déambulation. Cette fois, dans la direction conduisant à la préfecture du Nord-Est rwandais.

JEAN CHATAIN

Où en sont les consultations ?

Jean Chatain

L'Humanité, 18 juillet 1994, page 9

De notre envoyé spécial.

SETH SENDASHONGA avait été désigné comme ministre de la Jeunesse et pour le Mouvement associatif dans le gouvernement de transition prévu par les accords d'Arusha. Il sera vraisemblablement confirmé à cette charge dans le prochain gouvernement, dont la composition devrait être connue incessamment. Membre du bureau politique du FPR, il est issu de la communauté hutue. Au cours d'une rencontre avec la presse, il a fait le point sur les évolutions possibles de la situation rwandaise.

Sur le cessez-le-feu

Le FPR avait proposé le 5 juillet un cessez-le-feu sous conditions. « Ces conditions visent à empêcher que ne se crée un sanctuaire pour ceux qui ont mis le pays à feu et à sang. Elles supposent que l'armée se dissocie de ce gouvernement autoproclamé et cesse toute activité militaire. » Ce que l'on pourrait appeler, en langage moins diplomatique, une reddition tête haute.

Sur la fuite du gouvernement autoproclamé de Gisenyi

Le départ du « président » et du « premier ministre » à Cyangugu, s'il est confirmé, « montre le bien-fondé de nos inquiétudes concernant la zone militaire française. Celle-ci sert plus de protection aux criminels que de zone humanitaire. Pourquoi la France n'a-t-elle pas plutôt créé de petits centres

où il aurait été possible d'assurer la protection des gens sans interférences sur le plan militaire? », a déclaré le ministre désigné, avant de souligner : « L'essentiel est que ce gouvernement continue à fuir, tout en prétendant envers et contre tout qu'il détient toujours le pouvoir au Rwanda. » Enfin, il conclut, revenant au problème de la zone française : « Si un hélicoptère transportant le président et le premier ministre a pu se poser à Cyangugu, cela voudrait dire qu'un accord avait été donné par les autorités françaises. »

Sur les consultations en vue de constituer le gouvernement

Selon le ministre désigné, le FPR demande que la présidence de la République soit attribuée à une personnalité issue de ses rangs. De même en ce qui concerne la vice-présidence, charge à laquelle serait joint un ministre, « sans doute celui de la Défense ». Schématiquement, la répartition de plusieurs des principaux postes serait la suivante. Au FPR : la présidence de la République, la vice-présidence assortie d'un ministère (Défense?), le vice-premier ministre. A ses partenaires : le premier ministre, la présidence de l'Assemblée nationale de transition, la vice-présidence et le secrétariat de cette Assemblée. Le MRND étant exclu du gouvernement, certains des postes (cinq) qui étaient prévus par les accords d'Arusha le concernant pourraient être attri-

bués à des personnalités non membres des partis ni du FPR. « Nous voulons mettre en place un gouvernement d'union dans l'esprit d'un partage du pouvoir entre les familles politiques », a conclu le ministre désigné.

J. C.

Le corps de l'ancien premier ministre retrouvé ?

Jean Chatain

L'Humanité, 19 juillet 1994, page 9

De notre envoyé spécial au Rwanda.

LA dépouille du premier ministre, Agathe Uwiziniyimana, assassinée dès le 7 avril au tout début des massacres, en compagnie d'une dizaine de soldats belges qui tentaient de la protéger, a-t-elle été retrouvée ? Sa mort ne faisait aucun doute, mais le corps n'avait pas été retrouvé, laissant penser que les tueurs avaient veillé à le faire disparaître. . .

Rappelons les circonstances de ce meurtre. L'avion transportant le président Habyarimana s'écrase le 6 avril en soirée. Quelques heures plus tard, la garde présidentielle entraîne les milices - selon un plan préparé longtemps à l'avance - aux domiciles des membres du gouvernement issus des partis d'opposition (Mouvement démocratique rwandais, Parti social-démocrate, Parti libéral, Parti chrétien-démocrate) ainsi que des dirigeants et cadres de ces formations pour les massacrer avec leurs familles.

Les tueurs arrivent devant le domicile du premier ministre peu avant l'aube, vers 5 heures du matin. Ils arrosent le bâtiment de coups de feu. Agathe Uwiziniyimana aurait réussi néanmoins à s'enfuir et à gagner la résidence au centre-ville d'une personnalité du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). C'est là qu'elle aurait été abattue quelques instants plus tard.

Camp de Kanombe, non loin du palais présidentiel, vendredi 15 juillet.

Cette caserne est occupée par le FPR depuis le 24 mai. Mais, ainsi que le déclare le lieutenant FPR qui reçoit la presse, « ce qui nous intéressait jusqu'à la fin des combats, c'était la collecte des munitions. Nous n'avons commencé à fouiller systématiquement que depuis trois jours ».

La veille au soir, cassant les carreaux de la porte blindée et verrouillée de la petite morgue de l'hôpital attenante au camp, les soldats FPR découvrent deux cercueils dans une salle et trois cadavres allongés sur les tables de pierre de la seconde. Les cadavres sont nus et ne peuvent être identifiés : militaires tués dans les combats ou civils assassinés ? Les deux cercueils hâtivement assemblés portent chacun une inscription en lettres minuscules : « Madame premier ministre Agathe » sur l'un ; « corps venant avec madame le premier ministre » sur l'autre.

Le lendemain matin, les autorités convoquent la presse pour qu'elle assiste à l'ouverture du local. La porte blindée est forcée devant les journalistes et un officier ghanéen de la MINUAR. Les inscriptions sont bien là. Les cercueils eux-mêmes ne seront ouverts qu'en présence d'un médecin légiste. C'est alors seulement qu'on saura s'ils contiennent les corps d'Agathe Uwiziniyimana et, peut-être, de son époux. Leurs cinq enfants sont, eux, sains et saufs et résident actuellement en Suisse.

JEAN CHATAIN

Payer pour mourir plus vite

Jean Chatain

L'Humanité, 20 juillet 1994, page 9

De notre envoyé spécial à Kigali.

LES enfants de la tuerie... A combien chiffrer la population des orphelins rwandais aujourd'hui? Impossible de se hasarder à une estimation. La seule certitude est qu'elles et ils se comptent par dizaines de milliers. A Kigali, non loin de l'église de la Sainte-Famille, se trouve un orphelinat dépendant de la congrégation Mère-Teresa de Calcutta. Une centaine d'enfants au mois de février, deux cent cinquante en cette mi-juillet. « Tutsis et Hutus », précise sœur Suzanne, une Française, depuis trois ans au Rwanda.

Sœur Suzanne a refusé, début avril, de partir avec les casques bleus. Elle a été témoin des trois mois d'atrocités perpétrées par les tueurs gouvernementaux. Notre entrevue n'est pas à proprement parler un dialogue. Plutôt un long monologue où la religieuse entrecroise les dates et les récits. Un peu comme si parler lui permettait aussi de mettre de l'ordre dans les images qui l'assaillent.

La première évoquée ne concerne pas son orphelinat, mais l'église de la Sainte-Famille, très proche. « Tous les Tutsis qui étaient chez nous ont été envoyés à la Sainte-Famille par le père Wenceslas. Pendant deux mois, ils y sont restés mais chaque jour les Interhamwe (milices gouvernementales, NDLR) venaient en chercher un ou deux pour les fusiller. Et puis il y a eu l'attaque de la Sainte-Famille, et les gendarmes de garde n'ont rien fait. Ils avaient des ordres pour ne rien

faire. Soixante-cinq fusillés. Non, pas fusillés, rectifie-t-elle, une balle derrière l'oreille, et la tête explosait. Il y en avait un qui venait d'ici. »

« Ça a continué jusqu'à la dernière minute. Il y a aussi les disparus. Nous avons accueilli un homme qui avait sauté d'un camion. Il nous a dit : ils nous emmenaient pour nous tuer. »

Sœur Suzanne enchaîne sur ses préoccupations actuelles. « Nous voyons parfois des parents réapparaître. Et parfois nous devons leur apprendre que leur enfant est mort. La dysenterie. Il y a aussi les enfants qui refusent de vivre. Parmi ceux qui ont été témoins du massacre de leurs parents. On les nourrissait avec une sonde dans le nez. Un mois, un mois et demi, puis ils mouraient. Ils refusaient de vivre. »

« Il y a eu des gens coupés en morceaux ou décapités lentement. Certains ont payé les Interhamwe pour être tués vite. Ceux qui ont eu une balle dans la tête ont eu de la chance. »

Dans le même quartier, l'église Saint-Paul. « Cinquante-deux personnes y ont été fusillées sur ordre du préfet. La chef des Interhamwe était la conseillère du secteur. Elle dressait la liste, la donnait au préfet qui la signait et après on tuait. Cela lui était facile : le conseiller du secteur fait les papiers ; il a tous les noms. »

Dernière confidence, touchant à nouveau à ses hantises actuelles. « Pour les enfants, nous craignons des troubles psychiatriques. Surtout pour ceux qui ont assisté à la mort de leurs parents. Il y a aussi une épidé-

mie d'affections broncho-pulmonaires. Nous avons peur du choléra : des cas ont déjà été signalés. Pour la nourriture, cela va mieux depuis que la ville a été libérée. Mais les lits, nous les réservons pour les enfants les plus malades ; les autres dorment par terre. »

Quelques centaines de mètres plus loin, les bâtiments dévastés de l'école de la Sainte-Famille. Vingt à trente jeunes enfants dépenaillés sont rassemblés dans la cour. Le décor évoque « Los Olvidados », le vieux film de Luis Bunuel, dont le titre français était :

« Pitié pour eux ». Une discussion s'engage, très malaisée. Deux d'entre eux connaissant le français ou acceptant de parler en français : « Pas papa, pas maman. Tout le monde, il est mort. »

Le même s'exclame : « les Interhamwe ». Puis il esquisse deux mimiques : la position du tireur, celle du coup de machette asséné à la verticale. Interrogé, il répond : « Je suis hutu. Lui aussi », ajoute-t-il, désignant l'autre orphelin.

JEAN CHATAIN

Radio-Muhabura a pignon sur rue

Jean Chatain

L'Humanité, 22 juillet 1994, page 8

De notre envoyé spécial au Rwanda.

RADIO-MILLE-COLLINES (RTMC) a quitté Kigali pour le Zaïre après avoir transité par Gisenyi puis, pendant un certain temps, par la zone sous contrôle français dans le sud-ouest du Rwanda. Cet émetteur, qui est notamment lié à la Coalition pour la défense de la république (CDR), la composante la plus ouvertement extrémiste de la dictature déchuée, avait été l'un des instruments les plus efficaces de l'appel au massacre. Depuis plusieurs semaines, RTMC a en outre systématiquement lancé la population dans l'exode vers le Zaïre.

Un rappel pour bien faire comprendre le rôle joué par cette chaîne dans le déroulement du génocide voulu et planifié par la dictature. Nous sommes en avril : les massacres d'opposants politiques hutus et de familles tutsies se multiplient à travers tout le pays. A Butare, la ville universitaire du Sud, une première tuerie vient d'avoir lieu, laissant derrière elle des dizaines et des dizaines d'orphelins. Ceux-ci sont regroupés dans un établissement de la ville. A la grande fureur du « gouvernement intérimaire » face à ce qu'il considère comme un travail « inachevé ». Le « ministre » de l'Intérieur prend la parole sur l'antenne de RTMC pour appeler à parachever le massacre. Message reçu : les Interhamwe (expression qui a pris désormais un sens très précis : ceux qui tuent ensemble) se rendent à l'orphelinat. Il

n'y aura aucun survivant parmi les enfants qui y étaient réfugiés.

L'immeuble occupé par Radio-Mille-Collines est maintenant à l'abandon. Toutes les installations ont été pillées ou détruites. A quelques centaines de mètres de là, un autre bâtiment accueille Radio-Muhabura (« le guide » en kinyarwandais). L'émetteur jusqu'alors clandestin du Front patriotique a désormais pignon sur rue. « Radio-Muhabura a été créée en mars 1991, raconte Emmanuel Mugonga, directeur du département de l'Information du FPR. Il nous fallait faire découvrir aux Rwandais un autre visage du Front que la caricature haineuse présentée par la propagande gouvernementale. »

« Dans un deuxième temps, Radio-Muhabura a élargi sa mission à ce que j'appellerais des programmes éducatifs. Nous voulions briser le carcan ethnicisant dans lequel le régime prétendait enfermer les opinions nationale et internationale. Au début, nous émettions uniquement en kinyarwandais ; très vite, nous nous sommes exprimés également en swahili, en français et en anglais. Nos moyens et notre équipe étaient réduits : une quinzaine de personnes. De plus, il nous fallait bouger sans cesse. Pour suivre les déplacements du Front et des populations. Egalement, bien sûr, pour des raisons de sécurité. Autant de contraintes qui n'ont pas empêché Radio-Muhabura de connaître rapidement une audience grandissante. Ses émissions étaient et sont toujours très suivies, tant dans le

pays que dans les milieux émigrés des
nations voisines. »

JEAN CHATAIN

Mon mari hutu et mes enfants ont été massacrés

Jean Chatain
L'Humanité, 23 juillet 1994, page 4



FIGURE 13 – Une fosse commune près de Kigali : des milliers de cadavres enterrés au bulldozer, dont quelques uns ont déjà été déterrés par la pluie. Jean Chatain (L'Humanité, 23 juillet 1994, page 4)

De notre envoyé spécial au Rwanda.

DOMINE MUJAWAMARIAGE habite le quartier de Nyamirambo, au sud-ouest de Kigali. Elle est tutsie, son mari était Hutu. Ils ont eu six enfants. Comment faut-il les appeler ? A quelle communauté appartenaient-ils de par leur naissance ? La question ne se pose plus. Domine a survécu aux massacres d'avril, mai, juin, mais elle est seule aujourd'hui. Son époux, ses filles et ses fils, tous ont péri sous les machettes et les grenades de la milice gouvernementale. Leurs cadavres pourrissent parmi les milliers d'autres enterrés au bull-

dozer dans l'une de ces atroces fosses communes qui parsèment la périphérie de la capitale rwandaise.

Domine accepte de me donner son témoignage, mais à une condition : qu'elle puisse s'exprimer en kinyarwanda, bien que son français soit excellent.

« Beaucoup de personnes ici sont mortes pendant cet hiver (nous sommes dans l'hémisphère Sud - NDLR), commence-t-elle très doucement et lentement. Je me suis d'abord cachée. Puis, quand je me suis retrouvée seule, je me suis réfugiée au camp de Ndera, grâce au FPR qui nous a libérés. Il a sauvé nos habitants, fait fuir

les milices et après il nous a aidés dans notre vie de tous les jours. Le FPR ne m'a pas rendu ma maison qui avait été brûlée, mais il m'a aidée, il nous a aidés à survivre. C'est une grande chose pour laquelle je le remercie ».

Je demande à Domine où elle s'était cachée et comment elle pouvait alors se ravitailler. « Dans ma maison. Je n'en sortais jamais. Jusqu'à ce qu'il soit tué, mon mari m'apportait à manger. Il avait une identité qui lui permettait de sortir. »

Traduction : le mot « hutu » figurait sur les papiers officiels du mari. Or les Interhamwe (ceux qui tuent ensemble) sélectionnaient leurs victimes par deux méthodes : les listes qui leur étaient remises par les autorités officielles et la dictature en ce qui concerne les démocrates opposants ; les cartes d'identité pour les Tutsis. Mais un jour, les tueurs ont appris que cet homme avait épousé une Tutsie. Et ils

sont venus en groupe jusqu'à son domicile. Le mari hutu a été massacré avec ses enfants, l'épouse tutsie a seule pu s'échapper.

Le timbre de la voix de Domine est déchirant. Bas et monocorde, m'évoque celui d'un autre survivant, que j'avais rencontré à la fin d'avril à l'hôpital FPR de Gahini, dans le centre-est du pays, première zone à avoir été délivrée de la dictature et de ses assassins. Gérard Gacherebuka avait lui aussi perdu toute sa famille lors du massacre de Rukara, une localité proche. Lui aussi m'avait conté son histoire avec cette espèce de voix délavée, mais qui n'a failli à aucun moment.

Gérard et Domine se ressemblent et ressemblent à des dizaines de milliers de Rwandais aujourd'hui. Deux blocs de douleur et de dignité.

JEAN CHATAIN

Réfugiés rwandais : quand le choléra amplifie le génocide

Jean Chatain

L'Humanité, 23 juillet 1994, pages 2-3

LE langage médical est facilement terrifiant par sa froideur et son objectivité. D'après des membres de l'ONG Médecins sans frontières, l'épidémie de choléra devrait frapper au moins 50.000 personnes dans les jours à venir. Goma se transformerait ainsi en un gigantesque mouvoir des réfugiés qui ont été poussés devant eux par les FAR (Forces armées rwandaises) en retraite.

Plusieurs milliers sont déjà morts de ce côté de la frontière zaïroise. D'épuisement, de faim et surtout de cette malédiction, jusqu'alors endémique dans cette partie de l'Afrique et que la tragédie rwandaise vient de tirer de la nuit des temps et de porter au rouge : une malédiction qui a nom choléra.

L'épidémie fait tache d'huile. Isabelle Pardieu, porte-parole de MSF, déclare que le choléra frappe non seulement Goma, mais aussi Munigi, à quelque distance de là. L'association y a relevé jeudi 300 cadavres. De même à Kibumba, l'un des plus vastes camps de réfugiés de la région. La population zaïroise commencerait elle aussi à être touchée.

Au choléra, il faut ajouter le paludisme, la dysenterie, la rougeole (qui fait des ravages chez les enfants de moins de cinq ans)... Les sources de mort se juxtaposent pour se démultiplier à l'infini.

Goma et les camps voisins se sont définitivement transformés en lieu d'horreur et de folie. Les camions de se-

cours n'arrivent plus à passer, bloqués par une foule hallucinée ; les réfugiés se battent parfois entre eux pour s'emparer des miettes humanitaires ; pendant ce temps, des gosses s'affaissent dans l'herbe rase et commencent leur agonie. Parfois un véhicule passe, chargé de militaires des FAR ou de miliciens. Parfois également, on trouve des cadavres de personnes tuées à l'arme blanche : des enfants, des femmes ou des hommes suspectés d'appartenir à la communauté tutsie ou d'avoir des sympathies pour le Front patriotique. Le règne de la machette se perpétue, même quand et où l'épidémie décime. Au tueur aveugle qu'est le choléra s'ajoute le tueur raciste de la milice.

Dans toutes les directions, les réfugiés fuient désormais Goma. Y compris en direction du Rwanda, dont l'accès leur est rendu difficile par les troupes zaïroises. Soldats et miliciens de Mobutu apportent une aide sans relâche aux soldats et miliciens d'une dictature rwandaise en déroute, mais toujours aussi sanglante.

Sur la frontière elle-même, des centaines et centaines de personnes s'accumulent, chassées par le choléra et la famine. Et qui veulent rentrer chez eux. Vendredi, le Haut-Commissariat des Nations unies appelait à « un retour rapide des réfugiés. Nous ne pouvons continuer dans les conditions actuelles ». Et Panos Moutziz, porte-parole du Haut-Commissariat, précisait : « Le HCR sera présent en

de nombreux points de retour et la MINUAR (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda - NDLR) sera sur place pour garantir la sécurité du processus. C'est la seule solution au problème. Nous estimons qu'ils peuvent maintenant rentrer en toute sécurité et nous le leur ferons savoir. »

Que vaut cette garantie ? Ou celle théoriquement donnée par les soldats de l'opération « Turquoise » ? Vers la mi-avril, les casques bleus se sont retirés du Rwanda sans seulement tenter de faire barrage aux massacreurs. Et le gouvernement français s'était prononcé pour ce retrait, même si, aujourd'hui, il essaie de faire oublier cette prise de position. Toujours est-il que, selon l'agence Reuter, des Tutsis réfugiés au camp de Kituku, au Zaïre, ont demandé vendredi aux militaires français de les protéger contre les exactions de soldats de l'ex-armée gouvernementale. Ils redoutent de se faire massacrer

par les soldats et les miliciens de la dictature présents dans la région. D'après eux, un Tutsi a été tué par des FAR jeudi devant le camp, qui compte 4.500 réfugiés. De plus, quatre Tutsis des environs auraient été lapidés à mort dans Goma.

Dernière « rumeur » diffusée par la propagande des tenants de la dictature : les Tutsis empoisonneraient les ressources en eau ; là serait la cause de l'épidémie de choléra actuellement subie par les camps.

Le journaliste de Reuter s'adressant à un officier français obtenait cette réponse : la sécurité des Tutsis à Goma est certes un « important sujet d'inquiétude », mais il ne faudrait pas oublier que « le mandat de l'ONU à la France concernait une intervention au Rwanda et ne s'étend donc pas au Zaïre » . . .

JEAN CHATAIN.

Rwanda : les survivants doivent quitter les camps de la mort

Jean Chatain

L'Humanité, 25 juillet 1994, pages 2-3

DEPUIS la mise en place de l'opération « Turquoise » en juin, l'hémorragie des réfugiés n'a cessé de s'amplifier tous azimuts. D'une région du Rwanda à une autre, du Rwanda vers la Tanzanie, du Rwanda vers le Zaïre... C'est surtout ce dernier mouvement qui retient actuellement l'attention des commentateurs au niveau international.

Seule certitude : les morts s'accroissent. En deux jours, le choléra aurait fait entre 7.000 et 8.000 victimes à Goma et ses environs. Tandis que l'épidémie poursuit ses ravages, l'armée de Mobutu continue de relayer celle, en déroute, de l'ex-dictature rwandaise, s'opposant au retour des réfugiés chez eux.

Elle « justifie » cette décision par le fait que les routes sont jonchées de grenades et de munitions abandonnées par les FAR (Forces armées rwandaises) lors de leur fuite précipitée. En fait, ainsi que le déclare l'agence Reuter dans une dépêche d'hier après-midi, « nombreux à Goma sont ceux qui soupçonnent l'ex-gouvernement réfugié au Zaïre de faire pression sur les autorités locales pour empêcher un exode en sens inverse, en vue d'une hypothétique contre-attaque au Rwanda ». Ce que confirmeraient des sources militaires françaises, selon lesquelles les anciennes Forces armées rwandaises sont en voie de reconstitution au Zaïre et se prépareraient à une contre-offensive depuis le territoire zaïrois.

Selon les organisations huma-

nitaires, quelque 1.500 personnes meurent chaque jour dans les camps de fortune de l'est du Zaïre. Sur la frontière elle-même, des centaines et des centaines de réfugiés étaient allongés sur la route, dans l'attente d'une réouverture des postes fermés depuis jeudi par les militaires zaïrois. Le reflux se serait néanmoins amorcé : « Il y a de nombreuses personnes sur les routes. Samedi, 10.000 ont franchi la frontière en sens inverse », a déclaré le lieutenant Peter Karage du Front patriotique.

Le même précisait que ceux des réfugiés qui avaient ainsi pris le chemin du retour, encouragés en ce sens tant par le nouveau gouvernement de Kigali que par le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), l'ont fait par la brousse. Franchir la ligne ne pourrait encore se faire clandestinement, le danger demeure trop grand pour ceux qui ont la naïveté de se présenter devant les uniformes de Mobutu. Le HCR n'est pas en mesure de préciser combien de personnes ont regagné le Rwanda, mais affirme que le mouvement va croissant.

De Kigali, le nouveau gouvernement rwandais multiplie les appels aux réfugiés pour qu'ils reviennent au pays, tout en lançant un appel à la communauté internationale afin qu'elle l'aide à mettre sur pied un tribunal pour les responsables du génocide perpétré depuis avril dans ce pays : un demi-million de morts, si ce n'est plus. « Chacun devra rendre compte de ce

qu'il a fait, a déclaré le président Pasteur Bizimungu. Il faut encourager les victimes à pardonner, mais ceux qui ont pris part aux massacres doivent se repentir. » Le chef de l'Etat concluait en invitant des magistrats étrangers à participer aux indispensables et urgentes enquêtes sur le terrain.

Cette aspiration au retour semble aussi se vérifier dans la zone tenue par les forces de l'opération « Turquoise ». Près de 50.000 réfugiés auraient quitté cette dernière pour regagner leurs domiciles dans le reste du pays, libéré de la dictature par les troupes du FPR. Interrogé samedi par RFI (Radio-France international), le lieutenant-colonel français Didier Borrelli a confirmé que « chaque heure » 2.000 personnes repartaient ainsi par un passage situé à une quinzaine de kilomètres de Kibuye. « Je pense qu'ils ont compris que, s'ils veulent continuer de vivre, il vaut mieux qu'ils retournent sur leurs terres pour que leurs récoltes ne soient pas perdues », ajoutait le porte-parole militaire.

Ministre délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy est arrivé samedi à Goma, au Zaïre. Il lançait aussitôt un « cri d'alarme vis-à-vis des autres, des Américains, des Européens ». Parlant de catastrophe humanitaire « sans précédent », le ministre assurait plaider en faveur « d'une grande opération internationale humanitaire sous l'égide du HCR », succédant à l'opération « Turquoise », montée depuis Paris. « On voit très bien qu'il y a un tournant », ajoutait-il.

Cet émoi est à relativiser. Deuxième quinzaine d'avril, les as-

sassinats politiques et les massacres racistes perpétrés à l'instigation du « gouvernement intérimaire » auto-proclamé battent leur plein. Au même moment, Paris appelait au retrait de la mission de l'ONU du territoire rwandais et opposait son veto à l'emploi du terme « génocide » par le Conseil de sécurité de l'ONU. Il n'est pas impossible qu'encore à cette époque des « conseillers militaires » français aient encadré les tueurs de la garde présidentielle, de la milice et des FAR. Puis il y eut le refus d'accorder l'aide logistique demandée par les pays africains qui s'étaient déclarés prêts à envoyer des casques bleus. Si le mot « tournant » a un sens, on peut espérer qu'il caractérisera la politique mise en œuvre depuis l'Elysée et le Quai d'Orsay. Le proche avenir dira si cet espoir a ou non raison d'être.

Peut-être peut-on interpréter en ce sens la décision prise dimanche en début d'après-midi par le dictateur zaïrois Mobutu, dont on connaît les liens avec Paris, de rouvrir la frontière entre le Zaïre et le Rwanda, à hauteur de Goma. Dans l'heure suivante, un millier de réfugiés l'ont aussitôt traversée. Hutus et Tutsis confondus. A leur arrivée au Rwanda, ils étaient accueillis dans un centre gardé par des combattants du FPR pour être systématiquement enregistrés. « Nous devons déterminer la nature et le degré de l'assistance que nous donnerons à tous ceux qui arrivent », déclarait le lieutenant FPR Peter Karake, avant de prédire un mouvement « plus important » pour ce lundi.

J. C.

Les orphelins de la Sainte-Famille

Jean Chatain

L'Humanité, 25 juillet 1994, page 4

De notre envoyé spécial

KIGALI, non loin de l'église de la Sainte-Famille, qui a acquis une lugubre notoriété par les massacres qui y furent perpétrés par les milices de la dictature. Des bâtiments scolaires de brique rouge. Dévastés. Dans la cour jonchées de cagots brisés et de paperasses chiffonnées, une vingtaine d'enfants fument des cigarettes, discutent, mangent des grains de maïs grillés ou des patates douces.

J'entame une discussion malaisée. Seuls deux parlent français ou acceptent de reconnaître parler français. « Tout le monde, il est mort », disent-ils, quand je les interroge sur leurs familles respectives. Que des orphelins donc, et les deux qui me répondent précisent qu'ils appartiennent à la communauté hutue. Les « Interahamwe », s'exclament-ils aussitôt, pour me faire comprendre qui a tué leurs familles. Et, afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, deux mimiques suffisent à leurs yeux pour rappeler les milices de la dictature : crisper le doigt comme sur une gâchette, abattre le bras de haut en bas comme pour un coup mortel...

Le groupe qui « réside » ici compte dix-neuf enfants. De dix à dix-huit ans.

Le chef est le plus âgé. Il me montre un cahier où sont recensés, avec indication de leur âge, les membres de cette communauté improvisée. Presque chaque soir, un ou plusieurs autres adolescents les rejoignent. « Nous leur donnons de quoi manger ; nous les laissons dormir la nuit ; le lendemain il faut qu'ils partent. »

Dans le groupe, un gosse aveugle. Il me paraît avoir dans les douze-treize ans. Le « chef » explique : trois avaient trouvé de l'alcool (sans doute dénaturé) et l'ont bu ; deux sont morts, le troisième est devant moi.

Les enfants ne sortent guère de leur réserve improvisée. Sauf pour forcer les portes de maisons proches et y chercher de la nourriture. Le terme « pillage » ne convient pas : Kigali était devenue ville morte ; depuis sa libération, elle se remplit à nouveau, mais les maisons habitées le sont souvent par des anciens réfugiés dont le domicile a été détruit ou qui viennent d'ailleurs. Que se passera-t-il si les propriétaires légitimes sont vivants et reviennent un jour ? Ces gosses, eux, ont cherché refuge dans des locaux scolaires, ceux de l'école de la Sainte-Famille. Celle de leur quartier natal.

J.C.

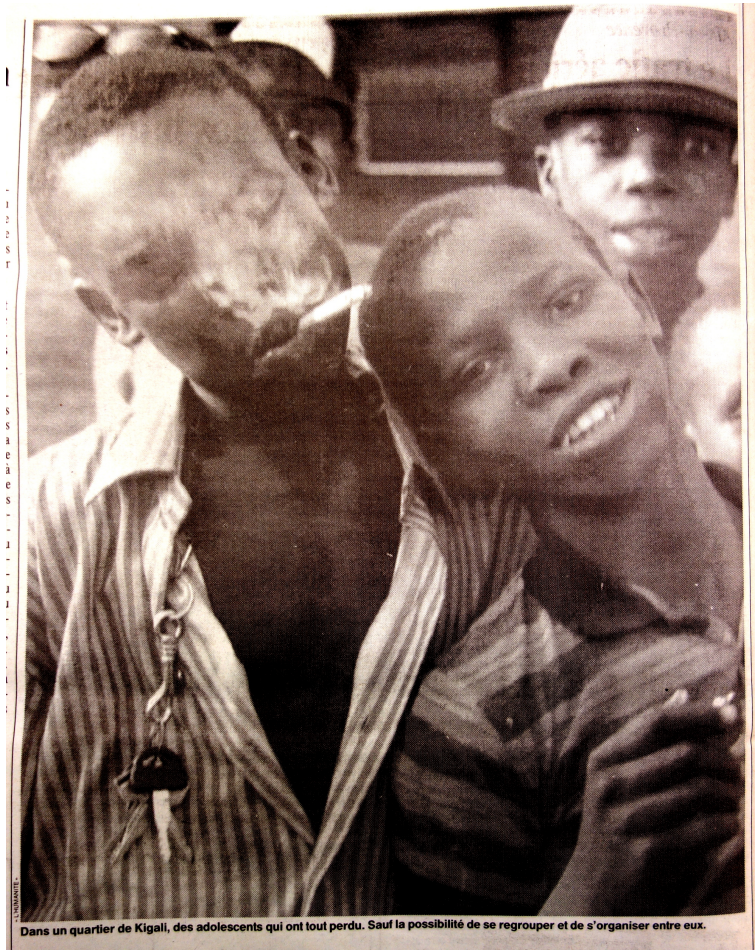


FIGURE 14 – Dans un quartier de Kigali, des adolescents qui ont tout perdu. Sauf la possibilité de se regrouper et de s'organiser entre eux. Jean Chatain (L'Humanité, 25 juillet 1994, page 4)

Pour enrayer l'épidémie, le retour est nécessaire

Jean Chatain

L'Humanité, 26 juillet 1994, page 3

LUTTE contre le choléra et celle pour le retour des réfugiés rwandais passés de l'autre côté de la frontière zaïroise forment-elles un seul et même combat ? C'est la question que nous avons posée au Dr Frédérique Maraoudon, de Médecins sans frontières, qui était hier lundi à Nairobi (Kenya), d'où MSF coordonne ses actions. Réponse : « Vous savez, je me trouve actuellement dans une arrière-base et ne dispose donc pas des dernières informations. La seule chose que je peux vous garantir est qu'hier au moins 2.000 personnes sont rentrées de Goma vers le Rwanda. Dans la seule journée de dimanche. »

Quel comportement ont les forces armées zaïroises ? On dit qu'elles ont parfois entravé le retour des réfugiés. . .

Il est certain qu'à un moment la frontière a été fermée du côté zaïrois. Et que ceux qui voulaient rentrer ont été bloqués. Aujourd'hui, à ma connaissance, la frontière est ouverte. Mais, encore une fois, je ne peux vous donner d'estimation concernant l'effectif des réfugiés qui en ont profité. Je n'ai pas reçu d'informations en provenance de Goma et d'ici je ne pourrais hasarder que des hypothèses.

Une autre question se pose : tout le monde appelle au retour, mais si celui-ci se confirme, ne risque-t-il pas de se transformer en vecteur de contamination ?

Les gens accumulés à Goma connaissent un risque énorme d'avoir

contracté le choléra. Même ceux d'entre eux qui ne sont pas physiquement malades peuvent effectivement diffuser la maladie. Au Zaïre, au Rwanda, ou ailleurs. S'ils rentrent au pays, cela fera néanmoins une énorme différence. Simplement par le fait que nous n'aurons plus à affronter une telle quantité de personnes suraccumulées dans un seul et même endroit.

Une épidémie de choléra peut être jugulée plus rapidement dans un tel cas de figure que lorsque un million de personnes, et peut-être plus, s'entassent dans un seul endroit. Les problèmes d'hygiène et d'assainissement ne se posent plus dans les mêmes termes. Ne serait-ce que du fait qu'il y aurait alors beaucoup plus de litres d'eau disponibles par personne. Pour permettre une alimentation et une hygiène plus correctes et adaptées aux besoins. Il faut qu'il y ait le moins de monde possible en contact simultané avec le vibron cholérique. Si la foule énorme des réfugiés s'éclate en une pluralité de petits groupes, les dangers de contamination seront moindres, l'épidémie se ralentira. Les cadavres sont porteurs du vibron cholérique ; plus il y a de gens soumis à la maladie qui s'accumulent en un seul endroit, plus il y aura diffusion du vibron cholérique. . . Oui, l'accès aux soins suppose en préalable que cette foule se disperse, que le retour chez soi devienne réalité.

Propos recueillis par

JEAN CHATAIN

« L'Huma » trop longtemps seule

L'Humanité, 5 août 1994, page 11

En avril dernier, alors que l'armée de la dictature et les milices massacraient Tutsis et démocrates hutus par centaines de milliers, la France officielle refusait le terme de génocide. Rares étaient alors les journalistes présents sur le terrain. « L'Humanité » y envoya Jean Chatain. Jours après jours ses correspondances étaient autant de pièces à conviction pour un acte d'accusation contre des tyrans et ceux qui les ont armés. Extraits de témoignages parus dans nos colonnes en avril et mai.

30 avril : Voyage au bout de l'enfer

À quelques dizaines de mètres de la route, un énorme trou au milieu des arbres. Au fond, plusieurs centaines de cadavres. D'en haut, on distingue nettement les vêtements aux teintes vives ainsi que la coloration blafarde et cendrée des visages et des mains. Au-dessus de ce magma humain, une femme gît dans une pose grotesque et obscène.

Gamaliel Segnicondo, enseignant à l'école primaire, témoigne : « Les massacres ont commencé à partir du 8 avril (la mort du président rwandais remonte au 6 avril au soir). Depuis deux jours, les gens venaient se réfugier à la paroisse (l'église et les bâtiments environnants). Les « padre » étaient partis. » D'après lui, ils ont été près de huit cents à rejoindre ce « refug ». Ils ont été massacrés dans l'église.

Tous ont été tués à la machette, au bâton ou avec une barre de fer. « Juste un coup sur le sommet du crâne », insiste Gamaliel. « Pour certains, on avait pris soin, avant, de leur lier les mains. Pendant ce temps, j'étais

caché car je savais que j'étais sur la liste. Puis, j'ai appris l'existence de ce trou. C'est là qu'ils jetaient les cadavres même si certains étaient encore vivants. » Gamaliel l'affirme : « Ce sont les milices MRND (le parti au pouvoir) et CDR (formation la plus extrémiste créée par les partisans de la dictature) qui ont perpétré ces massacres. » A Rukara, non loin de là, les milices gouvernementales ont fait entrer 1.500 et 2.000 morts dans un trou similaire. Au bas mot, 700 à 800 cadavres (comment les compter ?) pourrissent au soleil ou fermentent dans l'ombre intérieure des maisons.

Leur vision est repoussante, insoutenable. Quelques kilomètres plus loin, dans la paroisse de Mukarange, il y a ce bûcher improvisé où pendent bras et jambes, ainsi que des corps qui semblent s'obstiner à ne pas brûler. Un de mes interlocuteurs me dit : « Les morts, on n'a pas fini de les trouver. Dans les paroisses, c'est facile, on sait qu'ils sont là. Mais dans les forêts, combien sont-ils ? »

2 mai : Rukara, ravagez tout !

L y a des interviews humainement pénibles à réaliser. Celui de Gérard Gacherebuka, que j'ai rencontré à l'hôpital de Gahini, était particulièrement éprouvant. Doublement même. Parce qu'il me fallait affronter la désespérance du regard et le timbre monocorde d'un homme qui a tout perdu dans le massacre perpétré à Rukara, et qui reste encore entre la vie et la mort. Parce que cet entretien se déroulait dans une salle asphyxiée sous le nombre des blessés y gisant.

« Les massacres ont commencé le 7 avril, non loin de chez nous, à Murambi, raconte le vieil homme, s'appuyant douloureusement contre le mur pour se redresser et me regarder.

J'étais à la maison avec ma famille. Vendredi, j'ai déplacé ma famille vers la paroisse (l'église et ses dépendances - NDLR) et je suis revenu à la maison. J'étais sur la liste, parmi les recherchés. J'avais un enfant parmi les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) et c'est une raison qui pesait lourd. Vers 17 heures, ils attaquent. On a failli se défendre, mais, eux, ils avaient des fusils et des grenades. Ils nous jettent des grenades : treize ou quatorze morts, je ne sais pas exactement. Et puis, dans la nuit de vendredi à samedi, ils convergent de tous les côtés vers la paroisse. Le bourgmestre en tête. C'est lui qui a donné le signal : ravagez tout ! »

3 mai : Deux prêtres témoignent

L' ABE Fabien Ntaganira et l'abbé Rukanika racontent : « Quand nous sommes arrivés à Bujumbura, nous avons rencontré un frère des écoles chrétiennes, blessé par les militaires. Il nous a raconté le massacre de la paroisse de Kibeho (un lieu de pèlerinage pour les catholiques de cette partie de l'Afrique - NDLR). Les réfugiés, soutenus par les prêtres de la paroisse, s'étaient défendus et avaient repoussé

les agresseurs. Alors, ce sont les militaires et la police communale qui sont venus, dirigés par le bourgmestre et le sous-préfet. Une attaque de grande envergure avec des armes à feu. Plus de 4.000 personnes ont trouvé la mort à Kibeho. Les réfugiés étaient entassés dans les locaux de l'église, de l'école primaire et de l'école secondaire ; les militaires les ont massacrés à la grenade. »

10 mai : Le torrent des suppliciés

L E pont de Rusumo est un lieu d'horreur. La rivière Akagera ne cesse de charrier les milliers de corps qui y ont été précipités par la milice et l'armée gouvernementales. Dans une crique sur deux, les cadavres se sont accumulés, les tourbillons les empêchant d'être emportés par le courant. Au centre du lit, d'autres corps continuent de passer. Interminablement. Des cadavres flottent

sur l'eau, disparaissant et réapparaissant sans cesse. La plupart d'entre eux sont ignoblement ballonnés et dénudés. Le seul moyen de vérifier est de chronométrer. En sept minutes, je compte six corps dérivant ainsi à grande vitesse. Dont ceux de deux enfants en bas âge. Au moins une fois, c'est un corps décapité qui tournoie sous le pont. A plusieurs reprises, on distingue nettement des mains liées dans le dos.

12 mai : La colline des Tutsis

IL n'y a plus de courrier au Rwanda, mais les lettres circulent de la main à la main, dans l'espoir de trouver un jour leurs destinataires. Ainsi, l'autre jour, une enveloppe attendait Pascal à Mulindi. Elle lui a été adressée par l'un de ses frères, l'abbé Modeste. Son contenu peut se résumer en une phrase atroce : la population de son village natal a été massacrée, toute la famille de Pascal a disparu. Deux survivants seulement, l'abbé Modeste, réfugié au Zaïre, une nièce, dont j'ai pu faire connaissance à Byumba.

« Les assassins qui ont massacré ma famille étaient commandés par le préfet de Cyangugu, Emmanuel Bagambiki. Il est venu une première fois pour pousser les Hutus de cette région à massacrer les gens vivant sur la "colline des Tutsis". (...) Les militaires ont rassemblé les gens de ma colline dans la propriété de Côme Simugomwa, un parent éloigné qui tenait un magasin. Lui-même et sa famille ont été tués, en même temps que ma famille et celles de nos voisins. Ils ont été brûlés vifs dans leur maison. Personne n'a survécu. »

Campagne de solidarité
Un authentique courrier du cœur

Jean Chatain
L'Humanité, 7 septembre 1994, page 15

« **L**E soutien du journal « l'Humanité » aux campagnes humanitaires est toujours présent ». . . C'est ce que déclarait Julien Lauprêtre, mardi 9 août, lorsque Pierre Zarka lui remettait un chèque de 1.200.000 francs collectés en deux semaines par notre journal à l'occasion de la campagne « Rwanda solidarité ». Un chiffre exceptionnel, étant donné la période où cette campagne se déroulait (la sacrosainte période des vacances) et la brièveté de son déroulement.

« Un chiffre dont « l'Humanité » et ses lecteurs sont fiers », écrivions-nous alors. Le reflet de l'émotion soulevée par l'une des plus horribles tragédies du siècle. Qui évoque le génocide des arméniens organisé par le gouvernement turc, voici maintenant plus de soixante-dix ans; et l'holocauste perpétré par les nazis allemands contre les Juifs et les Tziganes. En trois mois, près d'un million de personnes massacrées, sur signal d'une dictature, forte notamment de ses soutiens venus du monde occidental, à commencer, hélas, par le gouvernement de notre pays.

Les chèques parvenus à notre journal étaient régulièrement accompagnés de lettres exprimant les sentiments de leurs expéditeurs. Pour une fois, l'expression « courrier du cœur » prenait un sens plein et entier. De ce courrier, observait Pierre Zarka, « une double exigence » se dégageait : « D'abord faire front pour parer au plus pressé, pour faire reculer l'insoutenable; en-

suite ne pas faire l'impasse sur les causes et les origines du malheur. »

Car ces causes ne sont pas toutes à rechercher à l'intérieur des frontières rwandaises. L'insurrection contre la dictature avait démarré dès 1990. A deux reprises auparavant, cette dictature n'avait dû sa survie qu'à l'envoi sur le terrain de soldats et de matériels militaires (artillerie et hélicoptères de combat) français. Une phrase que j'ai eu l'occasion, sur place, d'entendre à maintes reprises : « S'il n'y avait pas eu avant les canons français, les massacres de 1994 n'auraient pu avoir lieu ». . . La première fois, j'ai pensé avoir affaire à ce qu'il est convenu d'appeler un excité. Mais à la dixième fois ? Surtout lorsque cette phrase vous est assénée par une femme ou un homme, un adulte ou un jeune, parlant devant un charnier où croupissent les cadavres des membres de sa famille et de ses voisins.

Le même jour où avait lieu la remise du chèque des lecteurs de « l'Humanité » au président du Secours populaire français, notre journal publiait une lettre d'un lecteur marseillais, soulignant qu'il était « non communiste » et ancien coopérant au Rwanda « pendant la période qui a précédé le génocide de 1994 ». Ayant vécu à Butare (la ville universitaire du Sud) et à Kigali, il concluait sur cet appel : « Veillons aujourd'hui à ce que notre gouvernement et les médias ne nous endorment pas en laissant progressivement tom-

ber dans l'oubli le drame rwandais. Le message qu'il faut transmettre aujourd'hui, c'est l'obligation de secourir ce pays exsangue et meurtri. Mais c'est aussi et surtout juger et condamner les coupables du génocide, toujours protégés par le gouvernement français. »

Lecteur presque par surprise, il déclarait n'avoir trouvé un écho authentique du génocide rwandais que dans « l'Humanité ». Lui aussi avait alors sorti son chéquier...

JEAN CHATAIN

Opération descente aux enfers

Jean Chatain
L'Humanité, 17 novembre 1994

« L'OPERATION "Turquoise" a sans doute facilité une évolution de type cambodgien. » L'ex-pouvoir dictatorial « a eu tout le temps de se replier au Zaïre, où il coordonnera probablement son emprise sur les millions de réfugiés - du Kivu, mais aussi du Burundi et de Tanzanie »...

Ce jugement est formulé dans un « Rapport sur la politique de la France au Rwanda (1973-1994) », publié récemment par l'Observatoire permanent de la coopération française constitué par des militants d'ONG et de l'association Survie. Un document qui a le mérite du constat. Triple en l'occurrence : concernant le soutien des gouvernements français à la dictature Habyarimana ; confirmant la poursuite de ce soutien après le 6 avril 1994, alors même que le génocide se déchaînait (Paris se contentant par prudence de faire transiter les armes livrées aux tueurs par le Zaïre) ; enfin, dénonçant le double langage de l'Elysée et du Quai d'Orsay lorsque, la défaite du nazisme rwandais étant devenue militairement évidente, l'alibi humanitaire fut utilisé par Paris pour retomber sur ses pieds. Quitte à reproduire les conditions ayant permis aux auteurs d'un autre génocide - les Khmers rouges au Cambodge - d'éviter la déroute totale, puis de se recréer une « représentativité » politique, avant de reprendre le combat militaire. En ira-t-il de même demain pour un Rwanda assailli par les tueurs des FAR (Forces armées rwandaises) et des milices Interhamwe qui, l'opération "Turquoise" aidant, ont pu

trouver refuge au Zaïre du maréchal-dictateur Mobutu ?

Paris ne peut prétendre avoir été pris par surprise. Depuis 1990, pour maintenir une toute-puissance menacée, la dictature Habyarimana s'était engagée « sans frein dans une descente aux enfers ». Octobre 1990 : massacres de Kibilira. Janvier 1991 : pogrom dans le nord-ouest du pays, dont était originaire Habyarimana. Mars 1992 : massacres au sud, dans le Bugesera. Mai 1992 : création des milices Interhamwe. Décembre 1992 : pogrom de Tutsis et de démocrates hutus à Gisenyi. Mai 1993 : assassinat d'Emmanuel Gapyisi, leader hutu du MDR (Mouvement démocratique rwandais). Février 1994 : assassinat de Félicien Gatabazi, leader hutu du PSD (Parti social-démocrate)...

Durant toute cette période, le soutien de Paris à Kigali ne s'est jamais démenti. Pire, selon Janvier Afrika, ancien responsable des milices, l'entraînement des tueurs durait « quatre mois au total, dans une base au centre de Kigali (où) l'autorité militaire française avait ses quartiers » (page 17 du rapport).

Pourquoi, depuis 1974, date du coup d'Etat au Rwanda, les présidents successifs du « pays des droits de l'homme » ont-ils ainsi soutenu la tyrannie installée à Kigali ? Une question d'autant plus brûlante qu'elle doit être étendue à toute la politique africaine menée par Paris. Il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer le soutien apporté à d'autres régimes éga-

lement sanglants et corrompus : Gabon, Togo, Zaïre, République centrafricaine... D'où cette phrase très dure, mais à coup sûr objective : « Ce n'est pas le droit qui fait justice aux victimes du génocide, c'est la force. Si le FPR n'avait pas gagné la guerre, le génocide rwandais aurait sans doute été "normalisé" par la diplomatie - comme le génocide des juifs si Hitler n'avait pas été défait. »

JEAN CHATAIN.

Table des matières

9 avril 1994 - Kigali bascule dans la guerre civile	5
12 avril 1994 - Kigali : terreur et espoir de libération	7
27 avril 1994 - Rwanda : massacres prémédités	9
27 avril 1994 - À Mulindi, au quartier général du FPR	13
30 avril 1994 - Voyage au bout de l'enfer	15
30 avril 1994 - Mgr Rubwejango : 800 réfugiés exécutés dans mon évêché	17
30 avril 1994 - Prier pour les massacreurs	19
30 avril 1994 - Rencontres inattendues sur une piste	21
30 avril 1994 - Le gosse de Gahini	23
30 avril 1994 - Prêtres assassinés	25
2 mai 1994 - Rukara : ravagez tout !	27
2 mai 1994 - Barges funèbres sur la rivière	29
3 mai 1994 - Deux prêtres témoignent sur les atrocités au Rwanda . .	31
3 mai 1994 - Exclusif : un plan de purification ethnique au Burundi . .	33
6 mai 1994 - Conférence de presse près de la rivière de la mort	37
9 mai 1994 - Le sang sera versé	41
9 mai 1994 - Radio-mille mensonges	43
9 mai 1994 - Rwanda : des survivants de l'opposition accusent	45
10 mai 1994 - Une boucherie planifiée, confirme le « Herald Tribune »	49
10 mai 1994 - Rwanda : le torrent des suppliciés	51
10 mai 1994 - Questions au vice-président du FPR	53
11 mai 1994 - Byumba, ville libérée	55
11 mai 1994 - Quand Paris conseillait Kigali en 1991	57
12 mai 1994 - Chronique d'un «contrat» raté	59
12 mai 1994 - La « colline des Tutsi »	61
14 mai 1994 - Lettre ouverte de l'opposition rwandaise	63
18 mai 1994 - Rwanda : Rukara tente de revivre	65
18 mai 1994 - A Rukara, un charnier parmi tant d'autres	67
19 mai 1994 - Revenir à l'accord d'Arusha	69
19 mai 1994 - Au hasard d'une piste, deux petites filles	71
21 mai 1994 - L'assassinat de Mme Gicanda	73
23 mai 1994 - Journalistes massacrés sur ordre	75
27 mai 1994 - De l'apartheid au génocide	77
1 juin 1994 - Que veut le Front patriotique rwandais ?	81
2 juin 1994 - De Nyamirambo à la colline des Tutsis, récit d'un génocide	83

3 juin 1994 - Les appels au meurtre ont précédé le génocide	87
6 juin 1994 - Massacre avec préméditation dans l'église de Zaza	89
11 juin 1994 - Hypocrisie à Washington	91
13 juin 1994 - Témoin d'un génocide	93
13 juin 1994 - Rwanda : massacre à l'orphelinat	95
17 juin 1994 - Accablantes responsabilités françaises	97
17 juin 1994 - Paris reconnaît enfin le génocide	99
18 juin 1994 - Rwanda : l'avion présidentiel abattu par deux Français?	101
20 juin 1994. - Polémique sur les responsabilités françaises	103
21 juin 1994 - Victime de la milice	105
21 juin 1994 - Rwanda : Paris une nouvelle fois mis en cause	107
22 juin 1994 - Les ONG se prononcent contre l'envoi de militaires	109
23 juin 1994 - Paris en cavalier seul	111
24 juin 1994 - Rwanda : 2.500 soldats français sur pied de guerre	113
29 juin 1994 - Des Irlandais de Vincennes à la boîte noire rwandaise	115
29 juin 1994 - Les Mirage et le ministre Léotard arrivent	117
30 juin 1994 - Léotard aux Rwandais : négociez « malgré le génocide »	119
30 juin 1994 - Les ONG réaffirment leur désaccord	121
4 juillet 1994 - Butare : les Français entrent en zone dangereuse	123
5 juillet 1994 - Kigali et Butare aux mains du FPR	125
5 juillet 1994 - Une « force d'action rapide africaine »	127
14 juillet 1994 - Le Rwanda : un pays à reconstruire	129
15 juillet 1994 - Les fosses communes de Nyamirambo	131
15 juillet 1994 - Le premier ministre est arrivé à Kigali	133
15 juillet 1994 - Paroles de survivants	135
18 juillet 1994 - Dans Ruhengeri, désertée par l'armée et les milices	137
18 juillet 1994 - Où en sont les consultations?	139
19 juillet 1994 - Le corps de l'ancien premier ministre retrouvé?	141
20 juillet 1994 - Payer pour mourir plus vite	143
22 juillet 1994 - Radio-Muhabura a pignon sur rue	145
23 juillet 1994 - Mon mari hutu et mes enfants ont été massacrés	147
23 juillet 1994 - Réfugiés rwandais : quand le choléra amplifie le génocide	149
25 juillet 1994 - Rwanda : les survivants doivent quitter les camps de la mort	151
25 juillet 1994 - Les orphelins de la Sainte-Famille	153
26 juillet 1994 - Pour enrayer l'épidémie, le retour est nécessaire	155
5 août 1994 - « L'Huma » trop longtemps seule	157
7 septembre 1994 - Un authentique courrier du cœur	161
17 novembre 1994 - Opération descente aux enfers	163

Table des figures

1	L'envoyé spécial de l'Humanité, Jean Chatain (à droite) avec deux militaires du FPR sur le pont de Rusumo, au Rwanda, en mai 1994, alors qu'il parcourait le pays dévasté.	3
2	Au bord d'un chemin, une victime des milices de la dictature. Jean Chatain (L'Humanité, 28 juin 1994, page 8)	23
3	Augustin Munyaneza, instituteur à Rukara, rescapé des massacres. Jean Chatain (L'Humanité, 18 mai 1994, page 13)	66
4	A Rukara, un charnier parmi tant d'autres. Jean Chatain (L'Humanité, 18 mai 1994, page 13)	67
5	Elles ont le même âge, le même prénom, une poupée pour deux et sont toutes les deux orphelines. Jean Chatain (L'Humanité, 19 mai 1994, page 11)	71
6	Les accords d'Arusha, une condition « sine qua non » d'un retour à une « vie normale ». Jean Chatain (L'Humanité, 21 mai 1994, page 9)	73
7	Dans la région de Kibungu, les corps massacrés par les forces gouvernementales s'empilent et pourrissent. Jean Chatain (L'Humanité, 19 mai 1994, page 10)	74
8	Des femmes et des enfants fuient les massacres. Jean Chatain (L'Humanité, 20 mai 1994, page 11)	75
9	Notre envoyé spécial, Jean Chatain, sur le pont de Rusumo, à la frontière tanzanienne, enjambant la rivière Akagera, qui charrie des milliers de cadavres. (L'Humanité, juin 1994, page 13)	85
10	Devant l'église, des dizaines de cadavres. Jean Chatain (L'Humanité, 6 juin 1994, page 17)	90
11	Dans la campagne rwandaise, les milices présidentielles sont passées par là. Jean Chatain (L'Humanité, 2 juin 1994, page 13) . .	105
12	Près de Gisenyi dans le Nord, une patrouille française double des miliciens gouvernementaux à l'entraînement, AFP, Pascal Guyot (L'Humanité, 29 juin 1994, page 10)	117
13	Une fosse commune près de Kigali : des milliers de cadavres enterrés au bulldozer, dont quelques uns ont déjà été déterrés par la pluie. Jean Chatain (L'Humanité, 23 juillet 1994, page 4) . . .	147

- 14 Dans un quartier de Kigali, des adolescents qui ont tout perdu.
Sauf la possibilité de se regrouper et de s'organiser entre eux.
Jean Chatain (L'Humanité, 25 juillet 1994, page 4) 154